

## Divine surprise pour M. Duarte au Salvador

A la veille des élections qui viennent de se dérouler au Salvador, tout paraissait indiquer que le président Duarte allait au-devant d'une déroute. La base de la population, appelée à voter pour la quatrième fois en trois ans, ne jouait pas en sa faveur. La coalition de la droite et de l'extrême droite, sous la férule du major d'Ambrosio, majoritaire dans l'Assemblée sortante, semblait en mesure de l'emporter encore et de condamner le chef de l'Etat à l'impotence. Celui-ci a pourtant déjoué ces sombres pronostics.

Les résultats, encore partiels, de ces élections législatives et municipales, donnent au Parti démocrate-chrétien qu'il dirige la majorité des sièges de la nouvelle Assemblée. C'est là une superbe victoire pour un homme qui obtient, avec sans doute plus de trente-deux députés sur soixante, les moyens d'une politique que lui refusait les partis de droite.

Moins d'un an après son élection, le 6 mai 1984, à la présidence de la République, M. Napoleón Duarte a ainsi infligé à son adversaire un échec cuisant. M. d'Ambrosio, qui passe pour lié aux sinistres escadrons de la mort, s'était retrouvé en position de force après les législatives de mars 1982. Affaibli à la présidentielle de l'an dernier, son parti, l'ARENA, recueillait encore 46,4 % des voix. Il s'en obtient plus que 37 % avec son principal allié, le PCN de M. Guerrero, lié aux militaires.

Tout n'est pas réglé pour autant par ce résultat. La marge de manœuvre de M. Duarte est certes considérablement accrue, mais sa tâche reste immense. La lutte qui oppose, depuis plus de cinq ans, l'armée à la guérilla, et qui a coûté la vie à plus de cinquante mille personnes, est loin d'être terminée.

Les dirigeants de la guérilla ont une fois encore qualifié de « farce » des élections où la gauche était absente. La spectaculaire tentative de négociation du pouvoir avec les principaux représentants du Front a été stoppée à l'automne dernier. Le président aura fort à faire pour renouer un dialogue pourtant ardemment souhaité par la population. L'armée, après l'assassinat de deux colonels jugés plutôt ouverts à la discussion, a durci sa position, et les droits de l'homme constituent toujours le « problème fondamental » qu'évoque poliment un rapport du département d'Etat américain. Une dégradation de mètres de disparus effective en ce moment incite une tournée européenne pour décerner les atteintes à ces droits dans le pays.

La crise économique dans laquelle se débat le Salvador, la réforme agraire, qui n'a toujours pas été sérieusement mise en place, compromettent l'avenir de cette petite République d'Amérique centrale, qui compte parmi les plus pauvres de la région. La vague « verte », la couleur de la démocratie chrétienne, a surpris même son dirigeant, mais la participation plus faible que lors des précédents scrutins — un million de votants pour 2,7 millions d'inscrits — montre bien que « le pas de géant » vers la démocratie », dont se félicite M. Duarte, relève de la métaphore triomphaliste.

Beaucoup dépendra finalement de l'attitude des Etats-Unis à son égard. Pour avoir quelques chances de remplir son contrat, il doit en effet bénéficier du soutien sans faille de Washington, surtout s'il parvient à renouer le dialogue avec la guérilla. A défaut, le président aura bien du mal à faire prévaloir sa ligne modérée et réformiste contre la coalition des conservateurs et de certains militaires, qui enregistrent avec dépit sa victoire.

## Les élections législatives de 1986 auront lieu à la proportionnelle départementale

Le conseil des ministres a adopté ce mercredi 3 avril le principe d'un changement de mode de scrutin pour les élections législatives. Si le Parlement ratifie le projet de loi qui doit être approuvé par le conseil des ministres le 10 avril prochain, la nouvelle Assemblée sera élue selon la règle de la représentation proportionnelle. Les sièges seront répartis au niveau de chaque département entre les différentes listes en présence selon la règle de la plus forte moyenne.

Le gouvernement a également tranché le point qui restait en débat : il y aura un seul tour de scrutin.

Dans la communication qu'il a présentée au conseil des ministres, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a fait valoir que l'actuel scrutin uninominal majoritaire à deux tours est, selon lui, le plus inégalitaire de tous les scrutins utilisés par les démocraties européennes. Il a souligné que la

proportionnelle doit permettre d'accorder la représentation nationale à l'évolution démographique du pays. Il a mis en avant le refus du gouvernement de procéder à un « charcutage » des circonscriptions actuelles et son refus de se rallier à un système « compliqué » tel celui que M. Giscard d'Estaing avait proposé. M. Joxe a enfin rappelé que l'élection du président de la République au suffrage universel direct est à elle seule un facteur de stabilité de nos institutions.

## Fin d'une époque

Il faut que tout change pour que rien ne change. M. Mitterrand a fait sienne cette devise. Il faut changer le mode de scrutin pour conserver le pouvoir, plus précisément pour éviter que l'adversaire ne l'emporte et ne soit en mesure de demander le départ du président.

On ne change en effet un mode de scrutin que lorsque l'on est persuadé que cela peut arranger les affaires de son camp. Et l'accusation aura beau jeu de dénoncer le « magouille » de dernière heure donnant l'image d'un pouvoir plus que jamais sur la défensive. Une accusation qui fera mal.

Mais il faut tenter de voir au-delà des arguments traditionnellement échangés dans de telles circonstances : le scrutin majoritaire, avec son effet amplificateur, dégage une majorité ; il permet en outre de choisir ses gouvernements, et le PS en a largement profité aux législatives de 1981, mais il est injuste par principe, puisqu'il prive la minorité de

représentation dans une circonscription ; il ne prend pas en compte les évolutions de la société, puisque tout doit être obligatoirement ramené dans le cadre de l'affrontement bipolaire, tous défauts que la proportionnelle peut corriger.

Au-delà du changement de la loi électorale, se profile donc la fin d'une époque, et la V<sup>e</sup> République ne sera peut-être plus la même. Choisir une logique proportionnelle, c'est vouloir consacrer la fin de l'ère bipolaire de la vie politique française, mise à mal dès le septennat précédent.

M. Giscard d'Estaing avait théorisé cette nouvelle situation, consécutive à la rébellion de M. Jacques Chirac en 1976, et à la rupture de l'union de la gauche en 1977. Il avait parlé d'un monde politique divisé en quatre grandes familles (PCF, PS, RPR, UDRF), chacune aspirant à l'autonomie. La conséquence logique qu'en avait alors

tirée l'Elysée en vue des élections législatives de 1978 était l'introduction d'une dose de proportionnelle. Mais M. Giscard d'Estaing s'était heurté à une fin de non-recevoir des socialistes et au veto des chiraquistes.

Le septennat actuel a vu l'émergence d'un monde à cinq pôles, l'extrême droite venant compliquer la partie. Ce jeu à cinq composantes est fort éloigné du cas de figure idéal de la V<sup>e</sup> République : le fait majoritaire ordonné autour d'un parti dominant, celui du président. De ce point de vue, la première partie du septennat de M. Mitterrand, qui s'achèvera en 1986, apparaîtra comme exemplaire, puisque le Parti socialiste a la majorité absolue.

Le choix d'une logique proportionnelle n'est pas, pour autant, celui d'un retour à la IV<sup>e</sup> République. La Constitution de la V<sup>e</sup> République est suffisamment souple dans sa lettre (malgré la rigidité de son fonctionnement) pour permettre aux acteurs

politiques de s'adapter à une situation inédite. « Gardons à ce texte son élasticité », avait coutume de dire le général de Gaulle. Cette élasticité devrait trouver à s'employer en 1986.

On ne sort pas davantage de la V<sup>e</sup> pour une raison simple : en choisissant la proportionnelle, le président déjà tout-puissant, se dote de la dernière liberté qui lui manquait, celle d'introduire le désordre à l'Assemblée. Traditionnellement, la proportionnelle est contestée, parce qu'elle favoriserait un retour au régime des partis. Mais quel retour ? La IV<sup>e</sup> était, en fait, un régime des partis faibles ; la V<sup>e</sup> un régime des partis forts, ou dominants.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 7)  
ainsi que le point de vue d'Alain Duhamel : « La nostalgie de la troisième force ».

## Les pièges de l'antisémitisme

L'antisémitisme est un volcan en sommeil dont les réveils ne sont jamais évidents. Même un acte aussi flagrant que l'attentat du 29 mars à Paris, dirigé contre un festival du cinéma juif, déroute les observateurs. Il n'a pas provoqué, en tout cas, les mêmes réactions qu'après les explosions sanglantes de la rue Copernic (3 octobre 1980) et de la rue des Rosiers (9 août 1982). Cette fois, après une émotion compréhensible, la communauté juive a vite retrouvé son calme, tout en restant très vigilante.

Une telle attitude peut avoir quatre explications :

D'abord, si l'attentat du 29 mars a blessé dix-huit personnes, il n'a pas fait de morts, contrairement aux deux tueries précédentes.

Ensuite, l'effet de surprise s'est atténué. Certains responsables de la communauté juive « voyaient venir » ce nouveau défi, comme si le drame devait nécessairement prendre une allure périodique.

En outre, l'accoutumance s'accompagne d'un plus grand réalisme. En 1980 et en 1982, l'hypothèse d'un « crime fasciste » apparaissait évidente ; il était presque inconvenant d'en avancer une autre. Pour l'explosion survenue dans un cinéma parisien, beaucoup de Juifs n'avaient pas un attente liée à la situation internationale et préparé à l'étranger. Ils se disent qu'ils payent peut-être un tribut à leur solidarité avec Israël ou, plus simplement, qu'ils sont victimes des conflits du Proche-Orient.

Enfin, l'attentat de la rue Copernic révolta d'autant plus la communauté juive française que le gouvernement de l'époque lui apparaissait pro-arabe au point de lui être défavorable. Une phrase malheureuse de M. Raymond Barre le soir de la tuerie (« un attentat qui visait des Israéliens se rendant à la synagogue et qui a frappé des Français innocents ») n'arrangea pas les choses. Le climat est différent aujourd'hui, avec un ministre de la justice (M. Robert Badinter) lui-même victime d'attaques antisémites.

C'est, en effet, une autre nouveauté de la situation actuelle : l'antisémitisme, en France, s'exprime plus librement. Un pas de plus vient d'être franchi par M. François Mitterrand dans son discours de Président, le 2 avril. « La France et les Français », écrit-il, n'ont pas davantage à recevoir des leçons d'antiracisme des Juifs, qui, sans une stricte observance de règles d'autodéfense raciste, n'auraient pas traversé comme ils l'ont traversé deux mille ans de dispersion. Les Juifs, qui trouvent l'assimilation plus redoutable que l'extermination (...).

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 8.)

## Les sidérurgistes lorrains à l'heure des comptes

### 1. — « Ils croient tous que ce sera l'autre »

Metz. — Sur un coin de table, M. Jacques Chérèque, préfet délégué chargé du redéploiement industriel, refait ses comptes pour, une fois de plus, mesurer l'urgence de sa mission. Il y a actuellement 41 000 sidérurgistes en Lorraine, et il n'en restera que 20 000 à la fin de 1987, « avec les premiers transformateurs et les filiales ». A moins que, d'ici là, on veuille accomplir en deux ans ce qui était prévu pour trois.

Comment faire ? Laminante, la question hante tous les responsables lorrains et revient dès qu'il faut aborder les situations concrètes. Certes, il existe un schéma général, défini le 29 mars 1984 par le conseil des ministres. La suppression massive d'emplois doit s'accompagner d'un plan social et se doubler d'un mouvement pour le développement ou l'implantation d'autres entreprises, mais, dans la pratique, les dispositifs prévus s'embolent plus difficilement. Il faut du temps pour

De notre envoyé spécial  
ALAIN LEBLAUME

reconstruire le tissu industriel d'une région qui vivait pour l'essence de la sidérurgie. Et il faut pourtant faire vite pour trouver une solution aux pertes d'emploi qui menacent.

Depuis un an, c'est-à-dire depuis le coup de tonnerre provoqué par l'annonce, ces difficultés auraient dû être dépassées et le mouvement engagé, objectera-t-on. En fait, tout paraît suspendu par les travaux préparatoires, et les décisions les plus graves sont encore à venir.

Ainsi, il n'y a guère plus d'une ou deux semaines que les premiers sidérurgistes ont appris qu'ils figuraient parmi ceux appelés à quitter leur emploi dans un délai de deux ans et qu'ils étaient inscrits pour les fameux contrats de formation-conversion (CFC) (1). A Neuves-Maisons, une liste de trente noms a été publiée, et une deuxième sera connue dans les huit jours. A Longwy, dans le « pays haut », 235 lettres sont parties, et leurs destinataires disposent de trente jours de réflexion.

Déjà, à Briey, à Metz ou à Nancy, dans l'administration, on courbe le dos à l'attente des réactions, comme si le calme devait précéder la tempête. Et ce, d'autant plus que, des sous-préfets à M. Chérèque, on sait ce qui va suivre. L'ineffable.

A Pompey, en 1985, il y aura 434 CFC pour 210 mises en ordre-traité, 93 mutations, 119 reclassements dans des PMI, 70 « essayeurs » ou créateurs d'entreprise. A Neuves-Maisons, pour 697 départs cette année, on comptera 179 CFC, 174 retraits d'activité à cinquante ans, 278 mutations.

(1) Le congé de conversion ou contrat de formation-conversion prévoit que le salarié, pendant deux ans, appartient toujours à l'entreprise d'origine mais n'y travaille plus. Placé en formation, en vue de la préparation à un nouvel emploi, il reçoit une rémunération qui correspond à 70 % de son salaire brut antérieur.

(2) Plutôt que de bénéficier d'un congé de formation-reclassement, un sidérurgiste peut recevoir une indemnité de départ dont le montant correspond à la capitalisation de ses droits. Cette indemnité est versée à un salarié dont le projet professionnel de création d'entreprise est reconnu. Le cas échéant, il peut recevoir une formation.

30 « retours au pays », et l'on a déjà enregistré 17 « capitalisations ». (2) A Villerupt, on prévoit 45 CFC. A Longwy, il y en aura 375, qui seront suivis, « pour le deuxième train », de 600 autres. A Jouy, on attendra 1986.

Prodant ce temps, les sidérurgistes paraissent à la fois surpris et incrédules. « La crise de leur profession, cela fait vingt ans qu'on leur en parle », remarque un syndicaliste. Chaque plan a entretenu l'idée que les choses pouvaient s'arranger, que le déclin pouvait se gérer au mieux des avantages acquis. De demi-mesure en faux-semblant, on a souvent laissé croire que le pire était évitable, et, d'ailleurs, les décisions d'il y a un an laissent encore en pointillé bien des choix.

Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que se prolonge un état de torpeur qui, paradoxalement, a empêché toute prise de conscience.

(Lire la suite page 21.)

## LIRE

### 3. LIBAN

Cent vingt prisonniers du camp d'Al-Ansar transférés en Israël.

### 4. SOMALIE

Une épidémie de choléra décime des réfugiés éthiopiens.

### 18. COMMUNICATION

Jean-Claude Héberlé renonce à poursuivre Christine Ockrent.

### 21. AGRICULTURE

Les ministres des Dix se sont séparés sur un désaccord.

### 22. LIAISON TRANS-MANCHE

La France et la Grande-Bretagne lancent une consultation-détailée.

JOHN LOFTUS

## L'affreux secret

Quand les Américains  
recrutaient  
des espions nazis

De Gehlen à Klaus Barbie

Plon

مكتبة الأمل



## étranger

## EUROPE

## L'ATTENTAT MANQUÉ CONTRE LE JUGE PALERMO ET LA CRIMINALITÉ EN ITALIE

## Le réveil de la Mafia

Rome. - Depuis l'arrestation, au début de cette année, de personnalités jusqu'alors tenues pour « intouchables », faisant le lien entre le crime organisé et le monde des affaires et de la politique, la Mafia avait paru rentrer la tête. Elle a frappé à nouveau le mardi 2 avril à Trapani, en Sicile, tuant une femme et ses deux enfants, blessant grièvement quatre policiers, mais ratant sa cible : le juge Carlo Palermo, substitut du procureur de la République.

## De notre correspondant

procès du Parti socialiste. Il n'en avait pas moins transmis au Parlement, en juin dernier, un dossier établissant une relation entre certains faits apparus au cours de l'enquête et le financement des partis politiques. La commission parlementaire a décidé de classer le dossier (Le Monde du 4 août 1984).

Pour la Mafia, le juge Palermo (trente-sept ans) est un homme dangereux. Il vient de prendre ses fonctions à Trapani, une petite ville de trois cent mille habitants, devenue ces dernières années une nouvelle « Rocca forte » du crime organisé et il succède à un magistrat, Antonio Costa, arrêté en août dernier pour ses connivences avec le milieu. Le juge Palermo est non seulement intégré mais expérimenté : c'est lui qui a mené, à Trapani, la gigantesque enquête sur les trafics d'armes et de drogue (deux cents inculpations), jusqu'au monde politique. Commencée en 1979, cette enquête a conduit notamment à l'arrestation, en novembre 1983, d'un trafiquant de premier plan, le Syrien Henri Arsan; cette expérience donne des atouts certains au juge à Trapani, l'un des lieux de transit des armes et de la drogue.

Mais le juge Palermo est aussi un homme déterminé qui ne se laisse pas intimider. Il était notamment attiré, avec l'enquête de Trapani, l'ère du président du conseil, M. Craxi, à la suite de perquisitions jugées déplacées chez des personnalités

Malgré la solidarité de ses collègues de Trapani, le juge Palermo avait renouvelé sa demande de transférer à Trapani, qui a été satisfaite en février dernier. Certains virent dans cette demande une sorte de défi : loin de renoncer à un dossier qui lui brûlait les doigts, le jeune juge se faisait muter dans une ville qui est au cœur des intrigues qu'il avait essayé de dénouer. « Je vais à Trapani pour rester cohérent avec moi-même : il y a beaucoup de pains communs entre la Mafia et le trafic d'armes », déclarait-il.

## Une poudrière

Dans un editorial très dur, le quotidien *Repubblica* critique, ce mercredi, le ministre de la justice pour avoir nommé dans une zone aussi dangereuse un juge « en conflit avec le pouvoir politique ». *L'Unità* souligne également la « solitude » du jeune juge.

Trapani est une poudrière. C'est un port de solides traditions mafieuses : une région d'où sont originaires les chefs des fameux clans italo-américains, Bonanno, Boventre ou Navarra. Il y règne deux

clans, ceux des Minore et des Trimi, qui ont survécu à toutes les luttes intestines. Leurs liens avec la Cosa nostra en Amérique sont notoirement. En 1983, les Minore firent assassiner le juge Ciccio Montalto, qui, semble-t-il, avait décelé les protections de la mafia tant au tribunal que dans la police de Trapani : un an plus tard d'ailleurs, le juge Costa et le chef de la brigade mobile étaient arrêtés pour corruption.

L'attentat contre le juge Palermo rappelle, par la méthode employée (une puissance chargée d'explosifs) celui dont fut victime, en août 1983, le chef du bureau d'instruction du tribunal de Palermo, M. Chini. Il s'agit plutôt d'un attentat préventif, visant à empêcher le jeune magistrat, qui vient de faire arrêter cinq hommes d'affaires de Trapani liés à la Mafia, d'aller plus loin dans ses enquêtes. Le même scénario qu'à Palermo, en septembre 1979, quand la Mafia fit assassiner le juge d'instruction Cesare Terranova.

L'attentat de mardi avait été organisé pour ne laisser aucune chance au juge : 50 kilos de plastique avaient été placés dans une voiture-bombe qui a explosé au passage du véhicule du juge et de son escorte. La déflagration a été énorme, désintégrant la voiture d'une jeune femme accompagnée de ses deux jumeaux, qui passait par là par hasard. Le corps d'un des enfants a été projeté à plus de 200 mètres. La voiture blindée du juge a résisté. Celle des quatre policiers qui la suivait n'était pas blindée : tous sont grièvement blessés.

PH. P.

## Les multinationales du crime interviennent de plus en plus sur le marché financier international

nous déclare M. Arlacchi, sociologue de la Mafia

## De notre correspondant

Je me suis aperçu que le problème de la Mafia sicilienne doit être replacé dans un contexte plus vaste : ce n'est qu'un élément de la mosaïque que constitue aujourd'hui la criminalité organisée, et, dans une dizaine d'années, elle aura sans doute perdu la place privilégiée qu'elle a encore sur le marché du crime. Les organisations « montantes » sont, en revanche, la Mafia colombienne, les Triades chinoises, les yakuza japonais.

## « Capitales sans patrie »

Comment s'est opérée cette évolution ?

D'une manière générale, depuis 1977, on a constaté une croissance de la criminalité classique mais aussi l'apparition de ce que l'on peut appeler la « grande criminalité », c'est-à-dire de véritables groupes de pouvoir disposant de ressources si importantes qu'ils peuvent contrôler les marchés illégaux mais aussi exercer leur influence sur les systèmes politiques.

Cette évolution a commencé dans les années 60-70 avec l'extension des marchés illégaux. Pour les contrôler, les groupes criminels se sont livrés à une guerre qui a conduit à une concentration des activités entre les mains des plus puissants. Sur un marché énorme comme celui de la drogue, il existe aujourd'hui un double secteur : un marché ouvert sur lequel règne la loi de la concurrence, et un autre, fermé, qui alimente le premier, sur lequel s'agitent les groupes en situation d'oligopole. Il s'agit de marchés considérables : selon la division des Narcotiques (Drug), en 1980, la vente de la cocaïne a représenté 29 milliards de dollars sur le seul marché américain, tandis que, en Europe, le nombre des toxicomanes a été multiplié par trois entre 1975 et 1980.

Le marché des armes, qui a connu son essor à partir des années 60 (guerres de libération, conflits divers), fonctionne selon les mêmes structures logistiques et financières que celui de la drogue. Dans la plupart des cas, celle-ci fournit les liquidités nécessaires à l'achat des armes.

Quelles sont les conséquences de ce développement des marchés illégaux ?

Elles se manifestent à plusieurs niveaux. Tout d'abord, une identification de plus en plus étroite s'est opérée entre l'élite du crime et certaines forces capitalistes (dans le sens le plus large du terme). Dans le cas de la Mafia colombienne et des Triades chinoises, le phénomène était déjà en cours depuis plusieurs années. Il date du milieu des années 70 pour la Mafia sicilienne. Celle-ci a progressivement perdu son rôle de médiation entre l'État et la population. En revanche, ses liens criminels, tout en continuant à organiser son pouvoir sur des alliances de familles, de clans ou de villages, a pénétré les sphères de la haute finance.

Prenez un exemple : l'ambassade américaine en Colombie estime à 3 milliards de dollars les profits rapatriés en Colombie grâce au trafic de la cocaïne (la Banque centrale de Colombie a d'ailleurs reconnu que la moitié de ses réserves en devises provenait de la contrebande). Où va cet argent ? Selon le Sénat américain, les 3 milliards de dollars rapatriés en Colombie ne représentent que la moitié des profits obtenus. L'autre moitié est dirigée vers des paradis fiscaux, et de là elle entre sur le marché financier international : les dimensions de ce marché garantissent aux capitaux « sales » les meilleures conditions possibles pour qu'on perde leurs traces.

Selon le Sénat américain toujours, chaque année les paradis fiscaux comme les Caraïbes, Panama, Hongkong, Singapour, etc. (la Suisse a un peu perdu de son attrait depuis qu'elle permet la levée du secret bancaire sur des comptes de personnes soupçonnées de trafic de drogue), encaissent 20 milliards de dollars provenant des marchés illégaux des seuls États-Unis.

Une fois entré sur le marché international, l'argent « sale » se perd dans la masse anonyme des « capitaux sans patrie ». Le plus souvent, les élites du crime ont pour associés des banquiers (comme Sindona ou Calvi) peu regardants, qui recyclent les fonds, et qui subissent parfois des facilités retentissantes comme la Franklin National Bank (Sindona), le Banco Ambrosiano (Calvi), le Nagan and Bank (australien gérée par d'anciens membres de la CIA).

Propos recueillis par PHILIPPE POINS.

## RFA

## Les deux derniers chefs de la Fraction armée rouge condamnés à la prison à vie

De notre correspondant

Bonn. - Les deux chefs présumés de la Fraction armée rouge (RAF), Christian Klar, trente-deux ans, et Brigitte Monhaupt, trente-cinq ans, ont été condamnés, mardi 2 avril à Stuttgart, à la prison à vie. Ce verdict clôture la série de procès intentés aux principaux responsables de la vague d'assassinats terroristes de 1977, ceux du « patron des patrons » ouest-allemand, Hans-Martin Schleyer, du banquier Pöhl, du procureur Buback notamment.

C'est Christian Klar et Brigitte Monhaupt, qui, profitant d'une audience, avaient lancé, le 4 décembre, un appel à la grève de la faim. Cette grève, suivie par une trentaine de détenus de la RAF, ne s'était achevée qu'après l'assassinat de l'industriel Ernst Zimmermann, en février, à Munich, faisant suite à celui de l'ingénieur français René Audran, à Paris. La police n'a toujours fait état d'aucun élément nouveau dans son enquête.

Cette dernière vague de terrorisme n'a guère réussi à susciter d'émotion en Allemagne fédérale. Elle a surtout eu pour effet d'obliger l'aile gauche de la scène politique allemande, notamment les Verts, à se démarquer clairement, malgré certains états d'âme, de desperados qui n'ont jamais été aussi isolés.

H. de B.

## URSS

## M. Bakhmine à nouveau condamné à trois ans de camp

Moscou (AFP). - Le dissident soviétique Viatcheslav Bakhmine a été condamné le 29 mars à trois ans de camp à régime sévère pour « hooliganisme ». M. Bakhmine, ingénieur informaticien de trente-sept ans, est l'un des fondateurs de la commission d'investigation sur les abus de la psychiatrie à des fins politiques, créée en 1977 en Union soviétique.

Le 22 février dernier, M. Bakhmine avait, selon ses proches, été victime d'une « provocation » dans une rue de Kalinine, près de Moscou. Un individu, à qui il avait refusé du feu, l'a accusé d'agression. Arrêté à la suite du témoignage d'étudiants de la faculté de droit de Kalinine, le dissident a été inculpé de « hooliganisme » aux termes de l'article 206 du code pénal de la Fédération de Russie et condamné pour la première fois à trois ans de camp.

Dans une déclaration devant le tribunal, dont le texte a été remis à l'AFP, M. Bakhmine a affirmé qu'il était « victime d'un coup monté et de fausses témoins ».

Marié et père d'un garçon de douze ans, Viatcheslav Bakhmine

avait été arrêté une première fois en 1970 et détenu pendant six mois sans jugement. Deux ans plus tard, il avait été condamné à trois ans de camp pour « activité antisoviétique ».

Quelques jours avant l'expiration de sa peine, celle-ci avait été prolongée, Bakhmine ayant été accusé de « calomnies verbales » contre le régime. Libéré en février 1984, il s'était vu interdire de quitter Kalinine pendant un an. Alors que le terme de cette assignation approchait, fin janvier, Bakhmine s'était présenté à la milice pour s'enquérir de ses droits. Alors qu'il quittait le poste, il avait été pris à partie dans la rue par un inconnu qui l'avait accusé de l'avoir agressé.

M. Bakhmine avait alors été condamné à une nouvelle période de six mois d'assignation à Kalinine, avant de subir une nouvelle mésaventure similaire en février.

L'un des principaux animateurs de la commission d'investigation sur les abus de la psychiatrie à des fins politiques, le docteur Anatoli Korogoune, a été condamné en 1981 à sept ans de camp suivis de cinq ans d'assignation à résidence.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDOPAR 695872 F  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Favre (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
500.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :  
Daniel Verdet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

Imprimerie  
de « Le Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS

Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1 309 F 1 913 F 2 400 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Danemark, 100 kr. ; Espagne, 120 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 100 for. ; Italie, 1.000 L. ; Japon, 1.000 ¥ ; Liban, 200 L. ; Libye, 1.000 L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 200 F. ; Suisse, 2,00 francs ; Turquie, 1,00 L. ; Yougoslavie, 110 mt.

## Hongrie

## L'hôtelier de Budapest

De notre envoyé spécial

Budapest. - Le ventre évanouissant mis en valeur par un pull-over à col roulé blanc, Zoltan Palmay n'est pas peu fier d'être un pionnier. Il possède, depuis trois mois, le premier hôtel entièrement privé de Budapest, et sans doute de tout le camp socialiste. Et pas n'importe quel hôtel : à deux pas du Danube, trente-deux chambres dans un joli petit immeuble sagelement moderne il a mis quatre ans à faire construire, démarches administratives comprises.

Pour 30 dollars la nuit, les clients disposent d'une chambre avec salle de bains, de l'air conditionné, et, dit la publicité, d'une télévision en couleurs et de cassettes vidéo, sans compter le sauna... Dans la réalité, on n'en est pas tout à fait encore là, et seuls huit chambres sont équipées de magnétoscopes, mais ce n'est qu'une première étape, en attendant des rentrées suffisantes de devises. La finition soutient difficilement la comparaison avec les grands hôtels de luxe de Budapest (où le prix est au moins le double) et sert un peu le bricolage, comme dans ces « villas » des pays de l'Est construites avec des matériaux « inconnus » au prix de beaucoup de persévérance et d'encore plus de « pourboires ».

Malgré tout, avec son atmosphère familiale de pension touristique, l'hôtel Victoria a plutôt belle allure. Zoltan Palmay a dû dépenser pour le construire pas moins de 35 millions de forints - une somme qui peut sembler démentielle dans un pays socialiste où le salaire moyen est de 5 000 forints. Mais, en Hongrie, il n'est pas honteux, au contraire, d'être riche : l'hôtelier d'aujourd'hui, ancien représentant d'une firme de commerce extérieur, avait apparemment quelques économies, et surtout il

a fait appel à quinze associés, à présent actionnaires de l'entreprise. Il est le premier à s'être fait état d'un personnel de huit personnes (y compris lui-même et sa femme), alors que le maximum autorisé en Hongrie est de neuf, plus quatre membres de la famille.

## Moi, j'aime les étrangers

La clientèle - la seule du moins qui l'intéresse - est évidemment occidentale. Si l'État de la place, il n'est pas exclu qu'il accueille des Hongrois. « Mais, explique-t-il avec une lueur commerciale dans le regard, moi, j'aime les étrangers... » Enfin, pas vraiment tous. « Vous comprenez, ici c'est privé, je veux que mes hôtes américains, Allemands de l'Ouest, Américains, Israéliens, soient sûrs qu'ils ne tomberont pas sur des gens au visage foncé, sur des terroristes de Kachafi... »

En fait, ce réflexe-là a au moins autant de racines dans les pays socialistes que chez nous : petits-blancs de tous les pays, unissez-vous. Cela n'empêche pas notre hôtelier, qui doit verser à l'État 86 % d'impôt sur ses bénéfices, d'être - pour le reste - fort sympathique. Et d'avoir de l'ambition. Il voudrait que son initiative soit la première étape vers la création d'une chaîne d'hôtels privés en Hongrie. Il affirme faire confiance à la politique de « réformes » des dirigeants du pays. Et assure n'avoir bénéficié d'aucune protection particulière pour obtenir les autorisations nécessaires à la construction de son hôtel. « Je suis entièrement sûr et persévérant, un vrai capitaliste, quoi. » A nouveau, le fierté.

JAN KRAUZE.

## MAITRISE de L'ÉNERGIE

## LA MAITRISE DE L'ÉNERGIE ET LES CONSOMMATEURS

- Comment nous comportons-nous ?
- Le propriétaire, le gestionnaire, le jouisseur et les autres
- innovation et comportement : habiter en cité solaire

MARDI 9 AVRIL  
DANS « LE MONDE »  
DATE 10

AGRO-ALIMENTAIRE :  
des tep en moins,  
des marchés en plus  
ECOLE :  
un jeu interclasse pour  
consommateurs en herbe



## PROCHE-ORIENT

### LA GUERRE DU GOLFE

#### L'Iran refuse « la paix imposée par Bagdad »

Téhéran (AFP). - La « guerre des villes » entre l'Iran et l'Irak a connu mardi 2 avril une nouvelle phase, coincée avec la fin des fêtes du nouvel an iranien, le travail ne devant reprendre dans les entreprises et les écoles que samedi prochain. Beaucoup d'habitants de Téhéran ont profité de cette occasion pour quitter la capitale et passer quelques jours en province, loin des menaces irakiennes.

« La guerre continuera jusqu'à ce que les mains de l'agresseur soient coupées. Il s'agit d'un objectif inspiré par le Coran et l'Islam », a encore déclaré lundi le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi.

« Le gouvernement de Bagdad essaye de nous imposer la paix, une paix qui, comme l'imam l'a dit, serait pire que la guerre ». A-t-il poursuivi dans un discours prononcé devant les employés de la compagnie des pétroles dans l'île de Sirri, au milieu du Golfe. Il a ajouté : « Une telle paix donnerait au serpent blessé (allusion au président irakien) l'occasion de reprendre ses comptes contre la révolution islamique avec la coopération de toutes les puissances de l'oppression ».

Une partie des exportations de pétrole iranien - quelque 700 000 barils/jour - transite par l'île de Sirri grâce à une navette assurée, avec le terminal de l'île de Kharg, au nord-est du Golfe, par des pétroliers affrétés par l'Iran. Les navires étrangers viennent charger leur cargaison à proximité de Sirri en pompant le brut dans deux pétroliers géants de plus de 250 000 tonnes servant de réservoirs flottants.

Ce système les met à l'abri des attaques de l'aviation irakienne, qui restent concentrées autour de Kharg. En dépit de ces raids, les exportations iraniennes se sont maintenues à un niveau maximal d'environ 1,5 million de barils/jour ces derniers semaines, et les commandes couvrent les semaines à venir, indiquent des experts étrangers à Téhéran.

« Mort à Vienne d'un gazé iranien ». Un quatrième des huit soldats iraniens, hospitalisés à Vienne le 22 mars dernier, à la suite de graves brûlures provoquées par différents gaz de combat, est mort lundi soir. Il y a un an, quatre des dix soldats iraniens souffrant de brûlures dues au gaz moutarde, qui avaient été hospitalisés à Vienne, avaient succombé à leurs blessures. - (AFP.)

#### La crise soudanaise

#### DEUX MILLE MANIFESTANTS A KHARTOUM EN FAVEUR DU PRÉSIDENT NEMERY

Près de deux mille personnes ont participé le mardi matin 2 avril, pendant trois heures, à Khartoum, à une manifestation en faveur du président soudanais, le maréchal Némery, organisée par l'Union socialiste soudanaise (USS, parti unique), selon l'envoyé spécial de l'AFP à Khartoum.

Le nouveau vice-président de la République soudanaise, M. Al Rashid Al Taher Bakr, a lu devant les manifestants un message de M. Némery, actuellement en visite à Washington, dans lequel le président soudanais demande à la population de s'opposer aux « tentatives menaçant la stabilité et la sécurité du pays ».

Les manifestants ont scandé des mots d'ordre hostiles aux Frères musulmans, aux communistes et aux baasistes, accusés par les autorités d'être à l'origine des émeutes survenues mercredi et jeudi derniers dans plusieurs villes.

Différents syndicats et associations professionnelles ont appelé de leur côté à une marche pacifique ce mercredi 3 avril dans la capitale, pour protester contre la répression des émeutes. A Paris, plusieurs mouvements d'opposition soudanais ont critiqué mardi le soutien accru des États-Unis au régime du président Némery.

## AMÉRIQUES

### Bolivie

#### SAISIE DE PLUS D'UNE TONNE DE COCAÏNE

La Paz (Reuter). - Le président Siles Zuazo a annoncé, mardi 2 avril, que la police avait saisi 1 260 kilos de cocaïne et arrêté plusieurs trafiquants de drogue, sans donner de plus amples détails de l'opération. « C'est une nouvelle preuve des efforts que nous déployons pour protéger la santé de notre jeunesse », a déclaré le chef de l'Etat aux journalistes.

De source autorisée à La Paz, on précise que la prise a eu lieu à bord d'un avion près de la ville de Cochabamba, dans le centre du pays. Cette opération a été lancée peu après les attaques du sénateur américain Paula Hawkins, qui avait mis en doute la volonté bolivienne de lutter contre la drogue.

### Etats-Unis

LE PENTAGONE FAVORABLE A LA VENTE DE F-16 A LA THAILANDE. - Le département de la défense a transmis, lundi 1<sup>er</sup> avril, son accord au Congrès pour la vente de douze avions de combat F-16 à la Thaïlande, pour un montant d'environ 360 millions de dollars, a annoncé mardi le Pentagone. Il revient maintenant au Congrès de se prononcer sur cette décision. En cas d'approbation, ce serait la première vente d'avions de combat aussi perfectionnés à un pays de l'Asie du Sud-Est. Le Pentagone justifie cette mesure par la nécessité de fournir à Bangkok « la capacité de répondre à la menace croissante » constituée, selon lui, notamment par « le déploiement récent de Mig-23 au Vietnam ». - (AFP.)

### L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

#### Damas multiplie les pressions pour mettre fin aux combats de Saïda

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. - Devant l'aggravation de la situation au Liban du Sud et notamment à Saïda où les combats opposent les forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) à l'armée d'une part et aux milices locales et aux combattants palestiniens d'autre part, se poursuivent, la Syrie a visiblement décidé d'accroître ses pressions pour tenter d'obtenir une certaine stabilisation de la situation avant la fin du deuxième retrait israélien. Après avoir reçu, ces derniers jours à Damas, tous les dirigeants musulmans, le président Assad aurait adressé une véritable mise en demeure à M. Amine Gemayel afin qu'il agisse rapidement, en coordination avec lui pour mettre fin aux combats de Saïda qui, selon Damas, servent les intérêts israéliens.

C'est en tout cas à la suite de la visite du général Khouf, chef des renseignements militaires syriens, à Beyrouth où il était porteur d'un message du président Assad à M. Gemayel, que le gouvernement libanais a décidé l'envoi de renforts à Saïda et que le général Aoun, commandant en chef de l'armée libanaise, s'est rendu pour la première fois, depuis sa nomination en juillet dernier, à Damas où il a examiné avec l'état-major syrien la situation dans la capitale du Liban du Sud. La Syrie aurait à cette occasion offert du matériel militaire à l'armée libanaise pour l'aider dans sa mission.

Il est évident que dans la partie de bras de fer syro-israélienne qui se joue par Libanais, Israéliens, Israël accuse d'avoir déclenché les hostilités à Saïda pour mettre en place une « zone tampon chrétienne » à sa frontière nord, a déjà marqué un point à cet égard. L'exode des chrétiens fuyant les combats s'accroît au rythme de l'insécurité croissante dans la région.

L'armée libanaise, dont le renforcement sur place est réclamé par Damas - une intervention syrienne directe étant difficilement imaginable compte tenu des « lignes rouges » israéliennes - est-elle en mesure de jouer le rôle qu'on lui assigne ? On peut en douter. Outre un accroissement très net de sa capacité opérationnelle, il faudrait que

son action fût soutenue par une volonté politique unanime. Or l'unité semble plutôt se faire sur sa présence, uniquement dans la mesure où chacun doute de son efficacité. Tout se passe comme si chaque partie essayait de gagner du temps sachant qu'aucune action d'envergure n'est possible avant la fin du retrait israélien.

#### Une course de vitesse

« Nous attendons. Nous ne faisons que nous défendre ». Après six jours de combats à Saïda qui ont déjà fait 54 morts et 150 blessés, essentiellement civils, c'est le leitmotiv que répètent en chœur toutes les forces politiques de la capitale du Liban du Sud. Du parti communiste aux islamistes du « Rassemblement des ulémas musulmans », en passant par l'organisation nationale populaire et les dirigeants sunnites, tous les responsables affirment : « Nous ne tomberons pas dans le piège israélien ».

Sur le terrain, en tout cas, les renforts de l'armée des éléments de la 1<sup>re</sup> brigade (chite) stationnée dans la Bekaa, et totalement « agréés » par les dirigeants syriens, ne sont pas arrivés comme prévu mardi à Saïda. Ces renforts devraient se mettre en place dans les prochaines quarante-huit heures. En attendant, les combats bien qu'ayant diminué quelque peu d'intensité, se poursuivent mardi soir, le centre même de Saïda plongé dans une obscurité totale a été atteint par des obus tirés des collines environnantes par les forces libanaises.

Une course de vitesse semble donc s'être engagée pour tenter de prévenir les affrontements qui s'annoncent - chacun en tout cas s'y prépare - au lendemain du retrait israélien. Celui-ci semble s'accroître avec le début du démantèlement du camp de prisonniers d'Ansar et, mardi, tous les accès à la région de Nabatieh étaient interdits par l'armée du Liban du Sud, surveillée dans cette tâche par les soldats israéliens, les miliciens du général Lahad étant trop facilement corrompibles.

FRANÇOISE CHÉPAUX.

#### La fermeture du camp d'Al Ansar dans le Sud

- Six cents détenus libérés
- Mille deux cents « éléments dangereux » internés en Israël

De notre correspondant

Jérusalem. - Le camp de prisonniers d'Al Ansar symbolisait à bien des égards la guerre d'Israël au Liban. Après juin 1982, il avait été conçu comme un camp « provisoire » destiné à abriter les « terroristes » palestiniens capturés pendant l'opération Paix pour la Galilée. Mais ce « provisoire » s'est prolongé pendant près de trois ans, et depuis des mois la majorité des prisonniers incarcerated dans ce camp constituée par des Palestiniens mais par des Libanais, chiites ou autres.

Avec le repli de l'armée israélienne du Liban du Sud, la question se posait inévitablement : que faire des détenus d'Al Ansar ? Le problème devenait d'autant plus urgent que le camp « bloqué » le redoublement dans le secteur central du Liban du Sud et risquait ainsi de freiner l'accélération du retrait dans cette région. En fait, la solution qui a été retenue pour l'évacuation des détenus d'Al Ansar est double. Les prisonniers ont en effet été divisés en deux catégories. Cette distinction a été expliquée par le porte-parole de l'armée israélienne. La première catégorie comprend quelque six cents détenus qui appartiennent à des organisations « terroristes » et qui

restent-ils internés en Israël ? Le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Moshe Lévy, a laissé entendre qu'il s'agissait d'une solution provisoire. « Nous n'avons pas l'intention de les garder plusieurs années », a-t-il déclaré à la radio israélienne. Il a ajouté : « Leur libération dépendra de la situation qui prévaut au Liban dans les régions où ces prisonniers résident ». Autrement dit, si après le retrait de l'armée des villages chiites du Liban du Sud cessent leurs activités antisémites, les prisonniers pourraient regagner ces villages.

Reste le problème juridique posé par le transfert en Israël de ces détenus libanais d'Al Ansar qui ne sont pas des « prisonniers de guerre » mais qui sont considérés par Israël comme des « terroristes ». La quatrième convention de Genève est respectée, affirme-t-on à Jérusalem. Tous les juristes sont loin d'être d'accord. En tout cas, le général Moshe Lévy a affirmé que, après leur transfert en Israël, les anciens détenus d'Al Ansar continueraient de recevoir régulièrement les visites des représentants de la Croix-Rouge internationale.

(Interim.)

### Brésil

#### Le pessimisme s'accroît dans la population après la quatrième opération de M. Neves

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. - Le chemin de croix de M. Tancredo Neves continue. Le président élu a été opéré, mardi 2 avril, pour la quatrième fois. Les chirurgiens de l'hôpital du cœur à São Paulo lui ont découvert une hernie étranglée à l'aine gauche, et il s'est opéré pour éviter une occlusion intestinale. Une fois de plus, les Brésiliens ont entendu, en branchant leur radio ou leur télévision, des mots qui rendent un son lugubre : « L'opération a parfaitement réussi ». « Le président se porte bien ». Ce sont les mêmes mots qui, avec peu de variantes, sont répétés jour après jour depuis la première intervention le 14 mars. Aujourd'hui, ils ne trompent plus personne. Chacun sent bien que l'organisme du président ne « répond » plus. L'âge (soixante-quinze ans) et les épreuves ont réduit sa résistance, et le pessimisme commence à s'emparer du pays. « Jusqu'à hier,

ils ont décidé de « corriger » une hernie déjà ancienne, mais qui menaçait d'étrangler une partie de l'intestin. Ils ont ouvert les chairs sur dix centimètres du côté opposé à leur côté à une marche pacifique ce mercredi 3 avril dans la capitale, pour protester contre la répression des émeutes. A Paris, plusieurs mouvements d'opposition soudanais ont critiqué mardi le soutien accru des États-Unis au régime du président Némery.

L'annonce de son opération a provoqué des réactions qui semblent routinières, désormais. La foule s'est rassemblée devant l'hôpital. Ministres et personnalités sont accourus aux nouvelles. A Brasília, le président de la Chambre des députés, M. Ulisses Guimarães, également président de la principale formation au pouvoir, a répété que « les hommes passent et les institutions leur survivent ». Idée affirmée par la plupart des hommes politiques qui s'efforcent de convaincre l'opinion que la nouvelle République peut fonctionner sans M. Neves. Mais leur insistance même montre que la démocratie n'a pas beaucoup d'assurance sans son président.

Le chef d'Etat par intérim, M. José Sarney, s'est dit prêt à arbitrer et à prendre des décisions. Les gouverneurs des États croient néanmoins nécessaire de lui « tenir la main ». Ils ont décidé de se rendre collectivement à Brasília pour lui manifester leur soutien. Un pacte serait conclu en sa faveur, semblable à celui dont avait bénéficié M. Neves avant son élection.

CHARLES VANHECKE.

### Nicaragua

#### Managua demande le rapatriement de dix-sept soldats capturés par l'armée du Honduras

Managua (AFP, UPI). - Le gouvernement nicaraguayen a demandé officiellement au Honduras de rapatrier dix-sept soldats sandinistes interceptés mardi 2 avril par l'armée hondurienne, après qu'ils eurent pénétré sur territoire hondurien. Dans une note adressée au ministre des affaires étrangères hondurien, M. Eduardo Paz Berrueta, le gouvernement nicaraguayen affirme que ses militaires « avaient à aucun moment » l'intention de pénétrer au Honduras. Selon Managua, leur méprise est due à la méconnaissance

de la région par les chauffeurs des sept véhicules.

Dans la capitale du Honduras on a confirmé de source militaire l'interception d'un convoi militaire nicaraguayen au sud du pays. Les soldats sandinistes ont été interceptés sur la route panaméricaine au sud de Tegucigalpa, à quelque 40 kilomètres à l'est de l'endroit où des manœuvres militaires américaines au Honduras. Un millier de soldats américains participent à cette opération.

#### Washington rendrait Téhéran responsable de la vie des Américains enlevés à Beyrouth

De notre correspondant

Washington. - Ferme et défensive à trois reprises, l'année dernière, par le secrétaire d'Etat George Shultz, l'idée de représailles militaires américaines contre les pays qui patronnent des actions terroristes paraît gagner du terrain à Washington. Le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a déclaré, mardi 2 avril, que le colonel Kadhafi, qui avait appelé l'avant-veille au « combat-suicide des masses » contre « l'impérialisme américain, le sionisme et leurs agents arabes », devait « savoir et être conscient que la Libye [serait] comptable de ses actes ».

Le même jour, le Washington Post publiait une interview de M. Reagan dans laquelle le président américain affirmait que les preuves se multipliaient d'un soutien, de gouvernements à « certains terroristes » et ajoutait qu'il fallait, en pareil cas, aller « à la source du crime ».

Interrogé sur la mise en garde que les États-Unis auraient récemment adressée à l'Iran sur les conséquences militaires qu'aurait l'extension ou le passage « en jugement » d'un seul des cinq Américains enlevés ces derniers mois à Beyrouth, M. Reagan s'est refusé à tout commentaire à ce sujet. Le porte-parole de la Maison Blanche s'est toutefois gardé d'opposer le moindre démenti à cette information dont la chaîne de

télévision ABC et le Sunday Times de Londres avaient fait état le week-end dernier.

Adressée par l'intermédiaire de la diplomatie helvétique, qui représente les intérêts américains à Téhéran, la mise en garde de Washington aurait fait suite à un coup de téléphone anonyme par lequel la mystérieuse organisation du Jihad islamique avait averti le 16 juin dernier, le correspondant à Beyrouth d'une agression de presse, occidentale de la « condamnation à mort » d'un des Américains qu'elle détiendait.

On ignore si ces menaces ont été réitérées depuis et si elles ont été accompagnées d'un chantage, mais le conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, M. McFarlane, a directement accusé, la semaine dernière, l'Iran d'avoir partie liée avec les extrémistes chiites du Liban. Prenant le relais de M. Shultz, M. McFarlane avait ainsi plaidé pour d'éventuelles mesures de représailles dont on déclare, à la Maison Blanche, qu'elles seraient étudiées « cas par cas ».

Le sort des Américains enlevés à Beyrouth paraît, en tout cas, essuyer aujourd'hui une certaine nervosité au département d'Etat et à la Maison Blanche, qui étaient jusqu'à présent restés extrêmement discrets sur cette affaire.

BERNARD GUETTA.

## Boomerang pour Melbourne.

Paris-Melbourne en 22 heures.

Touta cette histoire avait assez traîné. Il valait mieux que j'aile voir moi-même à Melbourne de quoi il revenait. Seulement, je n'avais pas de temps à perdre, j'avais une réunion de famille à la fin de la semaine. Je ne pouvais pas la louper.

Je décrochai le combiné et composai le numéro de la Thai.



ملنا منة الرحيل

na  
re  
se  
an  
36  
es  
la  
rit  
cui  
cul  
ser  
une  
ings  
de  
ent  
cie-  
une  
-3).  
i été  
posé.  
ment  
i or-  
eme  
ojets  
Ainsi,  
s au  
t dé-  
la  
urg-  
urait,  
nom-  
ollèg-  
cul-  
sur la-  
sas de  
  
es lois  
t être  
stitu-  
nulg-  
verifié  
nstitu-  
  
1. B.







## CHAGALL

*L'hommage de M<sup>e</sup> Maurice Rheims  
et des plus grands photographes au peintre  
de l'enfance éternelle*

## FLORENCE GOULD

*Jean Cau raconte la vie  
fastueuse de la plus extravagante mécène et  
collectionneuse du siècle*

## CHINE LA DISCO-REVOLUTION

*Paris Match a vu la jeunesse  
chinoise larguer Mao pour Michaël Jackson. Un  
grand reportage de Pierre Hurel*

## OCKRENT

*Pourquoi la Reine Christine  
abdique. Une interview de Catherine Nay*

## AFFAIRE GREGORY

*La fin tragique de Laroche. Jean Ker  
raconte la nuit d'épouvante où Jean-Marie Villemin  
avait déjà failli tuer son cousin... Jean-Michel Caradec'h  
a vécu le drame en direct*



**LE POIDS DES MOTS, LE CHOC DES PHOTOS**

ur-  
ne  
et  
de-  
an-  
té-  
es  
lis  
rité  
dis-  
cul.  
ser  
une  
ings  
dét-  
sent  
sac-  
une  
-),  
été  
pose  
voto.  
ment  
i or-  
eme.  
rojets  
Ainsi,  
a au  
t dé-  
er la  
orge-  
vrait,  
nom-  
ollège  
celui-  
sur la-  
es de

es lo-  
t être  
nstitu-  
nuige-  
vérité  
institu-

1. B.

مكتبة الامم المتحدة



# politique

## LA RÉFORME

### Valse-hésitation

M. Mitterrand a choisi : le scrutin majoritaire uninominal à deux tours a été, et les élections législatives de 1986 seront organisées à la proportionnelle départementale à la plus forte moyenne. Le projet de loi doit être adopté par le prochain conseil des ministres, le 10 avril. Lorsque le gouvernement s'est réuni, ce mercredi 3 avril à 10 h 15 à l'Élysée, chacun de ses membres savait que, dans l'esprit du président de la République, à Matignon et au ministère de l'Intérieur, le scrutin majoritaire avait fait son temps et que ses plus chauds partisans — MM. Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement — seraient battus. Restait à trancher le débat entre la proportionnelle à un tour et la proportionnelle à deux tours. La discussion reste ouverte. Le conseil des ministres s'a pas choisi.

Le débat, chez les socialistes, a vraiment commencé le 16 janvier dernier, lorsque le président de la République, à l'Antenne 2, a donné son sentiment sur la question. Attaché au scrutin majoritaire, dont il avait été l'un des défenseurs les plus acharnés sous la IV<sup>e</sup> République, M. Mitterrand, quand il était premier secrétaire du Parti socialiste, avait défendu la proportionnelle, loi de son parti ; devenu chef de l'État, il était porteur d'une promesse — la proportionnelle encore — qui figure dans la liste des 110 propositions du candidat socialiste.

Qu'a dit M. Mitterrand le 16 janvier ? Tout et son contraire. D'abord qu'une « instillation » — un goutte à

goutte — de proportionnelle dans toutes les élections françaises serait « bien ». Puis qu'aux législatives « ce sera certainement un scrutin dont la finalité sera proportionnelle ». Enfin qu'il peut « y avoir un processus majoritaire ». Le tout en moins d'une minute.

Dès lors, les socialistes avaient du grain à moudre, et le président de la République ne les a pas empêchés de moudre. Il les aurait plutôt encouragés en laissant entendre aux uns et aux autres que rien, vraiment rien n'était décidé.

#### Au pilon

Ainsi, avant les cantonales, M. Mitterrand confiait-il à l'un de ses interlocuteurs que, entre sa préférence — le scrutin majoritaire — et « ce qui est bon pour la France », il y a l'immensité d'une réflexion. Ainsi, après les scrutins de mars, son entourage, siroté après les élections cantonales, affirmait-il que le scrutin majoritaire n'était pas encore mort. Lui-même paraissait encourager au partisan de la logique majoritaire en disant le sentiment que le débat restait encore largement ouvert. La « goutte » proportionnelle s'élevait un jour et s'évanouissait le lendemain. Personne en tout cas, au milieu de cet océan d'incertitudes, n'a eu un instant que le chef de

l'État disait vrai lorsqu'il a affirmé le 16 janvier, à la télévision : « Ce n'est pas mon travail ».

En fait, pendant que les socialistes donnaient à leurs débats l'allure d'un concours Lépine, et que, au siège du PS, une équipe de gros bras nettoyaient les caves encombrées de reliques invendables — des stocks de *Projet socialiste*, symbole d'une stratégie d'union périmée, ont été jetés au pilon, — le « travail » continuait. On a procédé par élimination.

Exit le scrutin majoritaire. Il ne correspond ni aux engagements du PS ni à ceux du président de la République. Pilier de la stratégie d'union de la gauche, arme essentielle de la conquête du pouvoir, il s'a plus de fonction positive dès lors que l'union n'existe plus et qu'il s'agit seulement de conserver le pouvoir.

Electoralement « punis », comme l'explique M. Jospin, parce qu'ils ont commis la « faute » d'avoir cru que la France s'était réveillée socialiste le 11 mai 1981, et d'avoir péché par « arrogance » pendant les premiers mois, les socialistes ne tiennent pas tous à courir au-devant d'une correction définitive.

Restait la proportionnelle, à géométrie variable. Les scrutins mixtes — une part de députés élus au scrutin majoritaire, l'autre à proportionnelle — ne réduiraient en rien les injustices d'aujourd'hui, qui sont un argument essentiel du changement.

Et ce ne serait pas « simple », contrairement à l'objectif recherché. La proportionnelle nationale ou régionale ferait des députés des hommes sans attaches avec leurs électeurs.

Le choix s'était resserré. Les députés socialistes ont parfaitement compris lorsqu'ils ont déduit des propos tenus par M. Fabius le 28 mars, à Rennes, que les élections de 1986 seraient organisées à la proportionnelle départementale.

Un tour ou deux ? Aux plus forts nœuds, on a le plus forte moyenne ? Les ordinateurs du ministère de l'Intérieur ont encore « tourné » au début de la semaine. Mercredi au conseil des ministres, au terme d'un tour de table, le gouvernement a opté pour la plus forte moyenne. Mais il n'a pas choisi entre la proportionnelle à un tour ou à deux tours.

Un tour, et l'on prend le risque d'écorner, sans appel, les résultats socialistes, sous la pression des petites listes centre-gauche et extrême gauche. Un tour à la plus forte moyenne et l'on ramène le PCF et le Front national. Deux tours et l'appel existe, puisque le seul qu'il est nécessaire d'attendre au premier tour pour se maintenir au second permet d'éliminer les petites listes et de rassembler les suffrages. Deux tours, et l'on encourage une logique d'union dans l'électorat. Vis-à-vis de PCF, c'est, pour les socialistes, « l'avantage de l'union sans la contrainte », selon la formule utilisée par l'un des délégués de ce système, M. Gérard Le Gall.

JEAN-YVES LHOMEAU.

la magouille électorale de la gestion socialiste.

M. Séguin a ajouté : « Si l'on a pas de majorité cohérente en 1986, l'état de 1988 à l'Élysée n'aura pas le pouvoir de rétablir la V<sup>e</sup> République face à une Chambre proportionnelle. Le mode de scrutin a des effets plus radicaux encore que les règles constitutionnelles sur l'organisation des pouvoirs. La V<sup>e</sup> République a été bâtie sur les compromis, la V<sup>e</sup> risque de l'être sur le rassemblement ».

### 114 ans, 33 élections, 9 lois électorales

1791 : les Français élisent pour la première fois leurs représentants à une Assemblée législative. Il y a moins de deux siècles. Mais il faut encore près de cinquante ans pour que le suffrage universel direct devienne la règle. L'histoire des systèmes électoraux depuis l'instauration définitive de la République prouve qu'en la matière les débats ne sont qu'un éternel recommencement. En trente-trois élections législatives, la France a connu neuf lois électorales.

Janvier 1871 : la France est en partie occupée, il faut aller vite. Il est décidé de revenir à la loi électorale de 1848 : scrutin à un tour dans le cadre du département ; sont élus les candidats ayant eu le plus grand nombre de voix à condition qu'ils aient obtenu les suffrages de plus du huitième des électeurs inscrits ; les candidatures multiples sont autorisées. Devient la succès des républicains à de nombreuses élections partielles, la majorité monarchiste de la Chambre institue l'obligation d'une majorité absolue pour être élu au premier tour ; est ainsi créé le mécanisme du deuxième tour.

En 1875, pour assurer l'influence des notables, on rétablit le scrutin de circonscription majoritaire créé par le second Empire, mais cette fois la circonscription recouvre exactement les arrondissements administratifs. C'est ainsi que l'on vote trois fois jusqu'en 1881.

#### Un curieux mélange

Le 16 juin 1885, le mode de scrutin est à nouveau modifié pour les élections de la même année : on vote dans le cadre du département au scrutin pluri-majorel majoritaire à deux tours.

Ce système ne dura pas. La possibilité d'être candidat dans plusieurs départements, favorisée par trop le général Boulanger. Le 13 janvier 1889, le scrutin d'arrondissement majoritaire à deux tours est rétabli, l'interdiction d'être candidat dans plusieurs circonscriptions. Effectivement, les élections de septembre-octobre 1889 voient le début du boulangisme. Déjà ce type de scrutin permet de grandes affrontements droite-gauche. Les petits partis — ce sont alors les socialistes et les modérés catholiques — qui sont défaits, demandent sans succès l'adoption d'un système de représentation proportionnelle. Car déjà le scrutin d'arrondissement montre ses inconvénients. Dès 1909, Aristide Briand en dénonce « les marais stagnants ». Mais le seul système introduit pour les élections de 1914 — alla est

d'importance — est l'instauration du vote secret.

Aux lendemains de la guerre, on se décide à changer de système électoral. La loi du 7 juillet 1919 pour les élections du 16 novembre suivant, crée un nouveau mélange de scrutin de liste majoritaire et de représentation proportionnelle ; présentation de liste dans le cadre départemental ; chaque candidat ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés est élu ; les autres sièges sont répartis dans l'ordre de présentation selon le système du quotient de liste, puis de la plus forte moyenne. Le système est la même en 1924.

En 1927, socialistes et radicaux, pour permettre entre eux des accords de désistements, rétablissent le scrutin uninominal à deux tours, pour les élections d'avril 1928. Le système ne changea pas pour les élections de 1932 et 1936.

La Libération permet de modifier le mode de scrutin. De Gaulle donne le droit de vote aux femmes et impose la représentation proportionnelle départementale avec liste bloquée et répartition des restes à la plus forte moyenne dans le cadre départemental. L'Assemblée constituante, ainsi ée, ayant vu son projet de constitution repoussé par référendum, une autre Constituante est élue, le 2 juin 1946, selon le même mode de scrutin qu'en 1945. C'est celui qui sera conservé pour l'élection de la première Assemblée nationale de la V<sup>e</sup> République, le 10 novembre 1946.

En 1951, les partis de la « troisième gauche » craignant la victoire des gaullistes et des communistes, inventent les « apparentements » : la proportionnelle départementale reste officiellement la règle, mais, si les listes apparentées obtiennent à elles seules la majorité absolue des suffrages exprimés dans un département, elles se partagent tous les sièges. Cette formule resta en vigueur en 1956.

De Gaulle, en 1958, modifie à nouveau la loi électorale : le vote majoritaire, uninominal à deux tours, dans des circonscriptions découpées tout exprès, mais avec interdiction de se présenter au deuxième tour — contrainte à ce qu'il se passe sous la III<sup>e</sup> République — si l'on n'a pas été candidat au premier tour et si l'on n'a pas franchi un certain seuil : 6 % des inscrits jusqu'en 1967 ; 10 % en 1967, 1968 et 1973 ; 12,5 % en 1978.

Th. B.

### Quarante ans après

Le mode de scrutin retenu par le gouvernement républicain fort de prouver la répartition, presque terme pour terme, des débats de 1945 et de 1946.

Pour les élections des deux Assemblées constituantes, et pour celle de la première Assemblée nationale de la V<sup>e</sup> République, l'application du système de la proportionnelle départementale stricte à un tour souleva, en effet, des tempêtes.

L'ordonnance du 17 août 1946 prévoyait le régime des élections du 21 octobre déclenchant les premières turbulences. La « délégitimation des gauches » (rassemblement de membres de la CGT, du PCF, du Parti socialiste, du Parti radical-socialiste et de la Ligue des droits de l'homme) adressa à de Gaulle, le 8 septembre, un mémorandum.

On y lit : « Pour que la représentation proportionnelle mérite son nom et donne une image fidèle de l'opinion nationale, il faut de toute évidence (...) que les « restes » des diverses listes soient attribués aux partis et mouvements proportionnellement au nombre de voix qu'ils ont respectivement recueillies dans le pays ».

La délégitimation des gauches opposait ainsi ce qui est pu être « la véritable représentation proportionnelle » au système « égoïste et injuste » qui était proposé.

Dans une réponse très argumentée, de Gaulle écarta l'idée d'un tel système qui serait, en quelque sorte, une délégitimation de l'usage du plan national.

Les débats parlementaires d'avril 1946 soulignèrent le risque de dictature des partis dans

l'établissement des listes de candidats et engendrèrent pour le PCF une chance historique demeurée sans suite. La loi du 13 avril 1946 prévoyait une répartition nationale des restes. C'était le triomphe de la réclamation permanente de ce parti (jusqu'à aujourd'hui).

Mais l'échec du référendum constitutionnel du 5 mai 1946 entraîna pour les élections législatives du 2 juin suivant un retour au système électoral d'octobre 1945. Les communistes ne vont donc pas une seule fois utiliser le système qui leur favorise puisque, en septembre 1946, ils devront s'allier à l'Assemblée avec la « droite » (le MRP) et abandonner leurs prétentions à la répartition nationale pour voir en contrepartie écarté le risque de panachage entre les listes.

Le débat s'ouvrit jusqu'à aujourd'hui. Le PCF va aligner les mêmes demandes et les mêmes griefs. L'autre s'entendra-t-il répondre : « Au total, parmi les divers systèmes électoraux qui sont concevables, et dont il est certain qu'aucun d'entre eux ne pourrait recueillir aujourd'hui mieux qu'hier ou mieux que demain l'assentiment général, le gouvernement, après mûr examen, s'est arrêté à celui qui lui paraissait à la fois comporter la plus grande équité possible, assurer aux électeurs les meilleures conditions pour choisir leurs élus dans leurs idées, et dans leurs personnes, et maintenir les élections dans le cadre rationnel et traditionnel du département » Par la voix de M. Mitterrand ? Non, par celle du général de Gaulle, qui résumait en ces termes sa réponse à la délégitimation des gauches, il y a près de quarante ans.

MICHEL KAJMAN.

**Pantalons**  
DOUBLÉS, POUR HOMME,  
en flanelle :  
**169 francs !**

Une veste pure laine 289 F, un costume en tissu Domet 990 F, etc. Pourquoi ces prix incroyables ? Parce que les créations mesurées Guy d'Amber sont désormais vendues en direct, par les Entrepreneurs du Marais. Au 10<sup>e</sup> St-Sébastien-Froissart, 3, rue du Pont-aux-Choux, 3<sup>e</sup> de 11 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h. Fermé le lundi.

**STERN**  
GRAVEUR  
depuis 1840  
Pour votre Société  
papiers à lettres et  
imprimés de haute qualité  
Le prestige  
d'une gravure traditionnelle  
Ateliers et Bureaux :  
47, Passage des Panoramas  
75002 PARIS  
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

à partir du 1<sup>er</sup> avril

**EXCLUSIF**

**Le seul vol non-stop**

**PARIS**  
**MIAMI**

**3 vols par semaine, les mercredi, vendredi, dimanche**

Quitter **Paris** à l'heure de l'apéritif et arriver en **Floride** à l'heure du café (grâce au décalage horaire) pour découvrir la Floride, base de départ de **toutes les Evasions américaines** : le Sud des Etats Unis, les Bahamas, les croisières Caraïbes, Epcot Center, Disneyworld, Cap Kennedy, les Everglades : un paradis pour tous ceux qui, comme "Alice", ont conservé une âme d'enfant.

**en Silver Class**

Tous les passagers "Touriste" des vols intercontinentaux d'Aeroméxico découvrent en "Silver Class" un nouvel art de vivre en avion :

- Comptoir et salon particulier
- Compartment réservé à l'avant
- Service restaurant "à la carte"

- Vins de grands crus compris
- Ecouteurs musique et cinéma
- Bar permanent et à discrétion

**Paris-Miami : 4570 F**  
"Vols Evasions" aller et retour

**Paris-Mexico : 5315 F**  
"Vols Evasions" aller et retour

RESERVATIONS :  
auprès de votre  
AGENT DE VOYAGES  
et aeroméxico  
(11 742.40.50)

\*Prix au 1<sup>er</sup> mars 85, remboursable sans  
précaver pour un voyage de 14 jours à 2 mois.



**aeroméxico**



## DU MODE DE SCRUTIN

### La nostalgie de la troisième force

par ALAIN DUHAMEL

Dans la recomposition du paysage politique français qui s'accomplit en ce moment, une ombre silencieuse se profile de plus en plus, venant de la troisième force. Ce mariage de raison entre socialistes, démocrates-chrétiens, radicaux et modérés, imaginé, paré et baptisé par Léon Blum en 1947, n'a pas laissé de bons souvenirs. On peut cependant se demander s'il ne correspond pas à la stratégie sous-jacente de M. Mitterrand, s'il ne constitue pas dans l'esprit du président socialiste la pensée à la rupture de l'union de la gauche, la carte forcée qu'il cherche à imposer à l'opposition parlementaire.

Le débat bouillonnant suscité par les projets de réforme du mode de scrutin ne peut en effet camoufler cette constatation d'évidence, soulignée sans ambiguës et courageusement par MM. Michel Rocard, Jean Popper et d'autres : l'adoption d'une logique proportionnaliste revient pour le PS à renoncer à tout espoir de victoire en 1986 et à se contenter de limiter les pertes. Il s'agit d'une technique défensive, capable de préserver l'essentiel des forces du Parti socialiste, faute de pouvoir aspirer au succès. C'est la tactique du repli sur des positions préparées à l'avance. L'abandon de la prime majoritaire donne le signal de la retraite en bon ordre.

Comme nul ne saurait suspecter le chef de l'Etat d'être homme à tout faire pour leur donner une autre chance, comme sa spécialité est de regarder loin en avant pour préparer les coups suivants, il faut chercher ailleurs de l'acarne de fumée, déployé par l'actuelle controverse, la cohérence de ses intentions. M. Mitterrand connaît comme personne les mécanismes électoraux. Il est d'abord un réaliste. S'il juge que depuis le divorce avec le PC la majorité présidentielle ne peut l'emporter, il lui reste à tout faire pour bomber étroitement le succès de ses adversaires, pour empêcher que leur victoire soit un triomphe, pour les contraindre ensuite à négocier et à passer un compromis.

Or il ne manque pas de ressources pour cela. L'extrême droite de M. Le Pen a confirmé son audience aux élections cantonales. Elle n'a pas progressé, mais son reflux ne s'annonce pas. Une fraction importante de l'opposition parlementaire n'acceptera jamais de composer avec elle. Tous les grands dirigeants de l'UDF et du RPR ont d'ailleurs formellement exclu l'hypothèse d'une alliance avec le Front national. Si le Parti socialiste comme le mouvement croissant de M. Fabius et l'impopularité moindre de M. Mitterrand peuvent le laisser imaginer, parviendront le premier parti de France, s'il peut espérer approcher avec son affluant radical de gauche la barre des 30 %, alors l'antichambre donne une chance à une formule de troisième force. La coalition comporterait en effet deux options : une majorité RPR/UDF, l'opposition de bien une grande coalition, l'opposition parlementaire fera tout pour la

succès de la première formule. Le président de la République pèsera en faveur de la seconde.

Certes, jusqu'à présent, la perspective de ce qui, pour les socialistes, constituerait bel et bien un renversement d'alliance, un bouleversement stratégique, la fin d'une période, de quinze ans demeure un sujet tabou. Seul M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et ministre délégué, a osé dire que dans les circonstances actuelles, le Parti socialiste se projette nu. Mais nul n'imaginait que le PS puisse l'emporter dans un tel avec ses seules forces. Personne ne croit que le Parti communiste puisse revenir à l'union, tout le monde proclame en revanche que la formation présidentielle doit avoir pour ambition de devenir le pivot obligé de toute coalition. Le non-dit devient ici transparent. Lorsqu'on ne peut être majoritaire seul, que l'on a nulle intention d'abandonner la place et que l'allié d'hier se dérobe, il faut bien trouver un nouveau partenaire.

Ce qui, au temps de l'état de grâce, aurait semblé chimérique le paraît aujourd'hui un peu moins. Le recentrage de la politique économique et sociale du gouvernement ne séduit pas l'UDF et le RPR mais, la distance idéologique entre le gouvernement et l'opposition se réduit. L'action internationale du président n'obtient pas que des vivats mais ses options européennes et atlantiques sont moins éloignées des convictions libérales que des préférences de la place du Colonel-Fabien.

Et puis plusieurs sondages établissent que la nostalgie de la troisième force affleure chez une fraction croissante de Français. Ceux-ci veulent les volontiers pour la gauche et pour les droites, mais ils rêvent aussi de grands rassemblements, de convergences politiques et de larges unions. Les idéologies les plus typées (communisme, révolutionnaire, conservatrice) possèdent, comme l'atteste une enquête récente de la SOFRES publiée dans le Point, des chères de plus en plus faibles, aux yeux des citoyens de ce pays. Cela n'empêche pas la réalité des divergences et la violence des antagonismes, mais témoigne du consensus qui s'impose lentement. La réforme électorale voudrait cristalliser ces prédispositions.

Naturellement, le RPR et l'UDF ont l'intention de s'opposer activement à de tels desseins. Mais, chez les socialistes, on ne voit pas le moindre écho à ces réactions. La résurgence de la troisième force, la constitution d'une grande coalition, la résurgence d'une « grande fédération » sont, aux yeux des dirigeants libéraux ou néogaullistes, autant de moyens pour le Parti socialiste d'échapper à sa juste défaite. Personne dans ce camp-ci ne se soucie d'ouvrir les bras à l'adversaire. La droite cherche la victoire par l'alternance. Mais que dans les rangs de la gauche modérée, des stratégies surgissent à un mariage forcé paraît fort vraisemblable.

## Fin d'une époque

(Suite de la première page.)

En bon « gaulliste », M. Mitterrand renforce donc d'une certaine manière l'exécutif en affaiblissant les grands partis qui seront désormais concurrencés sous l'effet de la proportionnelle. Celle-ci n'atteint en rien la pierre de touche de la V<sup>e</sup>, la fonction du président de la République qui, lui, est élu au scrutin majoritaire. Dans la coalition politique actuelle la proportionnelle a pour but de faciliter la tâche du président, qui est de gouverner et gouverner, c'est choisir.

Les scrutins se jouent de plus en plus à la marge. Ils ont fait d'un électoral flottant aux contours incertains le seul véritable arbitre. Comment expliquer que M. Giscard d'Estaing ait déçu si fort l'électeur de droite et que M. Mitterrand ait suscité l'apparition de « déçus du socialisme », autrement que par cette distorsion sous-jacente du « marais » ?

Si la commission Bloch-Lainé a pu conclure, en 1981, que M. Giscard d'Estaing avait fait une bonne politique sociale et une mauvaise politique économique, une autre commission du bilan pourrait relever, en 1986 ou 1988, que M. Mitterrand a finalement conduit une bonne politique économique et une « mauvaise » politique sociale ! Bref, le jeu de la V<sup>e</sup> est, par rapport aux électeurs, devenu largement un jeu de dupes, que la proportionnelle peut aider à clarifier. Désormais, gouverner, ce sera « doser ». Doser

au grand jour, la fonction d'un paysage politique redessiné.

Cette hypothèse, esquisse la sortie de la Ve République, première manière. Elle crée les conditions, progressivement, d'une alternance douce entre, d'une part, un grand parti social-démocrate, et d'autre part un grand parti conservateur. L'intérieur d'un consensus relatif auquel aspire une opinion qui plétischie, dans les sondages, ceux qui apparaissent comme les moins menaçants, les moins idéologues.

C'est changer le contenu de l'affrontement droite-gauche. C'est rejoindre en fait ce qui fut le grand projet politique du septennat de M. Giscard d'Estaing et qui peut correspondre à une certaine modernisation de nos mœurs politiques. Telles sont, au-delà du débat purement technique, les potentialités d'un changement de mode de scrutin, pour peu que les acteurs politiques s'y prêtent.

On ne saurait pour autant oublier les paris plus prosaïques de M. Mitterrand : diviser la droite, ou du moins donner à ses électeurs l'occasion de se diviser, permettre au PS, parti hier dominant, de rester le parti de la majorité relative, indispensable à la formation de toute majorité. Mais que les électeurs n'accrochent au diable tous ces calculs, et envoient malgré tout à la chambre une majorité hostile au président.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

## LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE

### La division des socialistes

Séance de pure forme au Palais-Bourbon pour la rentrée parlementaire, mardi 2 avril. Les députés se sont réunis dans l'hémicycle pendant moins de quinze minutes. Le temps, pour eux, de prendre acte de la composition du bureau de l'Assemblée nationale, sur laquelle s'étaient mis d'accord les présidents de groupe. Durant la dernière année de cette législature, M. Louis Mermaz (PS, Isère), le président de l'Assemblée, qui, constitutionnellement, est élu pour cinq ans, sera entouré de MM. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime), Philippe Séguin (RPR, Vosges), Jacques Blanc (UDF, Lozère), Guy Ducolone (PC, Hauts-de-Seine), Jean-Pierre Fourré (PS, Seine-et-Marne) et de M. Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne) à la vice-présidence; de MM. Christian Larrissargues (PS, Lot-et-Garonne), René

(UDF, Mayenne). C'est un système fait pour les chouchous des partis.

Le gouvernement ne semble pas avoir pensé, en préparant sa réforme, qu'il entendait assurer à la question formulée par M. Pascal Clément (UDF, Loire) : « Comment faire avaler la pilule à la moitié d'un groupe parlementaire battu d'avance, car ils ne seront pas battus, ils sont éliminés ». M. Bernard Poinant (PS, Finistère) le reconnaît : « Une loi proportionnelle, c'est suicidaire, c'est le rétablissement de la peine de mort pour les députés ». Ils ne sont pas très nombreux à accepter de dresser eux-mêmes l'échafaud. Ils le disent, ils le font savoir en espérant qu'en fait l'ultime décision leur voix sera entendue. Sinon...

Impossible de reconstruire un député socialiste qui avoue être prêt à aller jusqu'au bout dans son refus d'une proportionnelle intégrale, mais très facile d'en entendre assurer que tel ou tel de leurs amis est prêt à tout, même à la scission. Si on devait arriver là — ce qui paraît bien improbable — le gouvernement dispose de l'arme absolue : le recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, qui lui permet de faire adopter un projet si ceux qui le refusent ne sont pas prêts à renverser l'équipe ministérielle. On n'en est pas là. Mais le climat est tel que le prési-

dent du groupe socialiste lui-même, M. André Billard, a dû affirmer : « Le groupe fera preuve de cohésion et, je pense, de solidarité ». Ce qui sous-entend qu'il n'est pas assuré. Aussi, M. Billard devait-il en renvoyant le premier ministre, mardi en fin d'après-midi, non seulement lui faire part de l'état d'esprit de ses amis, mais aussi souhaiter que « l'unité du groupe soit considérée comme essentielle ».

« Quel gâchis ! », marmonnait dans les couloirs M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) en rappelant que les Journées de Rennes s'étaient ouvertes avec des députés socialistes « bien décidés à se battre et finalement assez optimistes » et se clôturaient, après l'intervention de M. Fabius, avec de nombreux élus « découragés, démotivés ». M. Michel Sapin (PS, Indre) en fait l'inventaire : « Il y a une trentaine de députés qui n'ont plus rien à perdre, plus cent cinquante déstabilisés ».

La droite, bien entendu, se réjouit. RPR et UDF ayant bien entendu consenti l'essentiel de leur réunion de groupe de mardi à ce sujet. M. Philippe Séguin, reconnaissant que l'opposition est « déarmée du point de vue juridique », se félicite qu'elle puisse compter « sur les divisions qui existent au sein du groupe socialiste » et se fait fort de les conversations que lui et ses amis peuvent avoir avec les élus du

PS, « d'occirent encore leur embarras ».

A l'UDF, on est très prudent. Avant de se déterminer sur la stratégie, on veut être définitivement fixé sur la solution que retiendra le gouvernement. Certains, comme M. Clément, se demandent si tout cela ne cache pas une formidable intoxication : après avoir laissé croire le pire, on négocierait avec les chefs des groupes du Sénat leur acceptation d'une dose de proportionnelle. Aussi, à la réunion du groupe UDF, a-t-il été décidé de consacrer une journée entière à l'étude du projet gouvernemental qu'il sera connu. Mais, sans attendre, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe, a redit son opposition formelle au moindre changement, du mode de scrutin, même s'il se dit prêt à accepter le redécoupage de quelques circonscriptions. Aussi souhaite-t-il que, dans le programme de gouvernement que s'approprient à signer le RPR et l'UDF, figure l'engagement de rétablir le scrutin majoritaire.

En s'engageant dans une telle réforme, le pouvoir savait qu'il se lançait dans une difficile bataille avec l'opposition. Imaginait-il qu'il se créerait aussi de sérieuses difficultés avec les députés socialistes, pourtant le seul soutien dont il dispose ?

THIERRY BRÉHIER.

### M. Ukeiwé demande à nouveau un référendum « au plus tôt » sur l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie

M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial calédonien et sénateur RPR, a présenté, le 2 avril au Sénat, son « plan d'avenir pour la Nouvelle-Calédonie ». M. Dick Ukeiwé avait déjà déposé ce même plan le 26 avril à Nouméa. A l'indépendance-association de M. Edgard Pisani, M. Ukeiwé oppose un projet de partage en deux régions du territoire, maintenu, bien entendu, dans la République française.

La défense, la nationalité, l'immigration, l'enseignement secondaire et supérieur, le maintien de l'ordre, la justice, la monnaie et les mines resteraient du ressort de la République. En revanche, le droit de lever l'impôt serait délégué (ce qui est déjà le cas) au territoire, qui assurerait la santé et l'enseignement primaire. Le territoire, pour sa part,

déléguerait aux deux nouvelles régions les affaires sanitaires et sociales, le développement rural, les équipements d'intérêt régional, ainsi que le développement économique et touristique de la région.

M. Ukeiwé a renoncé, comme il l'avait proposé le 24 janvier dernier, également au Sénat, à créer « trois ou quatre » régions, c'est d'abord parce qu'il s'est aperçu que « des collectivités locales nouvelles coûtent cher ». Et c'est aussi parce qu'en « Nouvelle-Calédonie aujourd'hui il y a place pour trois ou quatre centres urbains ». Les anti-indépendantistes affirment plutôt miser sur la création d'un « second développement » capable de faire pièce à Nouméa.

M. Ukeiwé souhaite donc couper le territoire en deux dans le sens de

la longueur. A l'est, une région à dominante canaque, comprenant les principales mines de nickel ; à l'ouest et au sud, une région à dominante européenne, incluant bien sûr Nouméa et son usine de traitement du nickel de Dumbéa.

#### « Une blessure pour mon territoire »

Couper ne veut pas dire partitionner, insistent les indépendantistes, qui s'indignent qu'on ait pu le soupçonner de vouloir laisser au FLNKS la gestion d'une région noire pauvre, opposée à une région blanche riche. Pour se laver de ce soupçon, ils soulignent qu'il appartiendrait au territoire, par des « dotations » versées aux deux régions, de compenser leurs inégalités de richesses fiscales. Enfin, un « congrès » réunira les deux assemblées régionales élues au suffrage universel. « L'unité s'exprime surtout dans la volonté des Calédoniens de vivre ensemble », explique, le document remis à la presse par M. Ukeiwé.

Répondant à M. Pisani, qui avait suggéré la veille que les institutions territoriales pourraient être dissoutes après le départ de l'Assemblée du LKS (indépendantistes légalistes), M. Ukeiwé a assuré que « les Néo-Calédoniens n'accepteront jamais que leur gouvernement et leur assemblée territoriale soient réduits au silence et que l'on instaure (...) un régime d'administration directe qui serait un retour pur et simple de l'ère coloniale ». Accepteriez-vous que l'Assemblée nationale soit dissoute sous prétexte de la démission d'un groupe parlementaire ? a-t-il demandé, déclenchant l'hilarité des sénateurs présents dans l'assistance.

M. Ukeiwé a réitéré sa demande « que le scrutin d'autodétermination soit organisé au plus tôt dans les conditions de liberté et de légalité qui sont celles de toute démocratie ». Le sénateur a enfin qualifié M. Pisani de « porte-parole du FLNKS, c'est-à-dire d'une minorité résolue à s'imposer par la contrainte et la violence : il a érigé le message en ligne de conduite, son passage restera, quel qu'il advienne, une blessure pour mon territoire ».

Sur le terrain, une école a été sacquée par des militants indépendantistes et deux autres ont été fermées dans l'île de Lifou (ouest de la Nouvelle-Calédonie), au lendemain de la décision du FLNKS de poursuivre le boycottage de l'école jusqu'à la fin avril.

D. S.

### Haro sur Pisani !

L'opposition croit apparemment le moment arrivé de sonner l'alarme. Haro donc sur M. Edgard Pisani et son plan « d'indépendance-association » qu'il a remis au chef de l'Etat la semaine dernière. Il régit, nous dit la salle Henri-Coty de la Haute Assemblée, « ou sénateurs et journalistes s'entassent côte à côte sur des bancs trop étroits pour écouter M. Dick Ukeiwé — une indécrottable ambiance de triomphe. Seul ce triomphisme explique, par exemple, que le sénateur et président du gouvernement territorial réclame avec une telle insistance l'organisation rapide de ce référendum d'autodétermination nauséabonde ».

Haro sur Pisani, haro sur l'indépendance. La certitude de M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, de tenir la capotisation gouvernementale au bout d'un dernier galop, repose certes sur quelques faits. Ou, du moins, sur un pesant silence dans les dernières semaines, puis, dans les derniers jours, sur une multitude de confidences glissées entre des soupis détrempés : M. Pisani est allé trop vite en besogne ; il a brisé les calédoches ; il est urgent d'attendre. Et on laisse entendre dans certaines sphères gouvernementales que le référendum pourrait n'avoir lieu que très peu de temps avant les élections législatives de l'année prochaine ; et surtout qu'il pourrait proposer aux Calédoniens le choix entre

l'indépendance association » de M. Pisani et un statut d'« autonomie poussée » aux contours encore flous mais qui fait penser à un « plan d'avenir » de M. Ukeiwé, même si le choix de deux zones est jugé « abracadabrantes » parce que « trop déséquilibré ». Bref, l'indépendance semblait rejoindre les thèses giscardiennes mais d'application périlleuse.

Il n'y a qu'un personnage incongru dans ce paysage : M. Pisani, lui-même, qui ne fait pas figure de cert aux ébats et promesses de sérénité et ses certitudes de micro en caméra. Oui, s'il est encore expliqué à Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1, quelques instants après avoir rencontré le chef de l'Etat, que mon plan sera dévoilé avant la fin de la semaine prochaine : oui, on votera en Nouvelle-Calédonie avant la fin de l'année.

L'ancien ministre prétend-il l'auto-suggestion ? Ou plutôt, cherche-t-il, comme un délégué « politique » qu'il est, à pousser son jeu pour peser sur la décision, alors que d'autre, notamment du côté du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, poussent dans le sens d'une voie plus on-doyante, plus douce ? Une seule chose est sûre : la décision n'appartient qu'à un homme, le chef de l'Etat. Aussi longtemps qu'il n'aura pas parlé, tout ne sera que conjectures.

منا من الأصل



# société

## LE DÉBAT SUR LE RACISME

### Juifs et Arabes, même combat ?

Dans sa cruauté, l'actualité est intelligente. En intercalant l'attentat contre un festival juif entre deux meurtres de jeunes Arabes, elle a peut-être, l'espace d'un week-end, commencé à ébranler les solides barrières mentales qui existent en France entre juifs et Arabes. Elle a, en tout cas, apporté, sur un plateau, une raison supplémentaire de combattre aux jeunes militants de SOS-Racisme-Touche pas mon pote. « Juifs à Paris, Arabes à Menton », c'est nos pots que l'on assassine, a crié-il lors de la manifestation de protestation contre l'attentat du cinéma Rivoli-Beaubourg. Juifs et Arabes, même combat : saisi le pied de nez de l'histoire !

Qui eût osé imaginer ce slogan sur le pavé parisien il y a seulement dix ou quinze ans ? Les loquaces associations de soutien aux travailleurs immigrés, novatrices par les trotskistes et les marxistes, faisaient endormir profession d'antisémitisme. Tout contact, eût semblé inimaginable avec les porte-parole intégrés à l'establishment, d'une communauté juive où les rapatriés d'Afrique du Nord ne faisaient pas encore sentir pleinement leur poids spécifique.

Et puis Copernic frappa, soudain d'hébreu les jeunes juifs de Sarcelles : ces enfants de pieds-noirs pirant, en même temps, conscience qu'ils représentaient les forces vives de la communauté et qu'ils pouvaient constituer, ici, en France, dans les années 80, une cible du racisme. Peu leur importa ensuite qu'on leur apprit que l'attentat avait été

commis par un groupe palestinien. Et puis, la « beur génération » arriva à l'âge de fouler aux pieds les longues routes de France et de porter au cœur des villes une surprenante parole de non-violence. Et enfin, facteur inattendu des rapprochements, une extrême droite grossièrement xénophobe émergea des urnes des banlieues, déculpabilisant soudain l'expression d'un certain racisme quotidien.

« Quand je vais dans un meeting d'extrême droite », explique Stéphane Boujah, un des représentants de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) au sein de Touche pas à mon pote, je me rends compte que les vingt premières minutes sont consacrées à cracher sur les immigrés, mais qu'ensuite on fait huer les noms de Simone Veil, Robert Badinter ou Olivier Stimm, petit-neveu du capitaine Dreyfus.

#### Ciment fragile

Quand le père de Stéphane est arrivé de Tunisie, ses collègues d'usine ont commencé par le traiter de bougnoule. Quand ils ont su qu'il était juif, ils l'ont ensuite traité de youpin. Dans la menace raciste, nous sommes en seconde ligne, juste derrière les Arabes. Et puis, dans huit jours, ce sera Pâques, et tous les juifs, à table, liront cette phrase : « Respecte l'étranger qui vit dans tes murs, car n'oublie pas que tu es né d'un étranger en Egypte ».

Voilà pourquoi Stéphane et quelques camarades ont choisi d'entretenir l'UEJF à adhérer, sans réserve, à SOS-Racisme. Et puis,

« depuis un an et demi, à tous les niveaux de la communauté juive, on passe son temps à discuter pour savoir comment combattre l'extrême droite. J'en ai vu marquer de discuter, j'ai voulu agir ». Et qu'importe si les auteurs de l'attentat du Rivoli-Beaubourg demeurent inconnus. Qu'importe si l'effet de masse créé par les agressions raciales dans les derniers jours donne soudain l'image d'une menace sans proportion avec la progression réelle du racisme.

Entre juifs et Arabes, la ciment reste certes fragile. Certains militants juifs croient se souvenir que M. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris, avait apporté son soutien à la marche des Sœurs contre le racisme en 1983. « Si Ibrahim Souss venait à adhérer à SOS-Racisme, j'en partirais certainement », admet Stéphane Boujah. « Des membres de ma famille sont morts dans des attentats de l'OLP, au moment où l'OLP revendiquait encore des attentats ». La jeune militante juif n'a cependant « pas eu l'occasion » de discuter de ce point de vue avec les camarades arabes qu'il côtoie toute la journée dans le local fédéral et exigu de SOS-Racisme.

De leur côté, les animateurs bours du mouvement Convergences 84 observent à l'égard de Touche pas à mon pote une réserve remarquée. « Ils sont dans les mains du lobby sioniste », entendent-ils gronder sur les trottoirs lors de la manifestation de protestation contre le meurtre de Mouton, dans certains groupes d'immigrés. Oui, le ciment est encore fin d'avoir pris, mais l'important n'est-il pas qu'il ait été coulé ?

DANIEL SCHNEIDERMAN.

### Les pièges de l'antisémitisme

(Suite de la première page.)

Et plus loin, M. Brigneau poursuit : « Les races existent. Elles ajoutent à tout ce qui divise les hommes. Ce qui peut réduire la différence, c'est la communauté nationale et la religion commune. La meilleure antisémitisme, c'est la patrie et un Dieu partagé. »

Y a-t-il un regain de l'antisémitisme en France ? « C'est indiscutable dans la région lyonnaise », estime M. Henri Ravouin, président de la section locale de la Ligue française contre le racisme et l'antisémitisme (LFCRA). Il fait état de lettres de menaces anonymes, de graffiti sur des tombes israélites, d'étoiles de David peintes sur la porte de M. André Soulier, premier adjoint du maire de Lyon... Le représentant de la LFCRA reconnaît pourtant que son organisation intervient cinq fois plus pour dénoncer des actes dirigés contre des Arabes.

#### Une arme politique

Il n'existe, à vrai dire, aucune statistique permettant de démontrer une recrudescence de l'antisémitisme. Celui-ci est même probablement moins fort qu'il y a une vingtaine d'années. « Je ne crois pas que des gens qui n'étaient pas antisémites le soient devenus », remarque M. Théodore Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), mais certains sentiments se libèrent plus facilement aujourd'hui. Quand des sentiments de discrimination, de mépris, voire de haine s'expriment à l'égard d'une catégorie quelconque de la population, d'autres sont menacés. C'est en cela que notre solidarité de juifs est effective avec les immigrés arabes. L'antisémitisme n'inquiète pas M. Klein, que s'élève la mesure du phénomène individuel, il devient une arme politique. Le Front national « joue à l'arrière », le président du CRIF s'oppose à une loi électorale à la proportionnelle qui donnerait

des députés à M. Le Pen, donc à une certaine respectabilité.

#### Bouc émissaire

La communauté israélite de France n'a pas seulement doublé de volume dans les années 60 avec l'arrivée de juifs d'Afrique du Nord : elle a changé, du même coup, de physionomie et de style. Cette population d'un demi-million de parvenus — dont 9 % de pratiquants réguliers — est désormais plus méditerranéenne et plus populaire, avec des réactions plus affectives, plus émotives, souvent à fleur de peau. Elle est surtout installée dans la région parisienne et dans le Midi, justement où vit la plupart des immigrés arabes. C'est une cohabitation très complexe dans laquelle la profonde divergence n'empêche pas une certaine solidarité.

Dans une société française en crise, les Maghrébins font figure de bouc émissaire. « Or nous avons le sentiment de l'être aussi », affirme M. André Worms, président du Centre d'études et de recherches sur l'antisémitisme (CERAC) (1), les difficultés économiques réveillent de vieux mythes sur la « finance juive ». Et il ne faut pas oublier Israël, devenu le bouc émissaire de tous les péchés de l'Occident. Un Occident qui transfère ainsi toutes les culpabilités à l'égard des anciens pays colonisés.

Pour le CERAC, l'antisémitisme a, du moins, trois formes. La plus classique, celle de l'extrême droite, est devenue allusive : ce sont des messages codés adressés à des auditeurs qui les comprennent parfaitement. On accusera, par exemple, M. Simone Veil de « génocide des bébés français ». Une deuxième forme d'antisémitisme se présenterait sous le masque de l'antisionisme, et ferait des ravages à gauche, surtout depuis la guerre du Liban, avec un amalgame entre Beyrouth et le ghetto de Varsovie : « L'israélien devient le nouveau nazi (le mal,

tandis que le Palestinien devient le nouveau juif le bien, la victime ». Dernier exemple de l'antisémitisme, selon le CERAC : « Les banalisations, négations, distorsions » de l'histoire, qui amènent à nier l'holocauste, à réhabiliter des écrivains collaborateurs ou à esthétiser le périodisme vichyste ».

#### Pourquoi la France ?

Les responsables de la communauté juive se déclarent perplexes quant aux tentatives antisémites en France ne sont pas seulement antisémites, mais visent à déstabiliser les démocraties occidentales. Pourquoi la France ? Parce qu'elle compte le plus grand nombre de juifs en Europe occidentale, mais aussi parce qu'un certain climat d'intolérance peut favoriser de tels actes. Mais on se garde de tout mélanger. Si un racisme ne va jamais seul, la xénophobie ne se confond pas avec l'antisémitisme. Elle consiste à refuser l'étranger qui est différent et vient de l'extérieur, alors que l'antisémitisme est le refus d'un citoyen et de l'immigré qui ne se distingue pas du reste de la population.

Si les dirigeants de la communauté israélite se sont ouvertement engagés contre le « piège de la xénophobie », ils ne veulent pas tomber dans celui de l'antisémitisme. Leur ligne de conduite reste celle définie par le CERAC, en septembre 1983, un an après l'attentat de rue des Roisiers : « Se garder de voir un antisémitisme généralisé là où il n'y a que des prodromes qui peuvent se vider de sens. Lutter contre la chaine tant qu'elle est petite pour qu'elle ne devienne pas grande, mais se garder de la grossir, donc de la banaliser et, ainsi, de la rendre acceptable ». L'antisémitisme, masqué ou pas, peut en effet, par les réactions qu'il provoque, constituer un piège. Autant ne pas y tomber.

ROBERT SOLÉ.

(1) 78, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

### ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS ! LES CAMBRIOLEURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE

Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE

Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié

Adresses : vous êtes un serrurier du réseau PICARD, il vous faut le meilleur serrurier technique d'entretien actuel.

SA PICARD, 4, rue Saint-Sever, 75001 Paris - Tél. 233-44-85

● M. Mitterrand au congrès de la Ligue des droits de l'homme. — M. Yves Joffa, président de la Ligue des droits de l'homme, a été reçu, mardi matin 2 avril, par M. François Mitterrand. En quittant l'Élysée, il a précisé que le président de la République prononcera, le 20 avril, devant le congrès de la Ligue « un grand discours » et qu'il pourrait y aborder les problèmes de la recrudescence du racisme.

### Recevant l'ambassadeur d'Algérie

#### M. ROLAND DUMAS : LA JUSTICE EST SAISIE ET ELLE FERA SON ŒUVRE

Le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, a reçu, mardi 2 avril, l'ambassadeur d'Algérie à Paris, M. Abdelhamid Mehri, à qui il a « exprimé sa profonde émotion devant le meurtre d'un jeune Algérien en France », a indiqué le porte-parole du ministre. Il a ajouté : M. Dumas « a tenu à souligner que la justice française était saisie et qu'elle fera son œuvre ». Il a également précisé que le ministre « a affirmé à l'ambassadeur la détermination du gouvernement français d'assurer la sécurité des communautés étrangères en France ».

Cet entretien faisait suite à la conversation à Alger de M. François Scheer, ambassadeur de France en Algérie (le Monde du 3 avril 1985), par le chef de la diplomatie algérienne, M. Ahmed Taleb Ibrahim. Le quotidien algérien, El Moudjahid, dans un éditorial publié, mardi 2 avril, écrit que la sécurité des Algériens résidant en France « représente un facteur humain essentiel dans les relations algéro-françaises », et « conditionne toute autre considération ». La responsabilité d'assurer la sécurité des Algériens contre « des crimes en tous points semblables à ceux de l'apartheid [...] incombe en premier lieu à l'Etat français », qui doit faire de cette question « une obligation morale et juridique », ajoute El Moudjahid.

De son côté, le quotidien algérien en langue arabe, Al Chabab, écrit que « l'Algérie définira ses rapports avec la France sur la base du respect de la vie, de la sécurité et des droits matériels et sociaux des travailleurs algériens émigrés ».

Les convocations d'ambassadeurs et les propos tenus par la presse algérienne mettent l'accent sur le fait que le gouvernement algérien, qui a toujours marqué sa préoccupation pour les conditions de séjour de ses huit cent mille ressortissants en France, intervient, pour la première fois depuis des années, d'une manière aussi énergique.

● Le maire de Miramas et la manifestation du 6 avril. — M. Georges Thorand, maire communiste de Miramas, où un jeune Algérien a été assassiné le 30 mars, « ne comprend pas l'opportunité » de la manifestation prévue le samedi 6 avril dans cette ville par l'association SOS-Racisme (« Touche pas à mon pote »). « La riposte nécessaire s'est effectuée à mon appel. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, lundi soir, dans le calme, la dignité et l'esprit de responsabilité qui nous anime en toutes circonstances », déclare M. Thorand, qui estime que sa ville doit à présent « retrouver sa sérénité ».

### La société face au racisme

« Des analyses nouvelles, pugnaces et décapantes »

Jean Lacouture - Libération

#### La société face au racisme

Norbert Bessad  
Lucien Ferry  
Léon Ferry  
Cécile Giffon  
Daniel Héro  
Albert Jégou  
Jean Jégou  
Philippe Lacroix  
Claude Melchior  
Bernard Meunier  
Serge Monod  
Jean Pons  
J.-B. Pons  
Jacques Prédapont  
Ulrich Schmitt  
Maurice Spitzer  
André Worms  
Aïme Yahi

#### LE GENRE HUMAIN II

278 pages - 25 F

#### LE GENRE HUMAIN II

Pour tout renseignement et catalogue, veuillez remplir le bon

chèque et le retourner au Genre Humain, Maison de Sciences de l'Homme Bureau 928 54 Boulevard Raspail - F-75006 Paris

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

EDITIONS COMPLEXE

Distribution PUF

## ENVIRONNEMENT

### A quelques exceptions près la propreté des eaux de baignade s'est améliorée en 1984

La qualité globale des eaux de baignade le long du littoral français s'est améliorée en 1984 à quelques exceptions près. C'est ce qu'indique le rapport annuel sur « l'état sanitaire des zones de baignade en mer » au cours de la saison estivale 1984, publié par le ministère de l'environnement et le secrétariat d'Etat à la santé.

Véritable « guide » des plages françaises, ce rapport concerne 1 553 points de contrôle qui ont fait l'objet de 17 603 prélèvements dans 562 communes du littoral. Le pourcentage de plages respectant la directive européenne du 8 décembre 1975, relative à la qualité des eaux de baignade, a « évolué très positivement », passant de 74 % en 1983 à 80 % en 1984. Parallèlement, le nombre des plages, dont l'eau est de mauvaise qualité, est retombé de 32 à 24. Par rapport à 1983, la qualité des eaux s'est améliorée dans 309 points de surveillance (21,3 %) et s'est détériorée dans 186 points (12,8 %). Grand vainqueur de l'année 1984 : la Corse, dont la totalité des plages contrôlées est de bonne qualité.

#### Développer le traitement des eaux usées

Selon M<sup>me</sup> Bouchard, ministre de l'environnement, c'est essentiellement des sources de pollution telles que les égouts, les rejets directs d'usines, de laboratoires ou même de villages, les fleuves côtiers et le ruissellement des eaux de pluie qui sont responsables de la contamination des eaux de baignade. Afin d'éviter cette pollution, il faudrait, selon elle, développer le recueil et le traitement des eaux usées, soit dans des stations d'épuration, soit dans des dispositifs d'assainissement autonome. En treize ans, de 1971 à 1984, le parc des stations d'épuration est passé de 171 à 649 unités.

L'objectif — ambitieux — de M<sup>me</sup> Bouchard est qu'en 1990 on n'interdise plus de plages pour cause de pollution. C'est pourquoi elle invite d'ores et déjà toutes les communes, désireuses d'équiper en station d'épuration, à s'adresser, aux agences de l'eau et de l'Etat par le biais du fonds d'adduction d'eau. « Elles y trouveront des moyens financiers dont elles ont besoin », indique M<sup>me</sup> Bouchard.

● Homonymie. — M. Christian Capozzone, comédien, directeur du Théâtre de la Platte à Lyon, nous prie de préciser qu'il n'a rien de commun avec un homonyme impliqué dans une affaire de trafic d'or dont nous avons fait état dans nos éditions du 13 mars.

En attendant, les futurs baigneurs peuvent s'adresser aux services préfectoraux et communaux pour connaître la qualité des eaux de plage là où ils comptent passer leurs vacances.

FRANCK NOUVEL

#### UNE « LISTE NOIRE » DES PLAGES

Voici la liste des plages françaises interdites à la baignade pour cause de pollution des eaux :

- SOMME : Le Crotoy, plages Grand Large et Calvet de la mer ; interdiction totale.
- SAINT-VALENTIN : Saint-Valentin-sur-Somme, plage de la ville ; interdiction totale.
- MANCHE : Cherbourg, plage Napoléon ; interdiction totale.
- FINISTÈRE : Concarneau, plage des Sables Blancs ; interdiction partielle.
- MORBIHAN : Saint-Pierre-Quiberon, plage du Port d'Orange ; interdiction partielle.
- LOIRE-ATLANTIQUE : La Plaine-sur-Mer, plage Port-Grand ; interdiction temporaire.
- PYRÉNÉES-ORIENTALES : Cap de la Croix, plages de la Côte de la Tête ; interdiction totale.
- CROISIE : Croisie rive droite de la Tête ; interdiction totale.
- SAÛRE : Saûre, plage et du port, centrale et deuxième Epi ; interdiction totale.
- ALPES-MARITIMES : Cap d'Antibes, plage de la Grande Laine, Nègre et Le Toucan ; interdiction temporaire.
- NICE : Nice, plage de la Corniche ; interdiction temporaire.

## DÉFENSE

### POUR LE MINISTRE BRITANNIQUE LE PROJET D'AVION EUROPÉEN RENCONTRE DE NOMBREUX OBSTACLES

Le ministre britannique de la défense, M. Michael Heseltine, a déclaré, mardi 2 avril à Paris, que « de nombreux obstacles restent à surmonter » pour parvenir à un accord sur le projet d'un avion de combat européen (le Monde du 3 avril), mais que Londres souhaitait une décision cet été.

M. Heseltine s'est entretenu de cette question avec son homologue français, M. Charles Hernu. Le ministre britannique avait visité, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), l'usine Dassault-Breguet où est fabriqué le prototype de l'avion expérimental ACX que le constructeur français met au point comme modèle du projet d'avion de combat européen, auquel participent la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne. « Il n'est pas question que la France et le Royaume-Uni négocient séparément sans leurs trois partenaires », mais il serait très dommage que nous parvenions à une solution qui exclurait nos deux pays », a-t-il dit.

Les Britanniques souhaitent que la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale participent, chacune, sur un pied d'égalité, à 25 % du programme. L'Italie et l'Espagne contribuent respectivement à 15 et 10 %. Pour les constructeurs français, en revanche, la participation de l'industrie nationale devrait atteindre 46 % (avec la responsabilité des essais en vol) de ce programme qui porte sur 800 avions (dont 330 pour l'armée de l'air et l'aéronavale française).

● Vingt-quatre avions de combat suédois pour l'Autriche. — L'Autriche a décidé mardi 2 avril d'acheter vingt-quatre avions de combat suédois JAS 39 pour assurer la protection aérienne de son territoire. Il s'agit d'appareils d'occasion, choisis de préférence à des modèles américains, français et britanniques. Cette décision est une confirmation de la recommandation en faveur de l'appareil suédois faite il y a une semaine (le Monde du 29 mars) par le ministre autrichien de la défense. Le coût de l'opération est estimé à environ 180 millions de dollars. — (AFP).



## ÉDUCATION

### La formation des enseignants à l'informatique 12000 stagiaires, 600 ateliers pendant les vacances de Pâques

Clermont-Ferrand. — Douze mille enseignants, des instituteurs et professeurs de collèges pour la plupart, ont « sacrifié » volontairement cinq jours de leurs vacances de Pâques pour s'initier à l'informatique, au cours de stages spécialement rémunérés. Mardi 2 avril, à Clermont-Ferrand, le premier ministre est parti à la rencontre de cette avant-garde dont dépend en partie le succès de son plan « Informatique pour tous ». Annoncé le 25 janvier et mis en place dans un temps record, ce dispositif doit permettre en 1985 de former cent dix mille enseignants supplémentaires à l'informatique pendant les congés (Pâques, été, Toussaint) afin de ne pas perturber le fonctionnement des classes. Il prévoit, d'autre part, que la totalité des établissements scolaires, de l'école élémentaire à l'université, disposeront de micro-ordinateurs dès cette année (cent vingt mille machines nouvelles).

A Clermont-Ferrand, M. Laurent Fabius était venu vérifier l'application de son plan dans deux des six cent neuf centres ouverts dans les académies. Il a trouvé des enseignants « au dévouement extraordinaire ». Vaguement intimidés par la visite éclair (mais attendue) du premier ministre, les professeurs ont quitté des yeux leurs écrans scintillants de couleurs l'espace d'un échange d'amabilité.

« Vous n'avez jamais fait d'informatique ? »

— Non, mais vraiment cela nous change ! Il faut être dans le vent ! Notre école attend d'être équipée.

— Elle le sera dès la rentrée.

Beaucoup de stagiaires s'avouent néophytes ; ils expriment leur étonnement sans bien saisir d'emblée que l'utilisation pédagogique du micro-ordinateur pour avoir dans leurs propres classes. Une maquette de logiciels sélectionnés a été mise à la disposition de chaque atelier, et un livret d'information, remis à tous les participants, complète les explications d'un formateur. En cinq jours à temps plein, les stagiaires auront juste le temps de se familiariser avec l'utilisation du matériel qui est déjà ou sera livré dans leurs établissements.

1200 francs d'indemnités

Loi d'effrayer les enseignants, la formule du stage hors temps de travail a remporté un vif succès, qui semble étonner ses promoteurs eux-mêmes. Les sacro-saintes vacances scolaires peuvent donc aussi servir à la formation collective des professeurs. L'Etat, il est vrai, a mis tous les atouts de son côté : les stagiaires sont nourris et hébergés, s'ils le souhaitent, dans des locaux de l'éducation nationale ; ils perçoivent 1200 francs d'indemnités spéciales pour les cinq jours. « Ils partent avec leur chèque en fin de

De notre envoyé spécial  
semaine », insiste-t-on dans l'entourage de M. Fabius.

Grâce à ces précautions et à l'engagement général pour l'informatique, l'éducation nationale a séduit un corps enseignant soucieux de se former avant l'arrivée massive des micro-ordinateurs. Dans l'académie de Clermont-Ferrand, trois cents stagiaires ont dû être sélectionnés parmi plus de mille demandes, la proportion nationale étant de deux demandes pour une place. Ce succès encourage sans doute le pilote du plan « Informatique pour tous ».

que pour tous », M. Gilbert Trigano, délégué auprès du premier ministre, chargé des formations nouvelles, a poursuivi l'expérience et à inciter les collectivités locales à demander l'ouverture au grand public après les classes des ateliers scolaires d'informatique. Le plan prévoit la signature de conventions dans ce but. Dix mille bénéficiaires de TUC pourraient être mobilisés sur ce projet extraordinaire. Ils animeraient les ateliers, assureraient par exemple le gardiennage du matériel, en contrepartie d'une initiation à l'informatique dispensée par l'éducation nationale.

PHILIPPE BERNARD.

### Peu d'ordinateurs étrangers

Grâce au « micro-réseau », une diffusion ultrarapide de l'informatique scolaire est possible. Cette technique consiste à relier un ordinateur de type professionnel à une « grappe » de six ou huit micro-ordinateurs familiaux, dont il multiplie les capacités tout en restant indépendant. Au total, trente postes de travail peuvent être connectés simultanément.

Telle est la configuration générale des systèmes installés, cette année, dans 11 773 écoles et collèges et 506 lycées. Dans plus de 33 000 écoles à classe unique ou à faible effectif, des micro-ordinateurs familiaux, des imprimantes et un téléviseur couleur seront livrés. Les universités, quant à elles, recevront environ 3 500 appareils de type professionnel.

Au total, 121 582 micro-ordinateurs devraient être commandés, pour un montant de 1 163 millions de francs (1), essentiellement à des constructeurs nationaux. Soit 13 773 de type professionnel et 107 809 de type familial. Parmi ces derniers,

74 638 seront des Thomson MO 5 connectés à des micro-réseaux (avec ou sans, éventuellement, 6 000 machines de type Matra ABC 50) ; sont également prévus 24 171 « TO 7-70 » et 5 000 Exelvision (groupe COCT) isolés.

De côté des machines de type professionnel, Ball et Gompil détiennent chacune 4 750 exemplaires, Lianord et Matra chacune 1 000 unités. La seule part de marché ouverte aux étrangers concernerait 2 273 exemplaires de micro-ordinateurs professionnels qu'IBM, Logabex (groupe Olivetti) et d'autres se partageront. Même si l'on tient compte de la fourniture de certains matériels périphériques (imprimantes) par des constructeurs étrangers, la part de ces derniers dans l'équipement de l'éducation nationale resterait faible.

(1) Le coût global de l'opération « Informatique pour tous » s'élève à 1 890 millions de francs, y compris la formation des enseignants et la fourniture de logiciels.

## UNE PROPOSITION DE L'UNICEF

### L'initiation au tiers-monde commence dès la maternelle

De notre envoyée spéciale

Lisbonne. — Les représentants de dix comités nationaux (Portugal, France, Italie, Espagne, Belgique, Roumanie, Suisse, Luxembourg, Yougoslavie et San-Méirino) de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), se sont réunis à Lisbonne (Portugal) autour du thème « Education au développement : quel maître pour quel programme ? ». L'Etat, il est vrai, a mis tous les atouts de son côté : les stagiaires sont nourris et hébergés, s'ils le souhaitent, dans des locaux de l'éducation nationale ; ils perçoivent 1200 francs d'indemnités spéciales pour les cinq jours. « Ils partent avec leur chèque en fin de

gressivement dans tout le cycle scolaire, de la maternelle à l'université. Pour remplir cette tâche, les enseignants devraient bénéficier d'une formation particulière.

Rassemblés dans le groupe dit des « pays latins et francophones », sur l'initiative du Comité français, les sept pays représentés en 1981 à Nice (Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, San-Méirino et Suisse) sont parvenus à donner une définition de l'éducation au développement et à énoncer un certain nombre de principes, où l'on voit les concepts d'aide et de charité remplacés par ceux de coopération, de justice et de dignité.

Nombre de militants d'organisations internationales et non gouvernementales ne veulent plus être considérés comme des collecteurs de fonds. Aux opérations ponctuelles et spectaculaires, ils préfèrent des programmes moins ambitieux, nécessitant souvent une action de plusieurs années. La mobilisation par « coups de cœur » donne bonne conscience, mais fait oublier que le développement est une affaire quotidienne, éveillant l'intérêt et la curiosité des jeunes.

Le groupe a réfléchi, sous l'impulsion du Comité français, sur l'école, les programmes et les enseignants. Chaque enseignant, dans la matière qu'il enseigne, doit pouvoir offrir aux enfants cette nouvelle ouverture vers le monde.

### Deux extrêmes

A l'âge préscolaire, il est recommandé de familiariser les tout-petits aux abjects, aux jeux, aux coutumes des autres pays. A l'école élémentaire, il est déjà possible de comparer les modes de vie, de mener des petites enquêtes et d'acquiescer des données d'ensemble (population, mortalité, épidémie). Les plus âgés peuvent constituer des dossiers approfondis et faire des études critiques des réalisations du tiers-monde.

« Il est nécessaire que les enseignants reçoivent une initiation étendue aux problèmes du tiers-monde », estime le groupe.

Le Comité français a obtenu la mise en place d'une expérience pédagogique dans les collèges de plusieurs académies, ainsi que la publication de circulaires « favorisant la sensibilisation des élèves aux problèmes du tiers-monde ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## FAITS DIVERS

### Les obsèques de Bernard Laroche

#### LA PEINE DES HOMMES

(De notre envoyé spécial.)

Epinal. — On ne fait pas de littérature avec la peine atroce des gens. Bernard Laroche a été enterré à Jussurapt, mardi après-midi, dans un cimetière surplombant la vallée de la Vologne. La famille entourait sa veuve, Marie-Ange, choquée au-delà de toute expression. La petite église de gris rose semblait à toutes les églises de tous ces bourgs vosgiens, avec son chemin de croix peint, ses statues de pierre polychrome et son bénitier de pierre, le curé de la paroisse, l'abbé Duval, a eu quelques très brèves paroles pour tant d'expliquer, de réconforter.

Il a cité les Ecritures avec le prophète Isaïe : « Je n'ai pas protégé mon visage des outrages et du chuchotement. Je garderai un visage de pierre. Je ne serai pas confondu. » Il a évoqué la semaine sainte et la Passion du Christ. « Ses juges l'accusaient et lui se taisait. » Il a lu un message diffusé le lundi saint par l'évêque de Saint-Dié et des prêtres du secteur de la Vologne : « Une fois de plus, le drame d'une vallée renvoie dans toute la nation : la violence va jusqu'à détruire la vie. Il est des racines accumulées, des bavardages, des paroles, des écrits, des images, des jugements hâtifs, des rumeurs, qui portent en eux-mêmes un venin mortel. La vie et la dignité de tout homme dépendent aussi de chacun de nous. »

Bernard Laroche, 1955-1985, tué d'une décharge de chevrotines, a été enterré par les siens dans l'impossible intimité d'un cimetière vosgien investi par les photographes, les caméramen, les journalistes, les policiers. La nécessité journalistique fait souvent l'impudeur ou l'indécence des comportements. On peut souligner cette fois-ci combien les gens de presse ont su et voulu respecter, autant que possible, la peine des hommes. Hormis un jeune photographe venu fouiller de son objectif la tombe ouverte et les visages défaits, il fut chassé brutalement pour n'avoir rien compris.

### Haie d'honneur

Bernard Laroche eut un enterrement d'ouvrier-paysan vosgien. Ses camarades d'usine étaient là comme un service d'ordre en deuil, ses amis villageois comme une haie d'honneur en pleurs. Il faisait doux sur cette colline, avec l'arrivée du printemps, des jonquilles et des beaux jours. Depuis le cimetière on voyait des enfants jouer dans les pâtures, en bas, le long de la Vologne. En face, sur une autre colline, à Aumontzey, la maison des Laroche, le lieu du meurtre.

La Vologne. Aumontzey, deux noms, deux drames. Et devant le caveau réformé une question presque obsessionnelle dans tous les esprits : qui fut vraiment Bernard Laroche ? Il faudra bien que la justice réponde autrement que par une formule sur l'extinction de l'action judiciaire à cette interrogation insupportable. Et si Bernard Laroche, lui, nous restait à tous : gendarmes, police, justice, presse — le non-lieu ?

PIERRE GEORGES.

Deux gardiens révoqués à la prison de Montauban (Tarn-et-Garonne). — MM. Garcia et Plaza, surveillants à Beau-Soleil, la prison de Montauban, ont été révoqués définitivement. Les deux hommes sont inculpés de « complicité à l'évasion » et ont été placés sous contrôle judiciaire. Ils avaient été mis en cause dans l'évasion de six détenus le 8 février 1984. Selon l'un de ces derniers, les deux gardiens avaient été « endormis avec du champagne drogué ».

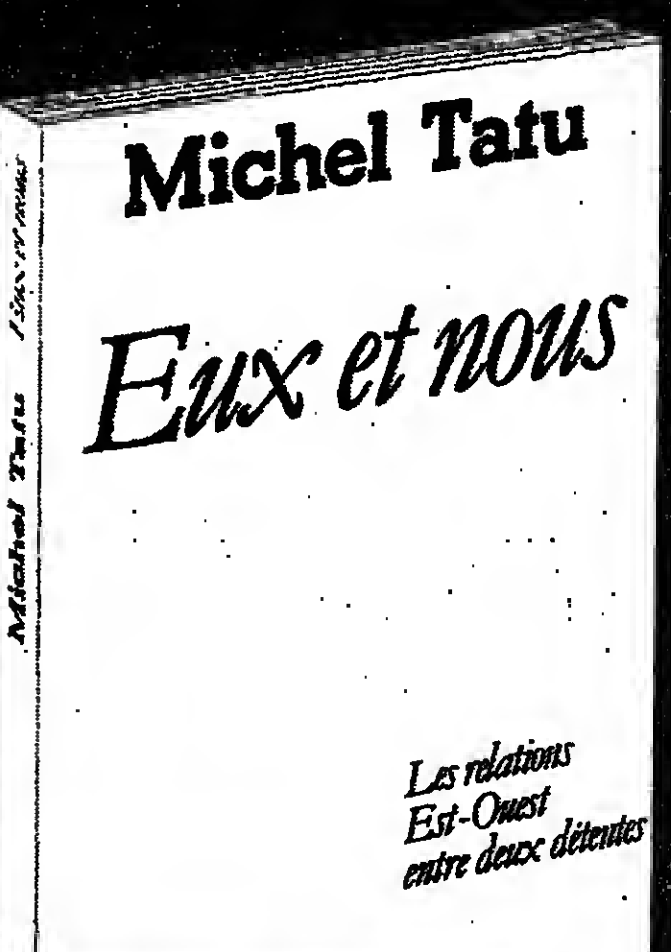
## SPORTS

• TENNIS : le Français Tarik Benhabiles a été éliminé, mardi 2 avril par l'Argentin Guillermo Vilas en deux manches (6-2, 7-6) au deuxième tour du tournoi de Monte Carlo. Au cours de cette même journée, Mats Wilander (Suède), a battu Balazs Taroczy (Hongrie), 6-1, 6-1.

# UNE ADMIRABLE SYNTHÈSE.

Je souhaite que ce livre soit lu par tous les Français qui réfléchissent avec anxiété à la sécurité du pays. Rien n'est plus utile pour parer à une menace que de la comprendre.

J.-B. Duroselle  
de l'Institut  
LE FIGARO



Reprise du dialogue américano-soviétique aujourd'hui, "glaciation" Est-Ouest ces deux dernières années : la vie diplomatique, dans la mesure où elle ne peut pas conduire, à l'heure nucléaire, à la guerre, s'apparente à un pendule oscillant entre guerre froide et détente. Les acteurs principaux en sont les deux grands, ou, pour reprendre la vision manichéenne soviétique, "Eux et nous" : un bloc porteur d'une idéologie d'un côté, le reste du monde plus ou moins organisé en face. Il fallait la sûre érudition de Michel Tatu pour dresser des relations Est-Ouest un tableau en nuances, riche de la complexité des faits.

240 pages  
69 F

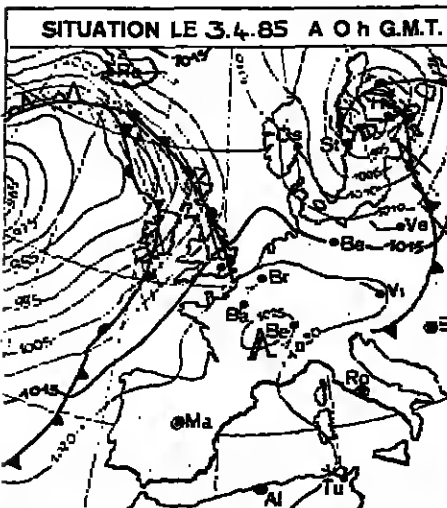
FAYARD

مكتبة الأصل



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



**SITUATION LE 3.4.85 A 0h GMT.**

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 3 avril à 0 heure et le jeudi 4 avril à 24 heures.

Le flux perturbé de sud-ouest pénètre dans un premier temps encore lentement sur les régions ouest mais y amenant progressivement un temps plus lourd.

Jeudi. - Le ciel sera assez nuageux sur les régions de la Bretagne à la Basse-Normandie, et voilé par des nuages plus élevés des côtes atlantiques à la Haute-Normandie. Ces nuages sur les régions de l'extrême Nord-Ouest pourront donner lieu à quelques ondées. En marge de ces régions, quelques foyers perturbés pourront se développer au cours de la journée. Mais cette activité instable sera plus marquée sur le Sud-Ouest, à l'approche d'une nouvelle perturbation qui donnera de nouvelles pluies sur l'extrême Ouest au cours de la nuit suivante.

Ailleurs, le temps sera encore assez ensoleillé et toujours chaud, malgré quelques passages nuageux.

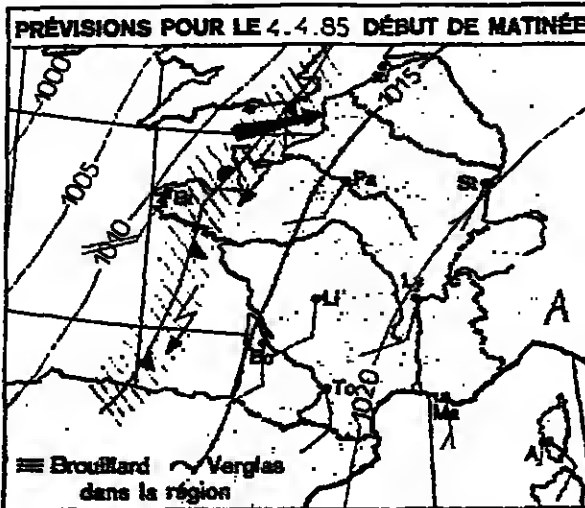
Les températures minimales seront stationnaires et faibles entre 2 et 3 degrés localement et jusqu'à 10 à 12 degrés.

Les températures maximales seront encore très élevées, voisines de 16 degrés dans le Nord-Ouest, et jusqu'à 19 à 26 degrés ailleurs, du Nord au Sud.

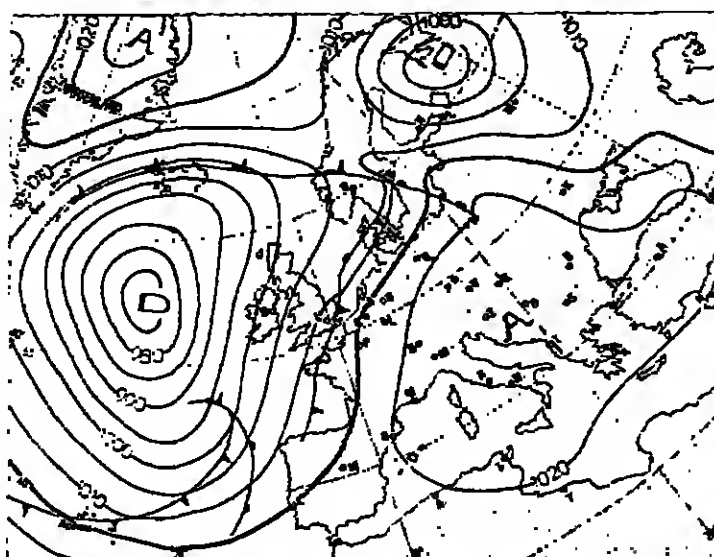
Le vent de sud-sud-ouest se renforcera ce soir sur les côtes ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le mercredi 3 avril, à 8 heures, de 1021,9 millibars, soit 766,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 avril; le second, le minimum de la nuit du 2 au 3 avril):



**PRÉVISIONS POUR LE 4 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)**



Ajaccio, 16 et 6 degrés; Biarritz, 23 et 12; Bordeaux, 21 et 9; Bourges, 16 et 4; Brest, 13 et 12; Caen, 18 et 12; Cherbourg, 15 et 12; Clermont-Ferrand, 20 et 3; Dijon, 17 et 3; Grenoble-St-Martin, 22 et 5; Grenoble-St-Gervais, 18 et 3; Lille, 15 et 9; Lyon, 18 et 5; Marseille-Marianne, 22 et 9; Nancy, 16 et 4; Nantes, 16 et 10; Nice-Côte d'Azur, 16 et 9; Paris-Montsouris, 17 et 9; Paris-Orly, 16 et 7; Pau, 13 et 10; Perpignan, 25 et 9; Rennes, 17 et 12; Strasbourg, 17 et 6; Tours, 17 et 7; Toulouse, 22 et 7; Pointe-à-Pitre, 28 et 17.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 23 et 9; Amsterdam, 11 et 5; Athènes, 20 et 8; Berlin, 16 et 7; Bonn, 16 et 6; Bruxelles, 15 et 9; Le Caire, 23 et 12; Des Canaries, 27 et 19; Copenhague, 9 et 2; Ojette, 21 et 10; Gênes, 21 et 4; Istanbul, 10 et 5; Jérusalem, 12 et 7; Lisbonne, 24 et 13; Londres, 16 et 11; Luxembourg, 13 et 7; Madrid, 23 et 4; Montréal, 2 et 0; Moscou, 7 et 5; Nairobi, 25 et 15; New-York, 7 et 3; Palma-de-Majorque, 22 et 4; Rio-de-Janeiro, 30 et 27; Rome, 17 et 5; Stockholm, 6 et 0; Tazur, 28 et 13; Tunis, 21 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## Offices de la semaine sainte

### CULTE CATHOLIQUE

#### NOTRE-DAME DE PARIS

Mercredi 3 avril: 18 h 30, messe chrismale concélébrée autour du cardinal Lustiger.

Jeudi 4 avril: 18 h 30, le cardinal Lustiger lavera symboliquement les pieds de douze prêtres avant la célébration de la Cène du Seigneur.

Vendredi 5 avril: de 11 h à 15 h et de 16 h à 18 h, comme tous les vendredis saints, les fidèles pourront vénérer les reliques de la Passion; 15 h, Cène du Seigneur; 18 h 30, office de la Passion célébré par le cardinal Lustiger.

Samedi 6 avril: 21 h, Vigile pascale célébrée par le cardinal Lustiger.

Dimanche 7 avril: 10 h, messe solennelle célébrée par le cardinal Lustiger.

#### BASILIQUE DU SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE

Jeudi 4 avril: 10 h 30, office des Ténébrs. Méditation biblique avec psaumes et motets polyphoniques; 19 h, messe solennelle concélébrée. Lavement des pieds. Procession au reposoir; 21 h 45, Complies. Veillée. Chant du Hallel en hébreu. Adoration.

Vendredi 5 avril: 10 h 30, office des Ténébrs. Méditation biblique avec psaumes et motets polyphoniques; 19 h, messe solennelle concélébrée. Lavement des pieds. Procession au reposoir; 21 h 45, Complies. Veillée. Chant du Hallel en hébreu. Adoration.

Samedi 6 avril: 10 h 30, office des Ténébrs. Méditation biblique avec psaumes et motets polyphoniques; 19 h, messe solennelle concélébrée. Lavement des pieds. Procession au reposoir; 21 h 45, Complies. Veillée. Chant du Hallel en hébreu. Adoration.

Dimanche 7 avril: 11 h, messe solennelle. Chants grégoriens et polyphoniques; 16 h, vêpres solennelles. Psalms. Adoration; 18 h, messe chantée; 22 h 15, dernière messe.

#### ÉGLISE NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES

8, rue de la Banque, 75002 Paris

Jeudi 4 avril: 7 h 30, office de louange; 12 h 10, 17 h et 19 h, messe solennelle; adoration du Saint Sacrement.

Vendredi 5 avril: 7 h 30, office de louange; 12 h 10, 17 h et 19 h, messe solennelle; adoration du Saint Sacrement.

Samedi 6 avril: 11 h 30, office de louange; 21 h, Vigile pascale (office des lectures, célébration de l'eau, etc.).

#### ÉGLISE SAINT-GERVAIS

Pièce Saint-Gervais, 75004 Paris.

Jeudi 4 avril: 7 h, Laudes; 12 h 30, office du milieu du jour; 18 h, célébration de la Sainte Cène; 23 h, office des Ténébrs.

Vendredi 5 avril: 7 h, Laudes; 12 h 30, office du milieu du jour; 18 h, célébration de la Croix et de la mort du Christ.

Samedi 6 avril: 12 h 30, célébration de la descente aux Enfers; 21 h 30, Bénédiction des foyers nouveaux et vigile pascale.

Dimanche 7 avril: 8 h, office de la Résurrection; 11 h, messe solennelle de Pâques.

#### ÉGLISE SAINT-SEVERIN

3, rue des Prêtres Saint-Severin, 75005 Paris

Jeudi 4 avril: 19 h 30, messe solennelle.

Vendredi 5 avril: 15 h, Chemin de croix. 19 h 30, célébration de la Passion.

Samedi 6 avril: 21 h 30, vigile pascale.

Dimanche 7 avril: Messes à 10 h, 12 h et 18 h.

#### ÉGLISE ST-NICOLAS-HORS-LES-MURS

15, rue des Bernardins, 75005 Paris

Jeudi 4 avril: 17 h 30, messe solennelle.

Dimanche 7 avril: Messe à 11 h.

#### ÉGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS

2, place du Louvre, 75001 Paris

Jeudi 4 avril: 19 h, célébration de la Cène; 21 h 15, office des Ténébrs.

Vendredi 5 avril: 12 h 30 et 15 h, chemin de croix. 19 h, liturgie de la Passion. 21 h 15, office des Ténébrs.

Samedi 6 avril: 21 h 30, veillée et messes pascales.

Dimanche 7 avril: 11 h 15, messe solennelle. 17 h, vêpres et messe.

A tous les offices, chants grégoriens par la chorale d'étudiants d'Ulrecht.

#### ÉGLISE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER

39, boulevard des Invalides, 75007 Paris

Jeudi 4 avril: 19 heures, messe de la Cène du Seigneur. De 21 à 24 heures, adoration au reposoir. A la Maison paroissiale: 21 heures, veillée de la Cène du Seigneur (pour la communauté portugaise).

Vendredi 5 avril: 12 h 15, Chemin de croix. 15 heures, Chemin de croix solennel. 19 heures, célébration de la mort du Christ. A la Maison paroissiale: 21 heures, célébration de la mort du Christ (pour la communauté portugaise).

Samedi 6 avril: 21 heures, veillée pascale, baptêmes et première messe de la Résurrection. A la Maison paroissiale: 21 heures, veillée de Pâques et messe de la Résurrection (pour la communauté portugaise).

Dimanche 7 avril: messes à 7 h 30, 9 heures, 10 h 15, 11 h 30, 17 heures et 19 heures. 18 h 15, vêpres solennelles. Messe à 11 heures au Bon Conseil.

#### ÉGLISE DE LA MADELEINE

Place de la Madeleine, 75008 Paris

Jeudi 4 avril: 12 h 15, messe. 18 h 30, messe de la Cène du Seigneur. Méditation et adoration.

Vendredi 5 avril: 12 h 15 et 15 heures, chemin de croix (le dernier dimanche de l'Avent). 18 h 30, célébration de la Passion du Seigneur.

Samedi 6 avril: 21 heures, vigile pascale. Exultes.

Dimanche 7 avril: messes à 8 heures, 9 heures, 10 heures, 12 h 30, 18 heures. A 11 heures, grand-messe solennelle.

A tous les offices orgues et chœurs de la Madeleine.

#### ÉGLISE DE LA TRINITÉ

Place d'Estienne d'Orves, 75009 Paris

Jeudi 4 avril: 12 h 10, 18 h 30, office. Grandes orgues.

Vendredi 5 avril: 12 h 10 et 15 heures, chemin de croix. 18 h 30, célébration.

Samedi 6 avril: Vigile pascale et messe. Grandes orgues.

Dimanche 7 avril: 8 heures, 9 h 30, 10 h 30, 11 h 15 et 19 heures, messes.

#### ÉGLISE SAINT-BERNARD DE MONTMARTRE

34, avenue du Maine, 75015 Paris

Jeudi 4 avril: 19 h, Célébration de la Cène.

Vendredi 5 avril: 19 h, Célébration de la Passion.

Samedi 6 avril: 22 h, vigile pascale et messe de la Résurrection.

Dimanche 7 avril: Messe à 11 h.

#### ÉGLISE SAINT-JEANNE-DE-CHANTAL

98, boulevard Murat, 75016 Paris

Jeudi 4 avril: 10 h, Office choral (lectures, psaumes); 21 h, vigile pascale. Bénédiction de l'eau, liturgie baptismale. Messe de la Résurrection.

Dimanche 7 avril: 18 h 30, cérémonie de la paix pascale et messe solennelle de la Résurrection du Christ.

#### ÉGLISE SAINT-PIERRE-DES-ÉVÉQUES

17, rue des Carmes, 75005 Paris

Samedi 6 avril: 18 h 30, cérémonie de la paix pascale et messe solennelle de la Résurrection du Christ.

#### ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ORATOIRE

145, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris

Vendredi 5 avril: 10 h 30, culte avec Sainte Cène. Prédication (Pasteur Fath). 20 h 30, service liturgique avec Sainte Cène. Participation de la maîtrise de l'Oratoire. A l'orgue: Marie-Louise Girod.

Dimanche 7 avril: 10 h 30, culte avec Sainte Cène avec la participation de la maîtrise. Prédication (Pasteur Fath). Orgue (Marie-Louise Girod).

#### ÉGLISE DES BILLETTES

24, rue des Archives, 75004 Paris

Vendredi 5 avril: 19 h, office solennel du vendredi saint. Sainte Communion.

Dimanche 7 avril: 10 h 45, office solennel de Pâques. Sainte Communion.

#### ÉGLISE RÉFORMÉE DE PENTEMONT

106, rue de Grenelle, 75007 Paris

Vendredi 5 avril: Culte liturgique du vendredi saint. Célébration de la Sainte Cène de 12 h 45 à 13 h 30.

Dimanche 7 avril: 10 h 30, Culte de la Résurrection. Célébration de la Sainte Cène.

Ces deux offices seront précédés par le pasteur J.-M. Chazemol.

#### ÉGLISE RÉFORMÉE DU SAINT-ESPRIT

5, rue Rougemont, 75008 Paris

Jeudi 4 avril: 18 heures, Réveil d'orgue (Georges Lartigue). 18 h 30, culte liturgique. Sainte Cène. Chœurs.

Vendredi 5 avril: 12 h 30 et 18 h 30, culte avec Sainte Cène.

Dimanche 7 avril: 10 h 30, culte de Pâques avec Sainte Cène.

#### SAINT-GEORGE'S ANGLICAN CHURCH

7, rue Auguste-Vaccari, 75118 Paris

Jeudi 4 avril: 19 h 30, Office du jeudi saint (chambré).

Vendredi 5 avril: 19 h 30, Office du vendredi saint (chambré).

Samedi 6 avril: 22 h 30, Veillée pascale et Eucharistie chantée.

Dimanche 7 avril: 10 h 30, Eucharistie chantée, 8 h 30 et 18 h 30, Eucharistie.

#### ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ANNONCIATION

19, rue Cortambert, 75116 Paris

Jeudi 4 avril: 19 heures, culte. Sainte Cène.

Vendredi 5 avril: 10 h 30, culte. Sainte Cène. 19 heures, service liturgique. Sainte Cène.

Dimanche 7 avril: 10 h 30, culte de Pâques. Sainte Cène (Pasteur Daniel Aiger).

#### CULTE ORTHODOXE

##### ÉGLISE ORTHODOXE NOTRE-DAME-DES-GRÂCES

18, rue Ouperré, 75009 Paris

Liturgie occidentale en langue française.

Jeudi 4 avril: 20 h 15, messe (Père André) adoration au reposoir.

Vendredi 5 avril: 20 h 15, chemin de croix. Lecture de la Passion (Père André).

Dimanche 7 avril: 10 h 15, messe chantée célébrée par le Père André: Sermon par le Père Maurice (sans réserve).

##### ÉGLISE CATHÉDRALE SAINT-PIERRE

98, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris

Jeudi 4 avril: 11 h, les Heures. 18 h 30, Sainte Cène. Lavement des pieds. Procession au reposoir. Dépouillement de l'autel. 20 h, dernier discours et Passion de Notre Seigneur. Vêpres. Ténébrs. Judicatures de Jérôme. Lecture de la Passion.

Vendredi 5 avril: 11 heures, les Heures. 15 h, Passion et mort de Notre Seigneur. 19 h, ensevelissement de Notre Seigneur. Chants funèbres sur le tombeau.

Samedi 6 avril: 18 h, prophéties. Bénédiction des foyers baptismaux. Baptêmes. Confirmation. 21 h, Bénédiction de l'eau. Exultes. Retour de l'Alleluia: Matins pascales. Olive liturgique pontificale. La messe est suivie des agapes dans la joie de la Résurrection.

Dimanche 7 avril: 11 h, laudes. Baptêmes. 11 h 30, messe du jour. 19 h, vêpres solennelles de Pâques.

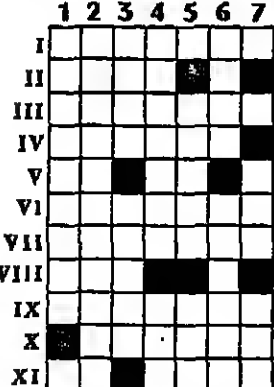
##### ÉGLISE ST-PIERRE-DES-ÉVÉQUES

17, rue des Carmes, 75005 Paris

Samedi 6 avril: 18 h 30, cérémonie de la paix pascale et messe solennelle de la Résurrection du Christ.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3937



#### HORIZONTALEMENT

I. Homme des bois. - II. Coupe à l'ancienne. Mis en activité. - III. Bises. - IV. Avec elle, on travaille toujours pour la façade. Morceau de cornemuse. V. Chef d'élite. Dans la Manche. Fait une place nette. - VI. Fout appel à la suite d'un jugement favorable. - VII. On ne juge pas le sens du commerce. - VIII. Fait le brocard. Sont employés à la demi-journée. - IX. Une manière de traiter ce petites coupures. - X. C'est à elles de faire les premiers pas. - XI. Attirent aussi les papillons. Donnes du poids.

#### VERTICALEMENT

1. Une crèche qui n'est pas seulement de Noël pour le bœuf et l'âne. - 2. Graves problèmes de boyaux. - 3. Forme d'être. Avec lui, on ne peut pas se qu'on a sur le cœur. - 4. Connu des heures noires en même temps qu'une « période blanche ». Ne manque pas de nez. - 5. Mélange d'eau et de terre. Abréviation commerciale. - 6. « Carré » de porc. Ont quelque chose d'attirant. - 7. Composition de littérature ancienne. Façon de s'exprimer. - 8. Fait se soulever certains quand d'autres sont assis. Bien avancée. - 9. Européens. Restaurant des beaux quartiers.

#### Solution du problème n° 3936

##### Horizontalement

1. Violettes. - II. Insulaire. - III. On. Nu. Ers. - IV. Lord. One. - V. Oc. Il. Us. - VI. Née. Asure. - VII. Infatigé. - VIII. Ste. lambe. - IX. Nio. - X. Eude. Rien. - XI. Simienne.

##### Verticalement

1. Violoniste. - 2. Innocent. Us. - 3. Os. Efendi. - 4. Lundi. EM. - 5. Eln. Latin. - 6. Ta. Osuaire. - 7. Tien. Témoin. - 8. Erreur. En. - 9. Sex. Seraine. GUY BROUTY.

## EN BREF

### BOURSES

L'AVENTURE EST AU COIN DU QUÉBEC. - Deux concours scientifiques organisés par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) - l'un sur l'espace, l'autre sur l'énergie - vont permettre à quarante jeunes Français et Québécois de partir sur les lieux mêmes de l'aventure technologique: à l'embarcadere du Kourou, au Guyane, sur le site de lancement de la fusée Ariane, et dans la baie James, au Nouveau Québec, où se trouve un important complexe hydro-électrique. Les concurrents doivent proposer des réalisations illustrant les enjeux de l'espace ou liés à l'énergie et ses conséquences sur l'environnement.

Dans le cadre international de

### CONCOURS

#### CHA-NO-YU ET IKBANA. - Le ministère des affaires étrangères

la jeunesse, l'OFQJ offre d'autre part cinquante bourses « Jauréguiberry » pour des séjours de 5 000 F chacune, destinées à permettre à des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans de se prendre en charge « avec audace et imagination ». L'aventure en question va de l'exploit sportif à la simple découverte d'une autre culture et elle doit, nécessairement, avoir pour cadre le Québec.

\* Dossier d'information et formulaire de candidature à demander à l'OFQJ (à l'attention de Maurice Segre, 2, rue de Logelbach, 75047 Paris Cedex 17, tél. (1) 766-0476. Le formulaire doit être impérativement renvoyé avant le 26 avril 1985.

### PARIS EN VISITES

#### JEUDI 4 AVRIL

« La Chine après Zhongshan », 14 h 30, musée Guimet, 6, place d'Iéna.

« Du quartier Gallien aux Grands Boulevards », 14 h 30, métro 4-Septembre.

« Le Palais de justice », 15 h, métro Cité.

« Mystérieuse civilisation de l'islam. Les secrets de la Mosquée de Paris », 15 h, place du Puits-de-l'Ermitte (Lafayette-Hauterive).

« L'Opéra », 13 h 30, entrée ou 14 h 30, hall.

« L'hôtel Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou (Métropole-Hager).

« Le site de la Cité », 15 h, 1, rue d'Arcole (Paris Antenne).

« La chapelle palatine de Saint Louis », 14 h 30, grilles d'entrée de la Sainte-Chapelle.

« La vie quotidienne au Moyen Age », au musée de Cluny, 15 h, 6, place Paul-Painlevé.

« Au Marais, de l'église Saint-Merri à l'abbaye Nicolas Flamel », 14 h 30, 76, rue Saint-Martin.

« De l'église Saint-Paul au port de l'Arsenal », 11 h, église Saint-Paul-Saint-Louis (Iapode).

« La Montagne-Sainte-Genève », 15 h, métro Cardinal-Lemoine.

« Histoire et petites histoires de l'avenue Foch », 15 h, sortie métro Dauphine.

« Les mystères de la rue Mouffetard », 15 h, portail Saint-Médard, 141,



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

Le Middle-West des années 80, la crise agricole, la lutte d'un couple.  
« Country, les moissons de la colère », encore un film sur l'Amérique paysanne. Spectaculaire, mais vraisemblable.

### Country

RICHARD PEARCE FILME « LES MOISSONS DE LA COLÈRE »

Le titre original - *Country* - on ajoute, en français, les *Moissons de la colère*, c'est plus dramatique, cela évoque les *Raisins de la colère* et, pourtant, même s'il s'agit de crise économique chez les agriculteurs américains, toute référence à John Ford - qui a été, d'ailleurs, inspiré d'un roman de Steinbeck - doit être exclue, ainsi que toute comparaison avec les années 30 des *Saisons du cœur*, puisque Richard Pearce ne raconte pas, comme Robert Benton, le cinéma de cette époque.

*Country*, c'est le Middle-West des années 80. Le Midwest, autrement dit le centre névralgique de la crise agricole (le *Monde* du 2 février). Et voici une famille de fermiers, Gil Ivy (Sam Shepard), sa femme, Jewell (Jessica Lange), leurs trois enfants et Otis (Wilford Brimley), père de Jewell. On les voit, d'abord, aux prises avec un chargement de maïs renversé par une tornade et sous lequel Carlisle (Levi L. Knebel), le fils aîné, manque d'être étouffé. Cela fait penser à la Rivière, mais il n'y a pas d'inondation et cela dure moins longtemps. D'autres détails viendront ensuite (récoltes menacées, matériel et ferme mis en vente aux enchères) rappeler le film de Mark Rydell. Mais le scénario de William D. Wittliff a emmagasiné des informations, que la réalité

sation de Richard Pearce restitue avec le minimum de romanesque.

Le cinéma, américain surtout, c'est du spectacle, personne n'a garde de l'oublier. Pourtant, dans *Country*, tout est plus vraisemblable que dans la Rivière. Essentiellement parce que la lutte des Ivy pour garder leur petite exploitation n'est pas menée contre un ennemi agissant pour raisons personnelles. Comme bien d'autres fermiers, Gil a été encouragé à emprunter à long terme des sommes importantes à la Farmers Home Administration (FHA). Lorsque l'usage d'une mauvaise récolte l'oblige à solliciter un prêt supplémentaire pour s'en sortir, il se heurte non seulement à un refus, mais à une exigence administrative : le remboursement, d'ici un mois, de la totalité des prêts consentis. À l'agence de la ville où il est connu, un bureaucrate délégué par la FHA est venu faire appliquer un plan de restructuration financière, exigé par la crise agricole et l'ampleur de la dette. Un certain nombre d'exploitants sont portés sur une « liste noire ». C'est le cas de Gil Ivy.

Ainsi le film de Richard Pearce donne-t-il les raisons économiques et politiques que celui de Mark Rydell se contentait de suggérer. Un mode de vie, déjà précaire, risque de devenir misérable, parce



Sam Shepard et Jessica Lange.

que l'agriculture est déficitaire, que le gouvernement et les organisations financières prennent des mesures brutales : à partir de là, que faut-il faire ?

C'est justement la question à laquelle Gil Ivy ne peut pas répondre. Habitué à travailler, à serrer son budget, à s'appuyer sur un système qui lui fait défaut du jour au lendemain, cet homme perd pied. Sa force de travail est insuffisante, le mur d'argent auquel il se cogne le fait chuter. La colère, la honte, le poussent à se retourner contre les siens, qui n'en peuvent mais. Jewell chasse alors son mari de la ferme. C'est elle qui va se battre, essayer de mobiliser tous les fermiers qui

doivent connaître un sort semblable.

Parler d'écologie à propos de *Country*, c'est se lancer encore dans les utopies à la française sur la protection de la nature. La situation présentée dans le contexte américain est, même s'il s'agit de petites propriétés, de qualité de la vie, un désastre économique. Habitué à se battre contre les catastrophes naturelles, telle les tornades, Gil Ivy est totalement désarmé, aussi malheureux et peut-être plus qu'un éboueur de l'industrie. Richard Pearce le fait remarquablement comprendre, et là où Mel Gibson (*la Rivière*) restait un héros

d'aventures, Sam Shepard, par son costume, ses manières, son jeu (il a, il est vrai, des origines rurales), est un vrai paysan.

L'autre aspect typiquement américain, c'est le rôle de la femme, représentant comme aux durs temps de la conquête de l'Ouest l'esprit pionnier. Il ne s'agit plus de gagner des terres en se battant au fusil. Attachée à la petite propriété cultivée, gardienne de la famille et de l'esprit moral du clan, la femme du fermier du Midwest prend carrément - pour lui redonner l'exemple et la force - la place de l'homme qui vient à faire défaut. Ce n'est pas un mince mérite de Richard Pearce que d'éviter, dans ce conflit, l'aspect moralisateur. Si émoionnante qu'ait été Sissy Spacek (*la Rivière*) le bras coincé dans une machette ou menacée par l'inondation, Jessica Lange la surpasse en vérité.

Rien, pourtant, ne prédisposait l'interprète du *Facteur* sonne toujours deux fois et de *Frances* à cette composition de fermière du Midwest. On y croit pourtant, on ne cherche pas le visage de la vedette, et cela tient à la force de sa relation avec Shepard, à la solidité de la mise en scène et au choix général de l'interprétation. La fin du film, où la relation sentimentale familiale intervient dans l'obstruction de la vente aux

enchères, trouve justement sa logique dans cet ensemble d'éléments.

Si les valeurs viriles et paternelles de Gil (qui a roué son fils de coups) finissent provisoirement défaut, Jewell a son propre père de son côté. Et son fils, qui, d'une certaine façon, l'aide à rendre à Gil sa dignité et sa place. Il n'y a plus ce jeu patriarcal et matriarcal, mais un front commun contre un déraillement social dans le domaine agricole. *Country* est, à cet égard, d'une grande importance, et l'un est ému à la fois par l'humanité du récit cinématographique et par l'aspect contemporain de cette Amérique révélée.

Il ne faudrait pourtant pas que le « film paysan » américain devienne l'effet d'une mode, un genre reproduisant des situations et des personnages que le public aurait aimés mais dont il pourrait, vite, se lasser. Canal Plus diffuse ces temps-ci un téléfilm de Daniel Périer, *les Poupées de l'espoir*, drame d'une paysanne du Kentucky (cela commence en 1944) chargée d'enfants et transplantée dans l'enfer de la ville. Jane Fonda y a gagné l'Emmy Award de la meilleure interprétation féminine 1984.

JACQUES SICLIER.

\* Voir les films nouveaux.

## Le mélodrame

SOURIRE POUR « LES DEUX ORPHELINES »

Où l'on voit comment de 1789 jusqu'à nos jours la vertu sait triompher de la ruse et comment le franc-jeu des acteurs emporte le plaisir.

ciété se côtoyaient dans les salles : soldats, aristocrates, ouvriers, enfants, meneurs politiques, commerçants, policiers, hauts et petits fonctionnaires, et, fait pas si courant, les « délinquants », anciens ou futurs habitants des prisons. Chacun avait sur le drame son point de vue, ce qui provoquait des rumeurs pendant les représentations.

Depuis la Révolution de 1789 jusqu'à la fin du dix-neuvième, passant par le Directoire, l'Empire, la Restauration, la monarchie de Juillet, la Seconde République, Napoléon III, le mélodrame va de relance en relance, attirant ou modérant la fibre politique. Sur les planches c'est comme une continuation, ou parfois un contre-feu, de ce qui s'est passé dans la rue. 1793, 1830, 1848, 1871, redressent au fur et à mesure les thèmes, les orientations. Les bâtiments des théâtres mêmes sont mêlés à l'histoire. Pendant la guerre de 1870, par exemple, le Théâtre de la Porte-Saint-Martin sert d'infirmerie, mais on continue les représentations. En 1871, il est incendié par les pétroleuses. Rebâti en 1873, c'est là que sont créées nos *Deux Orphelines* en 1874.

Pour trouver une « poussée » théâtrale aussi forte, avec un brasseage de publics si prononcé, il faudrait presque remonter à Rome, au Collège, où la ville entière, propriétaires et esclaves, généraux et prisonniers, l'empereur, se retrou-

vaient ensemble sur les travées et dans l'arène, regardant ou interprétant par exemple la prise d'un village en Gaule, un village breton : de vrais prisonniers de guerre étaient amenés sur le théâtre, et le public assistait à une vraie bataille, avec vrais meurtres, vrais viol, vrai incendie des demeures reconstruites. Bien sûr, nos mélodrames, à Paris, boulevard du Temple, s'alliaient pas jusque-là, mais l'ingénuité du spectacle et la bonne foi du public y étaient.

*Les Deux Orphelines* est un mélodrame tout de même assez tardif. C'est la toute dernière période. Après la Commune, le genre diffuse vaguement des idées socialistes, tout en essayant de calmer les ultras. Des éléments essentiels du mélodrame classiques sont là : la jeune innocente victime d'un rapt, l'affreux traître (ici un marquis), une autre jeune innocente orpheline, et aveugle, voilée et séquestrée par une abominable mégère, le bon ouvrier, le grand bourgeois profondément méchant (ici officier de police) mais qui s'amadouera au dernier acte, son épouse touchante qui a autrefois fauté et qui va retrouver sa fille abandonnée,

un acte dans une prison (ici une prison de femmes qui partent pour le bagne), etc.

Crimes, malentendus, coups de théâtre, sont agencés avec une maestria sans défaut, comme dans tous les mélodrames, et l'allant formidable de la pièce tient aussi à ce que ce théâtre n'est pas un théâtre de texte : le dialogue file à toute vitesse, sans faire de style, il disparaît presque dans le feu de l'action. Ce qui compte, c'est le romanesque, les idées généreuses ou rusées, le spectaculaire, les coups de hasard, l'émotion.

Et puis, le mélodrame, c'était le délire tout puissant de l'acteur, la liberté d'expression d'une Marie Dorval, d'un Frédérick Lemaître, qui faisaient vibrer le spectateur presque à tu et à toi. L'acteur faisait, sur scène comme chez lui, les quatre cents coups. Tant qu'il jouait, on se croyait tout permis.

Tout cela, c'est fini, depuis presque cent ans, au théâtre. Nous jouons beaucoup des vieux classiques, et nous les jouons souvent d'une façon savante, érudite, élitiste. Les metteurs en scène soignent leur standing auprès des snobs, les acteurs se surveillent. Il y a très peu d'auteurs neufs, vi-

vants, et, s'il y en a, ils se branchent peu sur l'actualité politique.

Ce mois d'avril 1985, le seul événement théâtral qui ranime jusqu'à un certain point le feu, l'enthousiasme, du temps du mélodrame, c'est le « *Roméo et Juliette* » de Mesguich, parce que les comédiens, jeunes pour la plupart, ne se gênent pas : dans les données d'un travail en vérité très consciencieux sur le drame de Shakespeare, ils s'expriment avec une désinvolture, un culot, une gaieté, des inventions, qui enthousiasment la salle.

Il semble que de notre temps ce soit l'art du cinéma qui ait tué la dimension « mélodrame » du théâtre. Quantité d'œuvres de cinéma, péplums, policiers, westerns, sont des transferts de mélodrames. Y compris des chefs-d'œuvre, comme ce *Folies de femmes*, de Stroheim, qui repasse actuellement à Paris, dans une copie d'ailleurs inqualifiable : l'image est une immonde bouillie, et une affreuse bande-son a été ajoutée, une cacophonie symphonique. Mais le film se devine quand même, et les éléments du mélodrame sont là, le traître, la jeune fille infirme, le grand bourgeois tête de Turc (c'est l'ambassadeur des États-Unis à Monte-Carlo), l'affreux mégère-sorcière dans son antre, les faux-monnayeurs, l'incendie, tout, jusqu'à l'interprétation géniale déli- rante de l'acteur principal, Eric von Stroheim.

Dans les villes du Nord-Pas-de-Calais, où Jean-Louis Martin Barbaz promène les *Deux Orphelines*, les publics, séduits,



Loatse

découvrent une pièce qui n'a pas vieilli, tant elle est bien construite et menée, mais qui a changé de visage. Elle ne donne plus la chair de poule, elle ne remue plus les fibres socialistes. Elle fait rire beaucoup. Elle est comme un conte à la fois féérique et social, qui file à toute vitesse. La mise en scène de Martin Barbaz est très enlevée. Les toiles peintes de Pierre-Yves Leprince sont belles. Les acteurs, Monique Méliand, Laurence Cortadellas, Frédéric Vandendriessche, Malté Ménager, Bernard Jousset, Yves Mahieu, André Lourdel, Catherine Corringer et leurs camarades y vont franc jeu.

MICHEL CURNOT.

\* Centre dramatique du Nord-Pas-de-Calais, renseignements à Béthune, tél. : (21) 01-52-39.



Hemleste

« *Les Deux Orphelines* », le mélodrame illustre de Denney et Cormon, a été repris au mois de mars 1985 dans plusieurs villes du Nord, dont Maubeuge, Béthune, et sera joué en avril et mai à Lens, Seclin, Laon. La pièce a cent onze ans, et son titre continue de dire quelque chose à des spectateurs d'aujourd'hui qui viennent voir cela et qu'enchanter la mise en scène de Jean-Louis Martin-Barbaz, directeur du Centre dramatique national du Nord-Pas-de-Calais.

Quiconque aime le théâtre et ses acteurs ne peut revoir un tel mélodrame sans ressentir une amertume. Car le mélodrame a été en France le seul théâtre tout à fait populaire. On se battait sur le boulevard pour arracher les billets. Toutes les classes de la so-

منا من الأصل



# Comédie-Française

Le contrat de Jean-Pierre Vincent, administrateur de la Comédie-Française, prend fin en 1986. L'importance du personnage et de sa responsabilité fait que dès à présent se pose la question de son renouvellement ou de sa succession. En arrivant, Jean-Pierre Vincent déclarait vouloir une « évolution sans révolution ». Sans conteste, il a donné à la maison une image de mouvement.

## ET SI ON EN PARLAIT ?

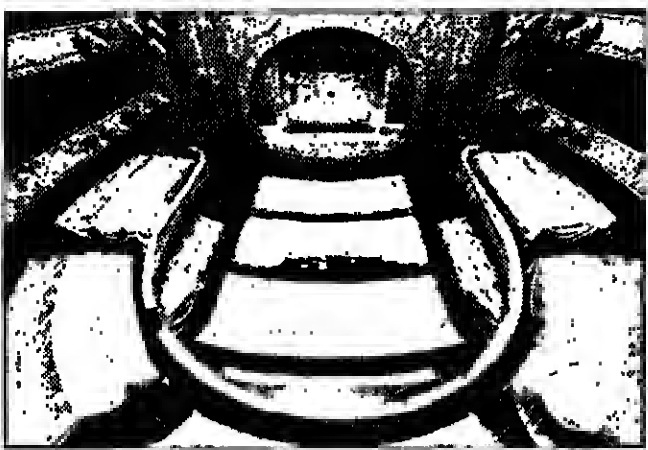
par JEAN-PIERRE VINCENT

On peut rêver d'une période plus facile pour être administrateur de la Comédie-Française. Et pas seulement pour être administrateur... Comme le disait avec humour Denise Gence : « La Comédie-Française cherche comédiens kamikazes pour période électorale » ; j'ajouterais : « et pour fin de siècle ». Mais j'ai rencontré des kamikazes heureux...

De toute façon, dans la vie de cette troupe ambitieuse et fière, depuis plus de trois cents ans, les périodes de calme n'ont pas été légion. Et

vers la Comédie-Française. Il s'y passe quelque chose : chez nous, on ne se rend pas assez compte de ce phénomène. Pourtant le public semble aujourd'hui ressentir ce nouvel enjeu du théâtre.

Mais il m'intéresse davantage de penser au futur que de faire les comptes (par ailleurs bons) du présent. Ce futur doit être provoqué par l'administrateur, mais il est aussi l'affaire de la troupe, c'est-à-dire d'abord des sociétaires. On ne peut rêver une « grande époque » de la Comédie-Française si la troupe n'est pas en état d'appeler puis d'assi-



l'on ne sait pas comment il pourrait en être autrement dans un art qui doit regrouper tant de sensibilités, préserver son contact avec le (grand) public et se tendre toujours vers l'avenir.

Mais enfin, il s'est passé pas mal de choses au Français depuis un an et demi. On a vu des spectacles parfois fort rares, des acteurs anciens et nouveaux révéler des dispositions imprévues, des textes surprenants, etc. N'ayant pas de tendance personnelle à l'autosatisfaction, je n'ai pas à établir de palmarès. Mais tout le monde le sent : ça bouge, sans faire verser le navire. Au milieu de ceux qui pensent qu'on en fait trop et de ceux qui pensent qu'on n'en fait pas assez, de ceux qui pensent que je ne suis pas digne de cette maison et de ceux qui pensent l'inverse, nous travaillons pour chaque jour et pour un avenir plus lointain.

Quand on parle, comme je le fais beaucoup, avec des collègues ou des journalistes européens, on constate avec quel intérêt ils tournent leurs regards aujourd'hui vers la France, vers Paris, et aussi

miller les éléments de nouveauté nécessaires à son avancée : textes, acteurs, mises en scène et rapports avec les autres arts. Le nouveau, dit-on, apparaît toujours sous la forme du malheur, en tout cas du difficile, du problématique, de la négation du confort présent. Cela constitue un obstacle pour toute société.

Ici, l'administrateur doit conforter au maximum la troupe existante, l'amener à révéler encore mieux un potentiel individuel et collectif dont elle n'est pas toujours consciente, la mettre en contact avec les éléments extérieurs qui viendront l'enrichir.

Je considère que mon travail nécessaire aujourd'hui est de mettre en présence cette troupe que j'ai choisie d'animer et ce que je peux connaître de meilleur et de plus prometteur dans la vie théâtrale française et européenne. C'est facile à dire, c'est même facile à penser. Ce n'est pas si facile à faire. Mais quand on y parvient, ça fait plaisir à bien des gens.

Moi, ça va. Et vous ?...

## ILS JOUENT ENSEMBLE

« On peut dire de chaque artiste de la Comédie-Française ce qu'on veut, mais quand j'ai besoin d'une troupe, je ne la trouve que là », disait Alexandre Dumas fils. Cette troupe, c'est la Société des comédiens français. Trois cents ans d'histoire, des statuts originaux, deux mille huit cents pièces inscrites à son répertoire. Une légende, une tradition, une référence certainement, un rêve pour beaucoup. Trente pensionnaires qui sont des stagiaires, trente-quatre sociétaires (dix-huit hommes et seize femmes) et tous ceux dont on parle rarement : les techniciens, les décorateurs, les artisans qui, sous les toits de la Maison, confectionnent les costumes. Quatre cents personnes cohabitent, au service du théâtre, avec ce que cela peut représenter de difficultés mais aussi de connivences ; de ces liens qui se créent et se défont à chaque spectacle.

Famille, congrégation, état d'esprit, concurrence. La conception est différente selon qu'on s'adresse à un pensionnaire et à un sociétaire.

Les premiers sont de passage. Engagés pour un an, ils ne comptent pas encore avec le temps, qui est un élément capital dans la vie des seconds. Pour Jean-Yves Dubois, pensionnaire depuis juillet dernier, la troupe de la



Claude Mathieu

Comédie-Française est avant tout un outil de travail. Une succession de spectacles avec des professionnels, les plus grands parfois. Claude Mathieu, sociétaire depuis un an, se souvient de ses premières années de pensionnaire. « Je sortais du Conservatoire où l'on propose ses scènes, ses mises en scène parfois. Ici, le travail était très différent. Je me

sentois perdue, isolée. Aujourd'hui, je pense qu'il faut avoir de l'humour et protéger son individualité par rapport à la troupe. La solidarité qui existe n'entraîne pas forcément qu'on adhère à tout. »

Depuis l'administration de Pierre Dux, si les pensionnaires ne sont pas devenus sociétaires au bout de dix ans, ils doivent se retirer. Cette menace est pénible à supporter et, pour certains, avoir sacrifié tant de choses à cette maison sans rien en échange est inacceptable, un drame souvent mal vécu, qui débouche sur beaucoup d'amertume et de rancœurs.

Les sociétaires ont un contrat de dix ans renouvelable tous les cinq ans. Pour eux, le temps a une autre dimension. « Nous savons que nous allons passer de nombreuses années ensemble », dit Christine Fersen. C'est pourquoi il régit entre nous une forme de courtoisie, de respect et d'égard. »

Pour cette comédienne qui, en juillet prochain, fêtera ses vingt ans de Comédie-Française, la troupe n'existe vraiment que dans le travail. « Quand le rideau se lève, nous sommes tous ensemble. Mais cette troupe n'est pas unie, elle est composée de gens de théâtre. Il y en a qui sont là comme des fonctionnaires. Il existe, de par le développement

Comment vit-on dans la grande maison ? Les administrateurs se succèdent, à chacun sa crise. La troupe a trois cents ans.

de l'administration, sensible depuis 1968, un désinvestissement incompatible avec l'artisanat théâtral. » François Seigner reprend cette idée en disant avec le sourire : « Bien sûr, on supprimera des loges pour en faire des bureaux. »

Parmi les sociétaires, certains jurent peu ou pas du tout. Est-ce une question de mode, de personnalité, d'affinités, d'inimitié ? Personne ne l'explique, tout le monde le constate. Denise Gence parle de « jachère, de moments sabbatiques qui ne doivent pas faire reculer. Ce n'est pas le choix de ne dire que quelques lignes dans un spectacle ». Mais Richard Fontana - qui joue en alternance Titus dans *Bérénice* et Néron dans *Le Mort de Socrate* - connaît mal cette mise à l'écart. « La programmation doit être faite en fonction de l'emploi de la troupe. C'est le devoir de l'administrateur de faire jouer tout le monde. Avant d'engager qui que ce soit, il doit s'assurer que personne dans la troupe n'est susceptible d'interpréter le rôle. »

Quinze nouveaux pensionnaires sont arrivés à la Comédie-Française depuis le début de l'administration de Jean-Pierre Vincent. Certains pensent que ce recrutement s'est fait en dépit du bon sens et trop brusquement.

## LES HORIZONS ÉLARGIS

Il semble aussi qu'on n'entre plus à la Comédie-Française comme autrefois. Les esprits ont changé, les habitudes également. Les administrateurs ont cessé de choisir parmi les premiers prix de Conservatoire leurs nouveaux pensionnaires. L'horizon du recrutement s'est élargi mais surtout, les jeunes comédiens n'imaginent plus qu'ils vont passer une grande partie de leur vie dans la Maison.

Le cinéma, la télévision, le fait qu'ils n'ont pas le droit de se produire sur une autre scène parisienne (sauf s'il s'agit d'un théâtre national), interdisent aujourd'hui le sacrifice de toute une carrière, surtout quand celui-ci, à part quelques cas de vedettariat, est rarement personnel.

« Notre carrière se fait à l'intérieur d'un microcosme », dit Guy Michel. C'est ainsi que peuvent s'expliquer de nombreux départs.

« Il y a parfois peu de satisfaction personnelle par rapport au sacrifice professionnel », constate François Seigner, qui ajoute : « Autrefois, on s'engageait pour vingt ans. La Comédie-Française représentait un capital de vie et de travail qui assurait la pérennité de la maison. » Ce qui fait dire à Jean-Yves Dubois, quand on lui parle de cette époque : « C'était devenu un sarcophage ! »

Pour Claude Mathieu, « la Comédie-Française ne représente plus le théâtre français mais c'est ici que je fais le plus justement mon travail ». Et pour Richard Fontana : « C'est ici que j'ai le plus de chance de travailler avec un grand nombre de metteurs en scène, qu'ils soient français ou étrangers. »

« Le danger », dit Denise Gence, est de se laisser enfermer. C'est facile d'admirer les choses créées, mais il faut refuser l'idée d'une ligne continue, qui n'existe pas dans la création. »

La création. Ce mot revient sans cesse. Tout le monde réclame des créations, « parce que la Comédie-Française a créé deux mille pièces depuis le début de son histoire », disent certains. « Car nous devons interpréter des auteurs contemporains », argumentent les autres. Mais Jean-Luc Boutté est le seul à se demander si les auteurs existent vraiment.

Pour remplacer les créations, il existe un biais : celui des mises en scène. « Il faut électrochoquer les pièces du répertoire », déclare Jean-Yves Dubois. « On peut reprendre le Tartuffe avec un regard nouveau, lui répondre plus calmement Jean-Luc Boutté. Pierre Dux et Jacques Toja, même si leur travail était contesté,

ont travaillé dans ce sens en faisant appel à des metteurs en scène comme Marcel Maréchal, Vitez, Lavelli, Strehler. »

A cela, certains éléments de la troupe répliquent que les mises en scène extérieures ne sont que des copies de ce qui se passe dans les autres théâtres parisiens. La Comédie-Française, selon eux, perd alors son individualité, son originalité, son label, au profit d'une mode.

Si le mot création est présent dans toutes les discussions, il est généralement associé à celui d'alternance. Les comédiens pensent que ce principe doit être préservé. Non seulement pour les acteurs (« C'est tous les soirs une générale », dit Guy Michel), mais aussi pour les promesses d'alternance, de renouvellement qu'elle implique. L'alternance, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, ne donne pas satisfaction à la troupe. « L'idéal serait de pouvoir monter neuf spectacles différents par semaine. C'est impossi-

ble pour des raisons basiquement matérielles », dit Jean-Luc Boutté. Les décors - que, en général, les comédiens trouvent laids - les horaires de travail, les répétitions qui ont lieu salle Richelieu, empêchent une plus grande souplesse.

Surtout, il faudrait une autre salle. Le souhait est unanime. C'est même un des rares éléments sur lesquels toute la troupe se retrouve. Un projet est actuellement en cours afin d'installer une deuxième salle de cinq cents places sous la pyramide du Louvre. Certains vont plus loin et pensent qu'il serait bon de déménager. Jean-Yves Dubois admire la salle Richelieu mais il la trouve démodée. Trop de servitudes découlent de la disposition à l'italienne où l'acoustique n'est pas parfaite. Jean-Luc Boutté, lui, rêve d'un grand complexe où la Comédie-Française regrouperait ses ateliers, tous ses trésors, disposerait de deux salles, et même de trois, afin de permettre à toute la troupe de s'exprimer au mieux.

## LE PASSÉ ET LE POUVOIR



Jean-Luc Boutté

culturelle qui ne soit pas du coup par coup. »

Enfin, si d'autres n'ont pas de programme (le pouvoir est incompatible avec le métier de comédien), tous constatent que les richesses de la maison sont exceptionnelles mais mal utilisées. « Il ne faut pas se voiler la face », dit Jean-Luc Boutté. L'image de la Comédie-Française aujourd'hui n'est pas satisfaisante. Les projets manquent d'ambition. On ne cherche plus à surprendre. Les murs, ici, ont une telle histoire qu'ils endorment et anesthésient l'imaginaire. »

Il n'empêche que la Comédie-Française n'est pas un musée du théâtre. La troupe, les quatre cents personnes qui s'y retrouvent quotidiennement, lutent pour que ce théâtre soit le premier de France. Et, comme le dit Christine Fersen, « cela implique de nombreux devoirs ». Si l'administrateur - comme tout homme de pouvoir - cristallise sur sa personne des rancœurs et des inimitiés, il y a de la part de chacun une volonté de bien faire, un perfectionnisme qui se retrouve à chaque échelon. Tous parlent de la maison. Et ils ont tous le sentiment de faire partie d'une troupe exceptionnelle. Celle de la Comédie-Française.

CAROLINE DE BARONCELLI

**FELIX VERCEL**  
présente  
**TAURELLE**  
« danse et paysage »  
20 mars - 10 avril  
9 AVENUE MATHIGNON  
PARIS 8<sup>e</sup> 258.25.19

27 mars - 4 mai 1985  
**Klapheck**  
Galerie Maeght Lelong  
13, rue de Tébessa, 75008 Paris

**GALERIE DINA VIERNY**  
36, rue Jacob, 75006 Paris - Tél. 260-23-18  
**André BAUCHANT - Camille BOMBOIS**  
peintures  
**Henri MATISSE - Raoul DUFY**  
dessins  
AVRIL 1985

Café

LA MODE

281 26 20



# Jean-Pierre Raynaud

## A L'ARC, LE GRAND SOMMEIL

L'A-T-ON réellement vue, on bien l'a-t-on rêvée cette enfilade de lits implacablement blancs que Jean-Pierre Raynaud présente dans la partie droite de la grande salle de l'ARC ? Au sortir de l'exposition, on ne sait plus très bien, tant cette œuvre défie le monde physique et la réalité de l'objet-lit, vingt-quatre fois répété dans l'espace, vingt-quatre fois mis en suspens sous un tableau de bandes verticales blanches et noires accroché à la tête, sur le mur, comme une fenêtre vingt-quatre fois niée.

On n'échappe pas à l'épreuve du blanc, à l'effet déstabilisant né de la relation entre le tableau et le lit réduit à sa plus simple version. Une épreuve de lit aux montants de métal courbé, un matelas enveloppé d'une couverture blanche elle aussi, sans pli, sans empreinte, sans trace de corps, vide de présence. Un lieu de repos, d'oubli, de solitude, de repos mental, d'absence.

Un lit d'un modèle banal, qui a pourtant dû être fabriqué sur mesure, les dimensions standard ne convenant pas : « Quatre-vingts centimètres, cela faisait lit d'enfant, je ne m'adresse pas à des enfants », dit Jean-Pierre Raynaud ; 90 centimètres : on peut

déjà s'y mettre à deux. Il a arrêté la largeur à 86, la dimension juste. L'arbitraire d'un artiste exigeant qui sait qu'une ligne doit être placée là et pas ailleurs.

A la clé de ces calculs, de cette appropriation froide de matériel d'usage courant, il y a l'ampleur du choc visuel, voulu très fort, pour rompre les amarres, ancrer le silence. Raynaud parle d'un « silence d'après la bombe », un silence prolongé comme un accord tenu à l'infini, qui envahit cet « après » de douceur rêvée, hors mémoire, ce grand refuge atemporel.

La première réaction est sans doute de rejet. Rejet de l'image violée du lit arraché à son périmètre d'intimité ; rejet de ce qui touche l'homme dans ses derniers retranchements ; de ce qui se situe à la charnière de toutes les angoisses, de toutes les peurs qui saisissent au moment précis du passage de la veille au sommeil, de la vie à la mort ; de cette mort-hôpital terrifiante, anonyme et généralisée, offerte en échange de la douleur anesthésiée. Refus encore du souvenir de ce sommeil d'écolier dans les dortoirs de l'enfance. Ici, le zéro n'est pas de conduite, n'a rien à voir avec le

déroulement, les bagarres d'oreillers et les nuages de plumes, rien non plus avec les débordements licencieux que l'iconographie du lit évoque le plus souvent. On est plus près de la couche du gisant, de la tombe.

Avec ce chic qu'il a pour retourner les propos et faire d'une quantité vulgaire de la qualité rare, pour transformer du poids et du concret en non-matière, en abstraction, Raynaud prend le lit comme assise de manifestation du blanc, de la non-couleur, du vide, de la pureté, de l'absolu.

Manifeste, c'est le titre de l'œuvre, une œuvre de transition dans tous les sens du terme. Raynaud la présente en effet comme une pièce de rupture avec sa culture de la céramique blanche, ces carreaux joints de noir dont il a pendant dix ans et plus organisé la croissance artificielle sur les murs de sa propre maison — où il vit toujours, attentif à sa solitude comme à la floraison de ses deux pots d'orchidées charnelles et à la mini-vie de son bouzouf — avant de les multiplier en tableaux, en objets de mobilier, en stèles, en espaces purgatoires et de reconnaissance. Un des derniers en date était l'espace qui introduisait à l'exposition de la collection des

Ménil, au Grand Palais, l'année dernière.

Avec ces lits de l'ARC auxquels l'artiste a ajouté quelques œuvres anciennes et récentes, comme les tableaux-jauges (pour observer la montée du blanc) et l'Espace O réalisé pour la première fois en 1974 ; avec l'exposition de la galerie Gilbert Brownstone (1), Raynaud est tout simplement en train de montrer comment il fait exploser de l'intérieur son langage et son image de « carreleur de l'art ». Il défait la grille, écarte les joints noirs, reporte les lignes verticales directement sur

le mur (et tend les lits à l'horizontale), il met à nu le ciment qui sous-tend la surface (morceaux récupérés de la démolition de l'espace du Grand Palais).

Quelque part dans ce ciment il a noyé un minuscule pot de fleurs rouge (sans fleur), l'objet-symbole de sa création, de sa naissance à l'art dans les années 60, quand l'artiste trancha dans sa vie, chassa le naturel, mit le passionnel en réserve pour mieux tenir et nourrir son propos de créateur.

Un propos difficile, dans la lignée des quêtes impossibles, des purs et des métaphysiciens. A

Un artiste qui évolue dans les parenthèses du blanc, à l'écart des modes, et prend le risque de casser son image de marque : celle du « carreleur de l'art ».

GENEVÈVE BREERETTE.

\* ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 24 avril.

(1) Galerie Gilbert Brownstone et C<sup>e</sup>, 17, rue Saint-Gilles, jusqu'au 13 avril.

## Café Costes

LA MODE S'Y RETROUVE

LA place des Innocents a vécu voici peu un double événement. La fermeture de la Brasserie des Innocents, dont le décor rétro, façon 1900, n'avait pu malgré sa vaillance faire oublier la cuisine. On y soldait maintenant du linge de maison, des draps, des serviettes, des nappes. Et l'ouverture, tout à côté, du Café Costes. Le Café Costes, à l'angle de la rue Saint-Denis, a pris la place d'un établissement du même type, la fontaine des Innocents, dont la décoration était d'une fulgurante banalité, de cette race hybride, standardisée, industrialisée, qui, depuis quinze ans, associe tous les poncifs pour n'en risquer aucun : 1900 (encore), pub anglais, Formica 1950, Empire, éclairage 1965, etc.

C'est à Philippe Starck, un des designers de l'élycée, que Jean-Louis Costes, sachant précisément ce qu'il voulait, a demandé d'étudier l'absence de cet espace relativement modeste, malgré ses deux étages. Le succès a été foudroyant, rassemblant le bon et l'arrière-ban des mouvements de mode qui s'exercent au Palais : seconds assistants sur une vidéo, mannequins et futurs mannequins, apprentis photographes, inactifs, couche-tard, minets, new-waves ou fun, pour reprendre, approximativement, les derniers avatars des Mouvements de mode expliqués aux parents, le si joli livre des éditions Laffont (1).

L'esprit fun, « c'est celui qui choisit de s'exprimer sur le mode majeur, le mode est better, le plus il y en a, mieux c'est », explique le même ouvrage, inven-

Place des Innocents, à Paris, le Café Costes a été « pensé » par le designer Philippe Starck. Apogée du décor, succès foudroyant.

sant pour sa démonstration le fameux « less is more » de Mies Van der Rohe (le moins c'est le plus, selon la détestable traduction usuelle). Il n'est pas indifférent qu'un livre consacré aux évolutions vestimentaires emprunte ainsi une référence de l'architecture. De même, il est frappant de voir combien l'architecture du Café Costes (ne serait-elle que d'intérieur), se pèle docilement au souffle de la mode dans sa version la plus fun : elle accumule en effet les signes et les montes en épingle de la manière la plus spectaculaire qui soit. Mais il est vrai que tout cela est fait avec le plus grand soin. Sur ce point, Mies Van der Rohe aurait tout lieu d'être satisfait, lui qui rappelait ainsi : « Dieu est dans les détails ».

Le café, voué à la mode, est un pur lieu de représentation. L'espace, parfaitement symétrique, est tourné vers un escalier central, tout vert, et qui, faussant la perspective, se fait plus grand qu'il n'est. Comme au Casino de

Paris. Il conduit à une mezzanine, qui est, à dire vrai, plutôt un balcon. En haut de l'escalier, une énorme horloge fait semblant d'attirer les regards, qui se portent en fait vers qui monte, descend, ou encore stationne dans cette avant-scène constituée par le centre et par l'entrée du café.

L'éclairage est ingénieux, le goût est fort italien, ou italien de New-York, le vocabulaire décoratif est hétéroclite. Mais il donne toutes les apparences d'un style cohérent, ce qu'on n'avait plus vu depuis les années 50 (formule pauvre), et même depuis les années 30 (si l'on cherche une formule aussi riche). Il est ainsi probable que le Café Costes fera des années.

En réalité, le style n'est pas nouveau, bien sûr. Il emprunte sa manière à ce courant architectural assez large et informe qu'on appelle « post-modernisme », et dont le principe général est un retour au décor, serait-ce ironiquement. On s'en rendra compte en allant visiter, au Centre Pompidou tout proche, l'exposition « Nouveaux plaisirs d'architecture » (2), qui nous vici du nouveau musée d'architecture de Francfort, en Allemagne. Elle entend, et y parvient assez bien, montrer « les pluralismes de la création en Europe et aux États-Unis depuis 1968 ». Toutes les tendances y sont en effet représentées, mais une manie, une obsession commune paraît bien se dégager : l'escalier. L'escalier sous toutes ses formes, et assez souvent l'escalier inutile, juste comme ça, pour le plaisir. Comme celui, généreusement salué par le catalogue de l'exposition, du Café Costes.

FREDERIC EDELMANN.

(1) Les Mouvements de mode, par H. Oulak, A. Sorol, A. Pasche, éd. Robert Laffont, 98 francs.

(2) Centre de création industrielle (Centre Georges-Pompidou), jusqu'au 22 avril. Catalogue : 125 francs.

## Chevaux

PHOTOS D'AGNÈS BONNOT

Qu'est-ce qu'un cheval ? Une énigme en mouvement, des états d'âme et de peau. La photographe en reportage est allée se promener de Vincennes à Auteuil.



COMMENT photographier un cheval ? Une telle question semble n'avoir pas sa raison d'être : un cheval est un cheval, n'est-ce pas, et un appareil photo un appareil photo. Pourtant Agnès Bonnot nous démontre qu'une telle question n'est pas si évidente, qu'elle mérite même d'être posée intensément. C'est qu'on peut photographier un cheval de trente-six façons. Ou plus exactement de quarante et une façons : les quarante et une portraits de chevaux rassemblés dans un petit livre superbe sorti aux éditions Hazan.

Chargée d'illustrer les chroniques hippiques du journal Libération, Agnès Bonnot est allée cueillir sur les hippodromes de Vincennes ou d'Auteuil. Ses photos, une fois sorties de la presse, deviennent autre chose que des images percutantes et parfaitement reproduites, nous apprennent des choses troublantes : que le corps d'un cheval peut se lire de diverses manières, de bas en haut, à l'envers, tout ou partie, qu'il est un incroyable terrain visuel émotionnel. La flash montre du cheval quelque chose d'un peu fou, de survolté, d'électrique : il donne aux muscles d'autres ondulations, il hérise l'œil, sur

la peau il signale très précisément tout un tissu veineux et nerveux, accidenté, qui marque la grignotage des dents contre la tique ou le chemin d'une vermine qui l'a scarifiée, torse et gale, bain de sueur et de peur.

Ca sont des exercices d'approche d'une forme inappréhensible. Le cheval se transforme en ligne de crête, en machine batteuse, en skin-head, en statue, en fantôme, en galopin, en viande, en trouillard, en bouffon, en esclave, en pin-up, en phallus, en peinture moderne. Portraits à la fois anatomiques, psychologiques, dynamiques ou statiques, hypnétiques ou hyperbrouillés. Plus difficile à capter que cette vapeur légèrement odorante qui se met à ruisseler des flancs à l'issue d'une course, Agnès Bonnot parvient à faire l'image d'un hennissement. Elle désigne des rapports terribles entre la beauté d'une robe et la saleté de la gadoue dont elle doit s'éclaircir ; entre la main ou le pied nerveux qui soumet le cheval et le mouvement d'abdicatation gracile et douloureux, dansent, qui lui répond ou lui réside.

Pour chaque photo, Agnès Bonnot semble avoir oublié la

travail précédente, et se retrouve devant le cheval comme devant une énigme qu'elle doit repérer, chahutant par la cadre et la distance le moyen de la raisonner ou de l'amplifier, de la découpler comme énigme jusqu'à ce que le cheval ne soit plus qu'un seul objet de vision et de mystère. A force de n'avoir pas de système, Agnès Bonnot en définit un, une sorte de prise de vue physique qui réagit aux forces en mouvement, qui sont comme des états d'âme du cheval, ou de défaite de l'âme, et comme des états d'âme de sa peau.

Puisqu'elle a si bien accompli — en lui apportant un socle si nouveau et si puissant — sa tâche de photographe des chevaux, il faut bien sûr qu'Agnès Bonnot sa donne à un autre exercice, en offrant son talent de chercheuse à d'autres sujets, tâches humaines ou animales, qui n'attendent qu'elle pour qu'on leur prête attention hors des cadres battus.

HERVÉ GUIBERT.

\* Editions Hazan, 98 F. Exposition à la Chambre claire, 14, rue Saint-Sulpice, Paris (6<sup>e</sup>). Jusqu'au 19 avril.

Le Monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

مكتبة الأصيل















## CINEMA

**INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT** (A. v.) : Paris Loin Bowling, 18 (506-6498).

**INDISCRETIONS** (A. v.) : Champ, 9 (354-51-60).

**JESUS DE NAZARETH** (R.) : Grand Perov, 19 (354-46-85).

**JULES ET JIM** (Fr.) : Studio Bertrand, 7 (763-64-66).

**LAWRENCE D'ARABIE** (A. v.) : Ranelagh, 16 (283-64-44).

**LOLITA** (A. v.) : André Buzin, 13 (337-74-39).

**MADAME BOVARY** (A. v.) : Relais Quartier Latin, 9 (356-94-65).

**MADAME POITE LA CULITE** (A. v.) : Action Christiane, 6 (325-11-30).

**LE MECANO DE LA GENERAL** (A. v.) : Cinéma Présent, 19 (203-00-55).

**MERLIN L'ENCHANTEUR** (A. v.) : Napoléon, 17 (267-63-42).

**LE MILLIARDAIRE** (A. v.) : Champ, 9 (354-51-60).

**MIDNIGHT EXPRESS** (A. v.) : Capri, 2 (508-11-69).

**ORANGE MECANIQUE** (A. v.) : Boite à films, 17 (522-44-21).

**OUTLAND** (A. v.) : Cinéma Présent, 19 (203-00-55).

**PHANTOM OF THE PARADISE** (A. v.) : Châtelet Victoria, 1 (308-94-14).

**PORCHERIE** (R. v.) : Logos II, 5 (354-52-34).

**ROBIN DES BOIS** (A. v.) : Napoléon, 17 (267-63-42).

**RUE CASES-NEGRES** (Fr.) : Grand Perov, 19 (354-46-85).

**LA RONDE DE L'AMOUR** (A. v.) : Action Christiane, 6 (325-11-30).

**LA STRADA** (R. v.) : Relais Logos II, 5 (354-52-34).

**TAXI DRIVER** (A. v.) : Boite à films, 17 (522-44-21).

**WOODSTOCK** (A. v.) : Hollywood Boulevard, 9 (770-19-41).

**UNE SAISON HISTORIQUE** (Fr.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

**UN VIOLENT SUR LE TOIT** (A. v.) : Champ, 9 (354-51-60).

**20 000 LIEUX SOUS LES MERS** (A. v.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50).

**UGC Rotonde** (574-94-94) : UGC Marbeuf, 6 (561-94-95) : Napoléon, 17 (267-63-42).

**VIVRE ET LAISSER MOURIR** (A. v.) : Paris Loin Bowling, 18 (506-64-98).

**Les séances spéciales**

**L'AGE D'OR** (Fr.) : Temples, 3 (272-94-56), dim. 20 h.

**AU-DELA DU REEL** (A. v.) : Boite à films, 17 (522-44-21), ven. sam. 19 h 45.

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS** (A. v.) : Calypso, 17 (380-30-11), 22 h 20.

**CASANOVA** (de Folini) (R. v.) : Temples, 3 (272-94-56), dim. 17 h 30.

**CHARLOTTE DE VEU** (R. v.) : Boite à films, 17 (522-44-21), lun. mar. 19 h 15.

**LES CHRENS DE PAILLE** (A. v.) : Temples, 3 (272-94-56), mar. jeu. ven. sam. 22 h.

**LE COUP DE GRACE** (A. v.) : Denfert, 14 (321-41-01), sam. 18 h.

**CUL-DE-SAC** (A. v.) : Cinéma Présent, 19 (203-00-55), dim. lun. mar. 11 h 35.

**LA DERNIERE** (Ind. v.) : Cinéma Présent, 19 (203-00-55), dim. 12 h 30.

**LE DREU CERA LA FEMME** (Fr.) : Temples, 3 (272-94-56), 16 h.

**GRANDS LIONS** (A. v.) : Temples, 3 (272-94-56), 16 h, 20 h, 22 h, dim. lun. mar. 11 h 35.

**JOHNNY GÖT MESS GUN** (A. v.) : St-Ambroise, 11 (700-89-16), sam. 23 h 30.

**LES JOUEURS D'ECHECS** (Ind. v.) : Cinéma Présent, 19 (203-00-55), mar. 19 h 15.

**LOVE STREAMS** (A. v.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 24 h.

**LA MATRÉSSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS** (A. v.) : Studio Bertrand, 7 (763-64-66), 11 h, 22 h, dim. 18 h.

**MURDER D'UN BOONMAKER** (A. v.) : St-Ambroise, 11 (700-89-16), mar. 21 h 15.

**LE MEPRIS** (Fr.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 24 h.

**LE MESSAGE** (R. v.) : Studio Galand, 9 (354-72-71), 14 h.

## MUSIQUE

**VIVRE VITE** (Esp. v.), République Cinéma, 11 (805-51-33), mar. 20 h 30, 11 h 30.

**Les concerts**

**MERCREDI 3**

Hôtel de Clugny, 20 h 45 : J. Elwes, M. Giardelli (Schubert).

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Groupe de musique de chambre Vercors et avers, dir. : C. Comoy (Scriabin, Couperin).

Th. des Champs-Élysées, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. : E.P. Salomon (Stravinski, Sibelius, Reger).

La Table Verte, 21 h 30 : A. Host, A. Cohen (Saint-Paul, Ravel).

**JEUDI 4**

Radio-France, Grand Auditorium, 20 h 30 : Orchestre à vent de l'Orchestre national de France (Camille Saint-Saëns, Taffelberg, Milhaud).

La Table Verte, 21 h 30 : voir le 3.

**VENREDI 5**

La Table Verte, 21 h 30 : voir le 3.

Théâtre des Champs-Élysées, 19 h : Nouvel Orchestre philharmonique, Chœurs de Radio-France, dir. : S. Szelez (Stravinski).

Théâtre des sauts Grévis, 20 h 30 : Suzuki violoncelles.

**SAMEDI 6**

La Table Verte, 21 h 30 : voir le 3.

18 Théâtre, 16 h 30 : Quintette Moragans (Schubert, Villa-Lobos, Debussy).

**DIMANCHE 7**

Noire-Dame, 20 h 45 : Orchestre de l'École de France, dir. : N. Kassar (Händel, Scarlatti, Telemann).

Eglise Saint-Merri, 16 h : Chœur de l'université de Strasbourg, dir. : D. Strassacker.

Eglise Saint-Thomé-d'Aquin, 17 h : J. Regnier (Bach).

**MARDI 9**

Théâtre des Champs-Élysées, 19 h 30 : La Grande Esprit et la Chambre du Roy, dir. : J.-C. Malgoire (Händel, Arlano).

Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 20 h 30 : C. Fumet, L. Kravitz (Bach, Händel).

Nouveau Théâtre Montparnasse, 20 h 45 : Quatuor de cordes L.F. Daprat (œuvres de G. Barbeux, F. Schubert, N. Tcherépine, E. Sazza, L.E. Shaw).

## CARNET DU Monde

## Naissances

— Anna et Alain POPIEL-SCHNEIDER partagent avec Olivier Lech, la joie d'annoncer la naissance de

Frédéric Jerzy, le 1<sup>er</sup> avril 1985.

113, avenue Achille-Peretti, 92200 Neuilly-sur-Seine.

## Décès

— M<sup>me</sup> Simone André-Pébinon

a le grand chagrin de faire part du décès de son fils

Jean-Jacques,

survenu à Bruxelles le 24 mars 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

— M<sup>me</sup> Pauline Aschkenasy.

sa femme,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur

Alexandre ASCHKENASY,

professeur honoraire

au Collège de médecine

des hôpitaux de Paris,

ancien interne des hôpitaux de Paris,

croix de guerre 1939-1945,

survenu le 30 mars 1985, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 avril, à 16 h 30, au cimetière parisien de Bagneux, où l'on se réunira porte principale.

Un car sera mis à la disposition des personnes désirant se rendre aux obsèques, à 16 heures, place du Général-Lacaze (devant la statue) porte d'Orléans, retour assuré.

Ni fleurs ni couronnes.

10, rue Odéon, 75007 Paris.

— M<sup>me</sup> Emilie Beillard,

Nicole et Pierre Clerget

et leurs enfants,

Claude Beillard,

Pierre et Justine Beillard

et leurs filles,

Les familles Clisson, Neven, Lobert,

Parents et amis,

Les camarades de la promotion 1936-1939 de l'Ecole normale de Savenay,

Les amis des « Vieilles Sœurs »,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Emilie BEILLARD,

survenu le 31 mars 1985, dans sa soixante-dixième année, à l'hôpital du Val-de-Grâce.

La levée du corps à l'hôpital du Val-de-Grâce aura lieu le jeudi 4 avril, à 7 h 45, suivie de l'inhumation, à 16 h 30, au cimetière de Paris.

62, rue de la Source, 44210 Pornic.

— M<sup>me</sup> Emilie Dumont-Horent,

son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Robert Dumont-Bardiaux,

ses frères et belles-sœurs,

M. Roger Horent,

son beau-père,

M<sup>me</sup> Françoise Magno-Dumont

et ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Loubereau-Dumont

et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Martine Dumont

et sa fille,

M<sup>me</sup> Shirley Selosse (Sydney, Australie)

et ses enfants,

ont la peine d'annoncer la disparition de

Opérettes

CASINO DE PARIS (245-00-39), mar. 14 h 30, ven. 20 h 30, dim. 15 h.

ELYSEES-MONTMARTRE (252-25-15), ven. et sam. 20 h 30 et mer. 14 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h et 20 h 30.

Le Music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chœurs français.

CIRQUE D'HIVER (504-72-04), mar. 14 h 30 et 17 h 30, ven. 20 h 30, sam. 14 h 30 et 17 h 30, dim. 15 h et 20 h 30.

COMEDIE DE PARIS (281-00-11) (D. soir, L.), 20 h, dim. 17 h 30 : Répertoire musical.

GYMNASIE (246-79-79) (D. L.), 21 h, sam. 17 h 30 : Théâtre Le Luron.

LYCÉE (544-57-34) (D.), 21 h 30 : A. Auréole.

MOGADOR (285-28-80) (D. soir.), 20 h 30 : Bye-Bye Show-Biz.

OLYMPIA (742-25-49) (V. D. soir.), 20 h 30, dim. 17 h 30 : E. Macias (dort le 21) et 20 h 30 : G. Lasso, le 9 à 20 h 30 : G. Montagné.

PALAIS DES SPORTS (824-40-90), mar. 15 h, ven. et sam. 20 h 30, dim. 14 h 15, 17 h 30 et 20 h 30.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), jeu. ven. sam. 19 h 30 et 22 h : L'ouverture d'un monde parfait.

THEATRE DE PARIS (280-09-30) (D. soir, L.), 21 h, dim. 17 h 30 : L. Escudé.

THEATRE DE BUENOS-AIRES (260-44-11) (Mar., D.), 21 h et 23 h : Lot Pucci.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60), les 7, 9 à 20 h 30 : Danse de l'Inde, style Kathak.

ESPACE KIRON (371-50-25) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Danse Buto.

PALAIS DES CONGRES (738-13-03), les 5, 6 à 20 h 30, les 7, 8 à 16 h : Roméo et Juliette, par le Ballet national de l'Opéra de Paris (chorégraphie R. Noury).

M<sup>me</sup> Marc Walbaum,

M. et M<sup>me</sup> Claude Monia-Morandat et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Georges Lasciano-Morandat et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Claire MORANDAT,

née Monique Walbaum,

chevalier de la Légion d'honneur,

médaille militaire,

croix de guerre

avec palmes et étoile,

médaille de la Résistance

avec rosette,

veuve de

Yves MORANDAT,

grand officier de la Légion d'honneur,

compagnon de la Libération.

Le service religieux sera célébré en l'église réformée de Neuilly-sur-Seine, boulevard d'Inkermann, le jeudi 4 avril 1985, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Ventabren (Bouches-du-Rhône).

Ni fleurs ni couronnes.

Prêtre d'adresser vos dons aux Villages d'enfants SOS de France, 6, cité Monthiers, à Paris-9.

119, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Les membres du conseil d'administration.

Le personnel et les familles de l'association des Villages d'enfants SOS de France.

ont la douleur de faire part du décès de leur présidente

M<sup>me</sup> Claire MORANDAT,

vice-présidente

de la Fédération internationale

des Villages d'enfants SOS de France.

Le service religieux sera célébré en l'église réformée de Neuilly-sur-Seine, 18, boulevard d'Inkermann, le jeudi 4 avril 1985, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Ventabren (Bouches-du-Rhône).

Villages d'enfants SOS de France, cité Monthiers, à Paris-9.

— Régine et Alain Pons,

Julie-Charlotte et Guillaume,

ont la douleur d'annoncer la mort de

Christophe PONS,

le 23 mars 1985, dans un accident de montagne.

Les obsèques ont eu lieu à Nice, le 27 mars, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

38, rue de Tourville, 75020 Paris.

— On nous prie de faire part des obsèques de

M<sup>me</sup> Marie-Thérèse VIEILLLOT,

membre fondateur

de l'Ecole pratique

du service social de Paris,

directrice honoraire du service social

auprès du tribunal pour enfants

de la Seine,

médaille des Epidémies 1914-1915,

médaille de la Résistance 1939-1945,

qui ont eu lieu le mercredi 3 avril 1985 en l'église d'Auteuil, à 8 h 30.

Inhumation au cimetière de Pavilly (Seine-Maritime).

— Suzanne et Blanche WIESENFELD

ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

survenu le mardi 2 avril 1985.

L'inhumation aura lieu le jeudi 4 avril, à 11 heures, au cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Jean Winter,

son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Laurent Winter

et leurs enfants,

M. André Winter,

M<sup>me</sup> Sylvie Winter,

ses enfants et petits-enfants.

Et toute la famille,

nous prient d'annoncer le décès de

Jean WINTER,

survenu le 28 mars 1985.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale le mardi 2 avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Jacques-Boyceau, 78000 Versailles.

Communications diverses

— Nous apprenons que M. Paul

Sacher, membre du conseil d'adminis-

tration de F. Hoffmann-La Roche SA,

de nationalité suisse, vient d'être promu

au grade d'Officier dans l'Ordre de la

Légion d'honneur.

Cette distinction lui a été remise des

maires de M. l'ambassadeur de France

en Suisse, M. George Egal, le 8 mars

1985, pour sa contribution à l'essor et à

la promotion de la vie musicale fran-

çaise contemporaine.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas - L. H. : ouvert jusqu'à heures

## DINERS AVANT SPECTACLE

FLORA DANICA 142, Champs-Élysées 359-20-41 Tous les jours 19 h à 21 h. Vins sélectionnés sur les jardins. Spécialités DANONNES et SCANDINAVES. Hors-d'œuvre délicats. FESTIVAL DE SAUMON. CANARD SAISON MIGNON DE RENNE.

## DINERS

RELAIS BELLMAN 723-54-42 37, rue François-1<sup>er</sup> F. sam. dim. Jusqu'à 21 h 30. Cadeaux déjeunés et confiserie. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYAN. Sals aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Glacé au jus.

CHEZ DREY 256-23-96 et 563-52-76 22, rue de Valenciennes, 25, rue F. Chauvin, 9. Nourriture spécialisée thaïlandaise, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. Dans un nouveau décor.

DOUCET 206-40-62 8, rue du 8-Mai-1945. Tous les jours J. 24 h. Ambiance sympathique. Brasseur, menu 52,90 F s.e. et carte. Restaurant gastronomique au 1<sup>er</sup> sp. : POISSONS, chateaux, FOIE GRAS fins entiers.

AUR DE RIQUERRE 770-62-39 12, rue de la Fug-Montparnasse, 9. 13 L. J. Déjeunés, dîners, soupers. De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. SA CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. BANC D'OUTILS.

AU PETIT RICHE 770-68-68, 770-46-50 25, rue Le Peletier, 9. F. dim. Son dîner gastronomique à 145 F service compris. Vins de Loire. Dîner 1880. Salons de 6 à 50 personnes. Déjeunés, dîners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.

LE LOUIS XIV 206-56-56 8, bd St-Denis, 10. Déjeunés, dîners, soupers après minuit. Huitres. Fruits de mer. Crustacés. Rôtisserie. Glaces. Parking privé assuré par voiturier. OUVERT LE DIMANCHE.



# COMMUNICATION

A ANTENNE 2

## M. Jean-Claude Héberlé renonce à poursuivre Christine Ockrent

A l'issue d'une assemblée générale de la rédaction d'Antenne 2, le PDG, M. Jean-Claude Héberlé, a renoncé, dans la soirée du mardi 2 avril, à entre-

prendre l'action judiciaire qu'il envisageait à l'égard de Christine Ockrent pour « rupture de contrat » (Le Monde du 3 avril).

### Une star, une rédaction

Le choc. Assurément, la nouvelle les avait assommés. Groupés spontanément dans différents bureaux, ils n'en revenaient pas de l'audace du PDG, de la « culotte », de la « gaffe ». De mémoire de journalistes-télé, jamais conflit de ce type n'avait encore éclaté. Les départs-catastrophes, ils en avaient connus. Démissions négociées, licenciements caqués... Ils se rappelaient bien sûr des coups de tête mémorables, des évènements scandaleux, des pétitions hâtives, des arrangements amiables bien souvent ratifiés. Mais le départ d'une star réglé au tribunal ? Ça, vraiment, c'était de l'inédit.

Amplifié avec zèle par radio-couloirs, la nouvelle se répandit très vite dans toute la maison, irrigua les étages, les salles de conférence, les régies, les studios, jusqu'à devenir très vite une affaire immense, commentée, discutée, débattue dans chaque pièce. Perturbée par ce coup couronnant une tempête en cours, la rédaction a alors retrouvé le réflexe des grands jours : à l'évidence, il fallait une AG (assemblée générale). Elle eut lieu sur-le-champ.

« Celo faisait si longtemps, raconte un journaliste. Depuis 1981, il n'y en avait guère eu. Et cela faisait tout drôle de côtoyer à nouveau quelques-uns d'entre nous, mais sans nous, malgré une grande tension... Comment dire ? A nouveau entre nous... Entre nous ? Carrière réflexion.

« L'importance, dit rapidement quelqu'un, c'est l'attitude unanime des collègues de Christine, jugeant inadmissible la réaction inconsidérée du PDG. On n'a jamais vu cela !

### SAGESSE

La volte-face de M. Jean-Claude Héberlé - qui abandonne toute velléité de poursuivre en justice Christine Ockrent après avoir annoncé le contraire quelques heures auparavant - est inattendue et rassurante à la fois. Inattendue, car elle est signe d'une fragilité de la direction d'une grosse entreprise publique. Ou bien M. Héberlé règle les conflits dans sa cuisine par autres médias interposés. Ou bien il est capable de changer d'avis, sous la pression des uns ou des autres, dans la même journée. Mais alors, pourquoi le faire publiquement ?

Rassurante aussi, parce que l'action envisagée avait quelque chose d'intempestif. Même si l'argumentation du PDG d'Antenne 2 est solide, un procès avec une enveloppe budgétaire forfaitaire issue de la redevance, ce n'est pas de la sagesse. Y. A.

### AU SÉNAT

## La propriété intellectuelle en matière de son et d'image

« Je crois que la sagesse du Sénat a bien fait avancer les affaires, et qu'il valait la peine d'attendre trois mois. » En fermant ainsi la discussion générale du projet de loi sur les droits des auteurs, des artistes-interprètes et des producteurs dont l'examen a commencé le mardi 2 avril au Sénat, M. Alain Poirer, président de la Haute Assemblée, a voulu faire admettre à M. Jack Lang que le délai qui s'était accordé à la commission sénatoriale, spécialement désignée pour étudier et amender le texte adopté par l'Assemblée nationale (Le Monde du 12-22 juillet 1984) n'était pas superflu et que le ministre de la culture n'aurait pas dû s'en irriter (Le Monde du 22 décembre 1984).

Ce projet vise à moderniser la loi de 1957 sur la propriété intellectuelle en l'adaptant au développement des nouveaux moyens de communication, audiovisuels en particulier. Si le droit des auteurs, comme par le passé, ne fait aucun doute, la reconnaissance du droit des créateurs, dits « droits voisins » des premiers, pose des problèmes. Cette reconnaissance a pour corollaire évident la rémunération de ceux qui concourent à la création de l'œuvre, ce qui risque de modifier l'équilibre économique d'un secteur fragile, celui de la création d'images et de sons.

M. Charles Jolibot (app. RI, Maine-et-Loire), rapporteur de la commission spéciale, n'a pas manqué de le souligner : pour la commis-

sion, la loi doit « respecter la primauté de l'auteur tout en consacrant les droits voisins », « éviter l'ingérence de l'Etat dans un domaine où l'individu est roi », « veiller à ne pas alourdir à l'excès les coûts de production et ne pas bloquer la circulation des œuvres » et « favoriser la divulgation et l'exploitation des œuvres ».

Vaste programme, auquel s'est rangé l'ensemble des groupes du Sénat, le PC, toutefois, insistant plus particulièrement, par la voix de M. Charles Ledermann (Val-de-Marne), sur les droits des artistes-interprètes. Si le droit des créateurs dans le domaine de la production et de la diffusion sonore ne fait pas de difficulté, les membres de la majorité sénatoriale estiment, cependant, que reconnaître ces droits de manière identique aux artistes-interprètes dans le domaine de l'image présente des dangers, notamment pour le cinéma, dont la production baisse. La commission a ajouté en outre au projet initial un titre portant sur la protection des logiciels informatiques. M. Jolibot a expliqué, en substance, que ceux-ci ne pouvaient relever du droit de la propriété industrielle, il faut reconnaître leur nature de création intellectuelle.

M. Lang doit se prononcer sur les différents points soulevés par les sénateurs lors de la discussion article par article, prévue pour ce mercredi.

R. Sa.

## L'INA sur le marché de l'audiovisuel

« Transformer une administration en une entreprise » : tel est l'objectif que se sont fixés les dirigeants de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA). Son PDG, M. Jacques Pomont, a précisé les contours de cette « modernisation », en cours d'une réunion de presse, mardi 2 avril.

Si l'INA n'est « pas forcément l'entreprise la plus performante », a déclaré M. Pomont, « elle peut rivaliser avec le secteur public comme avec le privé ». L'Institut a une « volonté systématique » de se placer sur le marché de l'audiovisuel, et non plus seulement de gérer une enveloppe budgétaire forfaitaire issue de la redevance. « La mutation, c'est de passer d'un système de mesure hiérarchique à un système de mesure économique. » Les ressources ne sont plus acquiescentes d'avance, a ajouté M. Michel Berthod, directeur général.

Cette nouvelle conception du fonctionnement de l'INA incite à redéfinir ses rapports avec les autres sociétés de l'audiovisuel public. En augmentant ses tarifs, l'Institut n'a pas fait que des heureux. Ainsi M. Jacques Pomont souligne-t-il « la nécessité de rapports contractuels, fondés sur la négociation avec les chaînes. Il estime que « tout système de caractère forfaitaire est désormais inadapte ». Il réclame d'autre part pour le budget de 1986 une augmentation des fonds publics affectés à la production (environ soixante heures par an), afin de « rendre plus efficace la volonté de produire français ».

(1) Les autres secteurs d'activité sont la formation, la recherche, la production. L'archivage emploie deux cent vingt personnes sur neuf cent soixante. Le budget prévisionnel de l'INA pour 1985 est de 399 millions de francs.

« Pas de « Soir 3 » mardi 2 avril. — Ceux qui regardent « La dernière séance », mardi soir, ont vu un dessin animé à la place du journal qui sépare les deux films. Cela en raison d'une grève déclenchée par quelques techniciens (des « techniciens-videomateurs ») pour des questions de reclassement dans le cadre de la nouvelle convention collective. L'absence totale de bulletin d'information s'explique par le fait que la chaîne n'est pas soumise, comme TF1 ou A2, à l'obligation d'un service minimum dans le cahier des charges.

R. Sa.

de l'iceberg. Elle a disparu, mais l'iceberg, lui, est toujours là.

« On n'a pas le droit de faire de procès d'intention avant que les choses et les gens n'aient le temps de se mettre en place, expliquait à son tour Paul Amar. On fait un métier public, c'est là-dessus qu'il faudra nous juger. Le service politique existait avant l'arrivée d'Albert Du Ray. Nous y avions des méthodes, des principes, des habitudes de travail que nous avons, avec lui, conservés, sans doute améliorés. Mais la télévision continue, et nous entendons continuer à travailler, sans lui, dans les mêmes conditions, et avec la même liberté ».

Ce devait être dit. La rédaction s'en est sentie plus unie. Et une seconde réunion, en début d'après-midi, allait contribuer à calmer les esprits.

A la demande du directeur de l'information, Pierre-Henri Arstam, et de son adjoint Paul Nahon — lesquels ont exprimé leur émotion et leur désaccord sur l'initiative du PDG concernant Christine Ockrent — Jean-Claude Héberlé avait accepté de « descendre dans l'arène ». Pendant près de deux heures, il fut assailli de questions sans complaisance, sur tous les tons. Les sujets étaient divers et il en redemandait : les conditions de sa nomination, son intérêt pour la rédaction, les départs successifs, les interventions-pressions.

Calme, aimable, le PDG n'a esquissé aucune question. Une réunion des directeurs d'Antenne 2 confirmait peu après son intention — exprimée devant tous — de ne pas engager la procédure judiciaire. Nos il n'y aurait pas de procès Ockrent-Héberlé.

ANNICK COJEAN.

Mercredi 3 avril

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 19 h 55 Football : Yougoslavie-France. En direct de Sarajevo. (Et à 21 h.)
- 20 h 45 Tirage du Loto.
- 21 h 45 Série : Daïen.
- Cliff Barnes passe un bon moment, devant le suspect numéro un dans l'agression de Bobby.
- 22 h 35 Variétés : Station Argentine. Emission de R. Kopa Kopol.
- Depuis deux ans, le tango refait surface à Paris. Une déambulation dans les rues de la capitale avec un guide, le chanteur Jairo, mais aussi Piazzola, le maître du bandoneon moderne, Molinari, Molinari, Molinari, Pugliese et d'autres...
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 35 C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 30 Téléfilm : Amours de sable. D'après D. Potter, réal. G. Miller. Avec L. Jeffries, P. Chelton.
- Dans un luxueux hôtel de la côte méditerranéenne, un couple d'Anglais redécouvre les lieux de sa jeunesse. Images nostalgiques d'un passé enfoui, d'un présent proche de la mort.
- 22 h 15 Magazine : Cinéma-cinéma. De M. Boujut, A. André et C. Ventura.
- Un entretien avec Rock Hudson : les diamants de Liz Taylor ; un portrait de Jean YVES et de Ben Gazzara, des reportages sur Antonioni et André de Togh ; un entretien avec Dominique Sanda.
- 23 h 15 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Agora : L'insécurité dans les villes. Emission de la communauté des télévisions francophones en triple (Strasbourg, Genève, Montréal) et en direct. Emission animée par G. Walter, G. Nicole et Cl. Lemaire.

Parkings, métros, tours, grands ensembles, etc. Voici le paysage urbain qui engendre, dit-on, l'insécurité. Le magazine s'attache à décrire le vrai du faux, à aller plus loin.

- 23 h 35 Journal.
- 23 h 55 Série : Allégories. Hervé Di Rosa : la rue de millions.
- 0 h Prélude à la nuit. Sonnet de Francis Poulenc. Interprété par Philippe Corré et Edouard Émerjonn, pianistes.

### FRS PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Ours le dauphin ; 17 h 10, Fraggle rock ; 17 h 40, Les secrets de la mer Rouge ; 18 h 5, Le club des pères ; 18 h 15, Rocking chair ; 18 h 50, Atout PDC ; 19 h, Fantômes : le grand Cœur ; 19 h 15, Informations.

### CANAL PLUS

- 21 h, « Alambic », film de R.-M. Young ; 22 h 30, Femmes de personne, film de C. Frank ; 0 h 40, Le Beau Mariage, film de E. Rohmer ; 2 h 30, Top 50.

### FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Antipodes : Hani.
- 21 h 30 Pelouses : perspectives du vingtième siècle. Carve blanche à Harry Halbreich.
- 22 h 30 Nuits magiques : mi-temps (l'école de football de Sochaux).

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Avant-concert.
- 20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « Pulcinella, suite d'orchestre », de Stravinski ; Concerto pour violon et orchestre en ré mineur, de Shostak ; « Variations et fugues sur un thème de Mozart », de Reger, par l'Orchestre national de France, dir. E. Pétin Salomon, sol. S. Accardo, violon.
- 23 h Les solistes de France-Musique : nocturnes.

Jeudi 4 avril

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 ANTOPE 1.
- 11 h 45 La Une chez vous.
- 12 h 00 Feuilletton : Cap sur l'aventure.
- 12 h 30 La bourse à la mer.
- 13 h 00 Journal.
- 13 h 05 A pleins voiles. Séance : 14.40, la maison de TF1 ; 15.25, Quarté en direct d'Anglais ; 15.55, Images d'histoire.
- 16 h 30 Croque-vacances.
- 17 h 30 La chance aux champions.
- 18 h 00 Le village dans les nuages.
- 18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 30 Série : Cœur de diamant.
- 19 h 15 Jeu : Anagram.
- 19 h 40 Feuilletton : Les Bergoet.
- 20 h 00 Journal.
- 20 h 35 Feuilletton : le Canon paisible. Réal. S. Bérin avec R. Boulanger, J.-P. Darres, P. Uchian.
- Un feuilletton bien de chez nous — en hommage aux « opéras » d'outre-Atlantique, — avec des personnages gaulards, combinards, vaguement racistes. Une comédie pour rire, pas pour réfléchir, interprétée avec talent, au rythme enlevé, mais qui semble un peu trop se complaire dans l'univers français moyen.
- 21 h 30 Les jeudis de l'information : Infovision. Emission d'A. Devers, R. Pic, M. Albert et J. Decourcy.
- De semaine : profession, mineur ; Vassault, l'indépendance d'un petit Etat du Pacifique-sud ; Il était une fois Action directe.
- 22 h 05 Journal.
- 23 h 05 Étoiles à la une. Romanesque, film de Léon Desclozanne.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 Télématin (à 8 h 30, feuilletton : Les Amours des années grises).
- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h 00 Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu : l'académie des neufs.
- 13 h 45 Journal.
- 13 h 50 Feuilletton : Les amours des années folles.
- 14 h 45 Aquard'hui la vie. Chances et zézais : touche pas à mon pote.
- 14 h 50 Téléfilm : Jésus de Nazareth de Franco Zeffirelli (première partie). A l'occasion des fêtes de Pâques, A2 reprend le chef-d'œuvre de Zeffirelli, divisé en trois épisodes.
- 18 h 30 Magazine : Un temps pour tout. De M. Cens et A. Valentini. L'hygiène.
- 17 h 45 Récré A2.
- Poésie : Mes notes au poète : Les Viratozoum ; L'été et l'été ; M. Merlin ; Téléchat.
- 19 h 30 C'est la vie.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Expression directe. L'UFA (Union professionnelle des artisans) et l'APPCA (Assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture).
- 20 h 00 Journal.
- 20 h 35 Feuilletton : Le mur de la haine. D'après J. Henry, réalisation R. Markowitz (dernier épisode). Avec T. Cassi, L. Eichhorn, G. Hillem.
- Sur le point d'être pris, David est obligé de se jeter dans un groupe parti clandestinement pour la Palestine. A Varsovie éclate l'insurrection.
- 21 h 30 Magazine : Résistances. Présenté par B. Langlois.
- Le théologie de la libération, une enquête de R. Bagnoli et J. Ray ; certains prêtres du tiers-monde aux côtés des luttes populaires ; Philippines : la lutte contre le régime du président Marcos ; Coup de colère : les insoumis en grève de la faim.
- 22 h 30 Histoire en courtes. « Cinq doigts pour El Pueblo », dessin animé de R. Kriss et M. Boucard ; « Carta gitano », de T. Gastif.
- 23 h 10 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 12 h 00 Tennis : tournoi de Monte-Carlo. En direct de la Principauté.
- 18 h 00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.

- 19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
- 20 h 05 Les jeux.
- 20 h 35 Cinéma : Judith Therpape. Film français de P. Chéreau (1978), avec S. Sigaret, M. Imhoff, P. Léonard, R. Maréchal, D. Lecoq, J. Rongère, F. Simon (rediffusion).
- Une femme vieillissante sort de sa retraite pour essayer de sauver un quidam que les compagnons de résistance de son mari — et d'elle-même — avaient fondé à la Libération. Transfiguration et difficultés de la presse écrite, mais, surtout, portrait d'un mystère : celui de Judith Therpape, admirablement incarnée par Simone Signoret.
- 22 h 35 Journal.
- 23 h 00 Document : une semaine dans la vie d'un cinéaste. Réal. J.-Y. Le Meur et P. Fabry. Vidéo de la tournée de Paris, retour de Claude Lelouch.
- 23 h 25 Série : Allégories. Jean-Baptiste Chardin : peintures de Looze.
- 23 h 30 Musique. Sonate n° 9 pour violon et piano, de Beethoven, par Z. Francescatti, violon et R. Casadevall, piano.

### CANAL PLUS

- 7 h 7/9, 9 h, Célébrités, y'a rien à voir, film de P. Lecoq ; 10 h 15, Descente 13, film de F.-F. Coppola ; 11 h 35, Johnny Haliday au Zénith ; 12 h 30, Cabot Cadin (Heathcliff et Marmaduke) ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 30) ; 13 h 30, Soup ; 14 h, Tygra, le glorieux et le feu, film de R. Balab ; 15 h 20, Châli et poutière, film de J. Ivory ; 16 h, Les 4 C\* ; 16 h 40, Jeu : les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénaï ; 19 h 45, Tout s'achève ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Traditions régionales, film de D. Jones ; 22 h, Rayon bleu, film de J. Lieberman ; 23 h 45, Le Chat et le Canard, film de R. Metzger ; 1 h 25, Michel Leeb à l'Olympia ; 2 h 30, Top 50.

### FRANCE-CULTURE

- 0 h, Les maîtres de France-Culture ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la communication : les bergers de pierre (et à 10 h 30) ; la yking, 64 hexagrammes secrets d'avant ; 9 h 05, Les Matinales : Une vie, une œuvre : Rudolf Otto (1866-1937) ou le lumineux dans la vie de l'esprit ; 10 h 30, Musique : miroirs ; 11 h 10, Répétés, dit le maître : la maîtrise de Radio-France est-elle une école comme les autres ? ; 11 h 30, Feuilletton : Germinal 85 ; 12 h, Pensements : avec G. Duménil ; à 12 h 45 : L'histoire, avec G. Jacques ; 13 h 40, Notes et entretiens : Karen Horney ; 14 h, Un livre, des voix : « Marie Casse-croûte », de Edouard Anicet ; 14 h 30, Radio-Canada présente : Refire Raoul Char ; 15 h, Le compagnonnage ; 15 h 30, Muséologie : Schoenberg ; 17 h, Textes : le Voyageur immobile, de P. Machin ; 17 h 10, Le Pays d'Ici : En direct de Rome ; 18 h, Sécheresse ; à 18 h 35, Tire ta langue ; à 19 h 15, Rétro ; 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'Assistance publique et les hôpitaux de Paris.
- 20 h, Musique, mode d'emploi : le clavier bien tempéré.
- 20 h 30 « Préambulations », de P. Maray, d'après Goncourt. Avec D. Fillion, N. Rigny, R. Catelod.
- 21 h 30 Vœux : opéra-oratorio, Paris 1985. Récit : Fragment XXX.
- 22 h 30 Nuits magiques : l'actualité des arts plastiques.

### FRANCE-MUSIQUE

- 0 h, Les maîtres de France-Musique : Rachmaninov ; 7 h 10, L'impératrice : magazine d'actualité musicale ; 9 h 10, L'oreille en collage : émission destinée aux enfants ; 9 h 20, Le musée des musées : Chaperon, ou de l'art et de l'art de Versailles. La bataille de « Méloé » (œuvres de Lully, Charpentier) ; 12 h 05, Le temps du jazz : Eric Dolphy ; 12 h 30, Concert : œuvres de Hindemith, Strauss et Schumann, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Juonard, sol. J.-J. Justafre, cor et J. Prast, premier violon ; 14 h 02, Répertoire contemporain : les jeunes compositeurs du Conservatoire de Paris ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : les sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; à 15 h 10, Pleins pages : « Pour Grot », d'Iben ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : le bio-jazz ; 19 h 15, Récit : magazine de la guitare.
- 20 h 05 Avant-concert : France.
- 20 h 30 Concert (en direct de Radio-France) : « Rustique pour hautbois, clarinette et basson » de Camille Saint-Saëns ; « Quintette à vent » de Taffel ; « La Chanson de Roland » de Millard ; « Les Chants d'Alfred » de Schmitt ; « Six baguettes » de Ligeti, par le quintette à vent de l'Orchestre national de France, sol. P. Gaillet, flûte, M. Croquenois, hautbois, G. Dangloup, clarinette, R. Poulain, basson, et M. Cantin, cor. En complément du programme : « La Botte à jongler » de Debussy, par l'Orchestre de la Suisse romande.
- 23 h Les solistes de France-Musique : paradoxes du romantisme.

OFFRES D'EMPLOI

**GenRe**

**INGENIEUR**

**egos**

**CONSEIL**

Enseignement Assisté par Ordinateur

Directeur de production

**P**

Jacques Nixot

LA COUVREUSE

COMMERCIAL EN TEMPS

LA COUVREUSE

SECTEUR



OFFRES D'EMPLOIS	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	104,00	123,34
IMMOBILIER	31,00	36,76
AUTOMOBILES	68,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La mm / cm	La mm / TTC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

\* Déterminé selon surface ou nombre de prestations.

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## GenRad

GENRAD est leader mondial de l'industrie du test automatique. Son expansion est remarquable : 80% de progression en 1984. GENRAD, à l'écoute permanente des besoins présents et futurs de l'industrie électronique, développe sans relâche de nouvelles technologies.

Les perspectives du marché tout autant que les succès que nous connaissons nous permettent de recruter de nouveaux

## INGENIEURS COMMERCIAUX

Votre formation (type ISEN, ISEP...) vous met très au fait de la technologie. Sérieux about lorsque l'on sait que nos équipements de test évoluent vite et que vos interlocuteurs, eux aussi ingénieurs, attendent des conseils avisés. Vous les rencontrerez principalement chez les fabricants de matériel électronique de la région parisienne.

A 30 ans environ, vous avez une expérience significative dans le domaine de la vente liée aux composants et à l'informatique. Vous vous fixez comme objectif d'intégrer une société progressant très rapidement sur des marchés faisant appel à des technologies de pointe.

La connaissance de l'anglais, même élémentaire, est nécessaire pour ces postes très bien rémunérés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 695M à notre Conseil ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE



ALPHA-CDI

## Responsable Financier

Rennes

Une importante société internationale de biens d'équipements recherche, pour une de ses filiales à taille humaine,

### Un «Controller»

Il assistera la Direction Générale dans la gestion comptable et financière de la société, supervision de la comptabilité et transformation en comptabilité US, préparation et plans en liaison avec la direction financière du groupe, élaboration des prévisions de trésorerie etc., et définira, à court terme, les besoins en informatique.

De formation supérieure, vous avez acquis depuis 3-4 ans une bonne maîtrise des systèmes comptables français et anglo-saxons et vous connaissez bien l'anglais. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser cette expérience en exerçant des responsabilités opérationnelles et variées que seule une PME peut vous offrir et qui favorisera l'évolution de votre carrière, éventuellement internationale.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 371 à notre Conseil Nicole ANCESSI

SODEMU,  
22 rue Saint Augustin,  
75002 PARIS.

**Soderhu**  
MEMBRE DE SYNTIC

## cegos

## INFORMATIQUE

CEGOS Informatique est une unité d'une centaine de personnes - informaticiens, organisateurs - dont les activités portent sur le Conseil, la Réalisation, la Formation.

Notre développement est important et nous recherchons :

## CONSEIL EN METHODES

Grâce à votre très bonne pratique des méthodes de conception et de réalisation des systèmes informatiques de gestion (MERISE, AXIAL...)

- Vous développerez des activités de conseil chez nos clients et à la formation inter et intra-entreprises.
- Vous contribuerez au progrès des méthodes et de promotion de CEGOS INFORMATIQUE dans ce domaine.
- Vous participerez au perfectionnement de notre équipe de consultants et de nos équipes de réalisation dans l'utilisation des méthodes.

Vous avez le goût d'entreprendre et avez déjà exercé votre sens pédagogique.

Veillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous référence 22120/M à B. BROISIN - DOUTAZ, Directeur de CEGOS INFORMATIQUE - Tour Chénouaux - 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 - Boulogne Cedex. Christine DEFECHÉ, de Sète CEGOS INFORMATIQUE, participera à ce recrutement.

## Enseignement Assisté par Ordinateur

Filière d'un grand groupe français du secteur tertiaire, nous recherchons un

### Directeur de production de logiciels

Pour accompagner la création de notre activité EAO. Admettant une équipe de 15 à 20 personnes, il assurera la production de logiciels d'enseignement EAO, négocie avec les commanditaires, coordonne les prestations extérieures et assiste les services commerciaux dans les questions d'ingénierie.

32 ans minimum, de formation supérieure, de préférence ingénieur, dominant les techniques informatiques, c'est un animateur qui sait communiquer sa motivation à une équipe, et un pédagogue créatif, qui a une maîtrise inventive des outils de la communication audiovisuelle.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 403, à C. de la Roche - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

**Jacques Tixier S.A.**

MEMBRE DE SYNTIC

## emplois régionaux

## IUT de TOURS

29, rue du Pont-Volant  
37023 TOURS CEDEX

## TECHNIQUE

## COMMERCIALISATION AGRO-ALIMENTAIRE

Docteur ingénieur ou à sciences, expérience en recherche et développement biotechnologies agro-alimentaires. Enologie, génie, biochimie et microbiologie agro-alim., contrôle de qualité. Possibilité de recherche disponibilité et contacts avec les entreprises.

## LA VILLE DE STRASBOURG

per voie de concours  
UN PROFESSEUR DE PEINTURE

Ce concours aura lieu au cours du mois de mai 1985 à l'école des arts décoratifs, 1, rue de l'Académie, 67000 STRASBOURG. Date limite de dépôt des candidatures : 6 mai 1985. Pour tout renseignement, s'adresser sans tarder au service des affaires culturelles, centre administratif, 1, place de l'Étoile, 67000 STRASBOURG, BP 1048/1050. Tél. : 84-90-95, poste 3332.

Un organisme important rech. à Paris ou Versailles

DES FUTURS CADRES COMMERCIAUX (M.F.) Si vous avez le goût des contacts et des responsabilités, si vous avez l'ambition et du dynamisme régionaux-nous. Tél. pour Paris et banlieue Ouest au 550-24-03 poste 40 et pour la banlieue Sud au 680-62-62 poste 33.

Société de formation et de développement de logiciels

## COMMERCIAL(E) MI-TEMPS

Connaissant de préférence les graphiques. Tél. : 336-00-37.

## LA COFREMAC

(recherche en sciences sociales, conseil d'entreprises) CHERCHE URGENT

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL(E)

- Surtout de l'organisation, sachant obtenir la coopération des membres de l'équipe ; - Soit pour la gestion et le contrôle de gestion.

Ecrire à COFREMAC, 14, rue Milton, 75008 PARIS. En envoyant c.v., lettre manuscrite et photo.

Diffusion alternative

## REPRÉSENTANTS(ES) EXCLUSIFS

- Vente de livres. - Librairie de suite. - Déplacements provinciaux prévus. - Centre et Ouest + Paris.

Env. c.v. + photo au 35, rue des Bourdonnais, PARIS-14.

Importance société de transport COURVOISIER DÉPENSE

Filière d'un grand Groupe industriel recherche

## ADJOINT DIRECTION FINANCIERE

Études supérieures DECS-comptable ou équivalent. Expérience exigée. 30 ans minimum.

Adresser C.V., prétentions sous réf. 22.488, n° à porter sur enveloppe à La Publicité Française, 23, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.



**mazet**  
GROUPE PUBLICIS

AGENCE CONSEIL EN PUBLICITE POUR L'IMMOBILIER

EFFICACITE AU QUOTIDIEN

## SOCIÉTÉ RECHERCHE COMMERCIAUX

- Pr négociations à haut niv. - Formation assurée.

Téléphone : 878-56-47.

## COMPAGNIE D'ASSURANCES

cherche pour son SERVICE GESTION DES PLACEMENTS

## UN AGENT DE MAINTIEN

qui devra suivre les mouvements comptables relatifs aux valeurs mobilières et aux prêts.

Env. c.v. + photo au 35, rue des Bourdonnais, PARIS-14.

Importance société de transport COURVOISIER DÉPENSE

Filière d'un grand Groupe industriel recherche

## ADJOINT DIRECTION FINANCIERE

Études supérieures DECS-comptable ou équivalent. Expérience exigée. 30 ans minimum.

Adresser C.V., prétentions sous réf. 22.488, n° à porter sur enveloppe à La Publicité Française, 23, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.

## BUREAU INGÉNIEURIE

recherche INGÉNIEURS DOSSIER PÉTROLE GAZ

TEL. : 824-45-50.

## formation professionnelle

Formations professionnelles agréées CPE

## PROGRAMMEURS

LANGAGES INTERACTIFS Séances de M-AVRIL 1985

Centre International de Traitement Informatique

205-24-83 / 241-83-83.

## secrétaires

GROUPE ARCADE recherche

## JEUNE FEMME SECRÉTAIRE

Licence en droit. Pratique du traitement de textes appréciée.

Adr. C.V., photo + prétentions s/réf. JFS à GROUPE ARCADE 63, rue de la Victoire, 75008 PARIS.

## SECRÉTAIRE JURIDIQUE

pour seconde PDG-PME connaît. Droit de société se pré. ou écriture C.V., photo et prétentions à FORMAC 46, rue Turbigo, 75003 PARIS.

104 rue Réaumur  
236.36.60

UN IMPORTANT GROUPE DE PRESSE FRANÇAIS souhaite renforcer son équipe commerciale par l'apport d'un homme de marketing. Elle recherche

### UN CHEF DE PRODUIT CONFIRMÉ

Qui, au sein de la Direction Marketing et Commerciale, se verra confier l'élaboration de la politique des produits existants et de produits nouveaux dérivés. Ce poste conviendrait à un Cadre récemment diplômé d'une Ecole de Commerce, ou équivalent, ayant 3 ans d'expérience dans le Marketing (presse spécialisée), à la fois créatif et rigoureux et témoignant d'un excellent esprit d'équipe.

Envoyer c.v. sous réf. 296 à SWEETS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

## DEMANDES D'EMPLOIS

### CADRE BANCAIRE

37 ans Dynamique, expérience diversifiée Sciences Po/Eco-Fi, Sciences Eco.

Anglais, allemand. Exploitation commerciale, analyse financière, audit, opérations internationales.

Cherche poste banque, direction financière assurances, holding, société de conseil, agent de change, établissement financier, entreprise.

Ecrire sous n° 2 240 le Monde Pub., services annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

## CADRE 33 ANS

Sc. Po Paris (6001) + droit + Sc. Economiques.

Expérience annonceur et Agence de publicité.

Recherche

Poste de Directeur de la Communication (poste existant ou à créer)

Ecrire s/réf. 304.486 M à Régie Presse 7, rue de Montcaury - 75007 Paris.

## INFORMATICIEN

homme 45 ans 10 ans chez constructeur mini-informatique

support technico-commercial ou formateur enseignant en logiciel de gestion micro. M. MICHEL BERTRAND, 28, boulevard Grand-Rue, 95800 PRESLES

Téléphone : 034-21-24.

Employés de bureau, dactylo chiffres, opérations de séisme, traitement de textes sur IBM, ch. emploi stable, Paris ou région Paris, libre de suite. Tél. matin : 953-88-18.

Jeune diplômée école supérieure de commerce + DECS, libérée O.M. Recherche poste gestion financière débutant.

BERNARD S. 11 bis, rue de la Mare, 91480 CLUNY-SUR-SEINE. Téléphone : 800-52-53

## capitaux propositions commerciales

PME micro/éco-informatique possédant portefeuille clientèle type industriel hura technico recherche pour nouvelle étape de croissance.

PARTICIPATION MINORITAIRE SON RAPPORT GARANT. Ecrire s/réf. 11.942 à P. LICHIAU S.A. BP 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

## propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur notre revue spécialisée

FRANCE CARRIÈRES (C 18) 6.P. 402. 08 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (M 1)

3, rue Montyon, 75428 PARIS CEDEX 08.

## gérances libres

JEUNE HOMME 35 ANS 8 ans d'expérience, recherche gérance libre, 50-70 chaudières, Paris ou région parisienne.

Téléphone au 953-84-97 ou écrire à M<sup>me</sup> CART, bte. 9 89, r. de Reuilly, Paris-12<sup>e</sup>.

## automobiles

A VENDRE PARKING 2<sup>e</sup> se-sol, métro LA CHAPELLE 5-7, r. Stephenson, Paris-18<sup>e</sup>. Prix 32 000 F. T. 523-25-67.

مكتبة المصطفى







## SOCIAL

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DE LA CFDT

### Le malaise de la confédération est devenu crise estime la fédération des finances

La CFDT poursuit activement la préparation de son quarantième congrès confédéral en juin prochain à Bordeaux. Les 24, 25 et 26 avril, elle tiendra un conseil national au cours duquel M. Edmond Maire, quatorze ans presque jour pour jour après avoir été élu secrétaire général, présentera un rapport. « Ce que veut la CFDT », pour éclairer les débats du congrès (*le Monde* du 13 mars). Si la direction confédérale s'est irritée des « fuites » auxquelles ce document avait donné lieu dans la presse, elle ne peut que se réjouir de ses retombées internes. Certaines aspirations ont été gommées, et M. Maire ne devrait guère avoir de difficultés à obtenir à Bordeaux son quinquagésime anniversaire. Pour autant, il restera à rétablir l'homogénéité interne d'une confédération durablement ébranlée par l'échec de la négociation sur la flexibilité de l'emploi, notamment au sein de la commission exécutive, dans la perspective d'une éventuelle succession de M. Maire en 1988...

Pour l'heure, le dernier délai est tombé pour le dépôt d'amendements par les syndicats sur le projet de résolution générale. La commission des résolutions devrait en faire le recensement d'ici une dizaine de jours, mais, d'ores et déjà, leur nombre est « nettement inférieur » à celui obtenu lors de la préparation du congrès de Metz en 1982. Le « contre-texte » d'Hacuitex (habillement, cuir, textile) a été déposé comme « amendement global » par au moins cent cinquante syndicats — dont quarante-cinq d'Hacuitex et trente-cinq de Basse-Normandie — et la barre des deux cents pourrait

être atteinte (*le Monde* du 12 mars). Un mois avant le congrès confédéral, Hacuitex a l'intention de faire circuler une liste de syndicats ayant soutenu sa démarche.

Le débat au prochain conseil national ne devait pas donner lieu à un vote sur le rapport de M. Maire, certains opposants avaient imaginé le dépôt d'une résolution sur l'action pour obliger chacun à se compter. Mais Hacuitex a décidé de ne pas s'engager dans une telle voie. Quant à la Basse-Normandie, elle a adressé aux participants au conseil national un texte sur l'emploi. L'Union régionale de Basse-Normandie entend populariser un certain nombre de revendications « concrètes » pour sortir de cette image de diplomate archaïque qu'on lui colle. Ainsi, lors de son récent congrès, s'est-elle prononcée pour « la réduction du temps de travail massive et rapide de trente-cinq heures associée à des mesures fiscales pour les entreprises à faible rentabilité ou à forte main-d'œuvre ne soient pas pénalisées ». Elle a proposé la fiscalisation des ressources des allocations familiales et le calcul de la part patronale des indemnités journalières de maladie sur la valeur ajoutée avec, en contrepartie, la compensation salariale intégrale jusqu'à deux fois le SMIC et « le refus de toute forme de précarité ».

De son côté, la fédération des finances, oppositionnelle et candidate au bureau national — où elle ne figure pas actuellement — a adressé un texte de vingt-quatre pages à mille cinq cents militants pour éclairer ses syndicats par rapport au congrès, sans pour autant ratifier en

tant que tel le « contre-texte » Hacuitex, un peu à la manière de la « contribution » de la fédération de la chimie. Dans ce texte, la fédération des finances se réjouit d'embellir de ne plus être isolée dans ses critiques. S'en prenant aux « interventions politiciennes » de M. Maire et à la « dérive » du langage confédéral, elle souligne, au-delà des thèses classiques sur l'unité d'action et la globalisation des luttes, qu'à la CFDT le malaise est devenu crise : « Nous oscillons aujourd'hui entre la deuxième et la troisième place en termes électoraux. Notre organisation s'est affaiblie, chacun a le sentiment d'un déclin. (...) La politique d'action conduite depuis trois ans débouche sur un bilan d'échec. Les premières priorités de l'organisation, l'emploi, la réduction du temps de travail, les inégalités, ne progressent pas. »

Critiquant sévèrement l'action gouvernementale d'un « gauche hasardeuse », elle dénonce la « fracture du profil bas » et le brouillage de nos revendications en matière salariale ou de réduction du temps de travail, et le fait que, dans la CFDT, ce soit la négociation — et non l'action — qui soit devenue le « moteur » des transformations sociales. Tout en s'assignant la tâche d'être « plus résolue » dans la voie de l'adaptation du syndicalisme, elle accuse la confédération de défendre une analyse qui conduit « à liquider sans véritable examen des acquis fondamentaux de la CFDT. Le risque est dès lors de nous placer à la remorque des libéraux de gauche ou de droite, de nous intégrer à la gestion à la marge des dégâts de la crise, de nous faire dériver vers des changements « sociaux » qui ne dérangeraient pas les classes dominantes ».

MICHEL NOBLECOURT.

## AGRICULTURE

### La négociation sur les prix européens est bloquée

Les paysans devront attendre

Luxembourg (Communautés européennes). — Les agriculteurs devront attendre : en raison de l'intransigeance des Allemands — qui refusent en particulier toute baisse des prix des céréales — les ministres de l'Agriculture des Dix n'ont pas été en mesure, mardi 2 avril, de fixer les prix agricoles. La situation étant totalement bloquée, ils ont interrompu leurs travaux plus vite que prévu et se sont contentés de proroger une nouvelle fois les prix de campagne s'appliquant aux produits laitiers, à la viande bovine et à la viande ovine jusqu'au 27 avril. Les Dix se retrouveront à Bruxelles les 22 et 23 avril avec l'espoir de conclure.

M. Pandolfi, le ministre italien qui préside les travaux du Conseil, aurait apparemment préféré un délai plus long, par exemple jusqu'à la fin mai, pour réfléchir dans le calme à la façon de sortir de l'impasse actuelle. Un tel répit lui aurait également permis, ainsi qu'à M. Kiechle, le ministre allemand, de passer sans trop de remous le cap d'élections régionales qui doivent avoir lieu vers le 10 mai.

Mais d'autres Etats membres, dont la France qui insiste pour que la nouvelle grille des prix soit fixée le plus vite possible, ne l'ont pas entendu de la sorte. M. Pandolfi, devenu-ils, s'accommoderait très volontiers d'une reconduction pure et simple des prix communs actuels, donc des prix en ECU pour un an. En effet, une telle reconduction aurait notamment comme avantage pour l'Italie de différer la réduction du soutien accordé aux fruits et légumes et, en particulier, aux tomates que propose la commission. 1985-1986 serait présentée comme une année de transition utilisée pour réfléchir, de manière sereine, à l'avenir de la politique agricole commune... M. Rocard a résolulement écarté une telle perspective.

De notre correspondant

M. Pandolfi, qui a reçu, mardi 2 avril, les dirigeants du COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE), parmi lesquels M. François Guillaume, le président de la FNSEA, a annoncé son intention de présenter à la prochaine session un compromis s'écarterait sensiblement des propositions de la commission européenne. Il aurait indiqué aux professionnels son souci d'éviter de placer un gouvernement membre — il songeait, bien sûr, à la RFA — dans une situation trop insupportable. Cela semblerait indiquer que le ministre italien estime politiquement difficile de maintenir la proposition de baisse des prix des céréales.

A moins qu'il n'ait pas renoncé à son idée de reconduction pure et simple des prix, on s'interroge sur la formule de remplacement qu'il peut avoir en tête. S'agissant des céréales, le problème central cette année, certains dirigeants professionnels considèrent que l'accord, ou moins au sein du COPA, c'est-à-dire des agriculteurs, pourrait se faire sur une légère augmentation des prix (1 % à 2 %), assortie d'une taxe de coresponsabilité, peut-être modulée selon la taille des exploitations. Son produit servirait à financer la politique d'exportation de la Communauté. Mais les Britanniques ont toujours opposé un refus de principe à une telle formule.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Aux Etats-Unis

### Grève de la faim de parlementaires pour sauver les fermiers du Minnesota

Dans l'Etat du Minnesota, trente-six parlementaires démocrates ont entamé depuis lundi 1<sup>er</sup> avril une grève de la faim pour obtenir le vote, par le Congrès de l'Etat, d'une loi suspendant les salaires des fermes pendant un an. « Il s'agit d'un geste symbolique », a souligné M. Todd Otis, membre de la Chambre des représentants de l'Etat, destiné à montrer à ceux qui souffrent de l'insécurité économique que tout le monde n'est pas indifférent. »

Par deux fois déjà, le Sénat du Minnesota, où les démocrates sont majoritaires, a adopté une loi prévoyant le report du paie-

ment des dettes des agriculteurs en difficulté. Mais, par deux fois, la Chambre des représentants de l'Etat, en majorité républicaine, a repoussé cette proposition. Un moratoire sur les dettes n'est pas une réponse véritable aux difficultés de l'agriculture américaine, a expliqué l'un des grévistes de la faim, mais « il faut faire quelque chose pour attirer l'attention de Washington ». Les trente-six parlementaires se sont engagés à faire cette grève ou à maintenir une veille permanente jusqu'à ce que le Congrès de l'Etat vote la moratoire.

## ÉNERGIE

### Les tarifs industriels du gaz sont libérés

Le gouvernement a décidé de libérer les prix du gaz destiné à la grande industrie. Cette libération se traduira dès le 8 avril par une hausse de 0,85 centimes par kilowatt-heure, soit 6 % des tarifs dits « à souscription ». Ces tarifs sont appliqués à mille trois cents clients industriels de Gaz de France, représentant 40 % des ventes et 27 % du chiffre d'affaires de l'établissement.

Jusqu'ici, les barèmes déposés par Gaz de France étaient soumis au droit de veto des pouvoirs publics. Désormais, l'établissement public sera libre de fixer ses tarifs en fonction de l'évolution de ses prix de revient. La hausse du mois d'avril correspond, selon GDF, à un dernier « rattrapage » des insuffisantes augmentations de prix des années précédentes. Par la suite, l'évolution des prix industriels du gaz pourrait être plus modérée : la plupart des paramètres influençant le prix de revient — cours du dollar, prix des produits pétroliers, notamment — sont actuellement plutôt orientés à la baisse et la révision, en cours ou déjà acquise, de la plupart de ses grands contrats d'approvisionnement devrait réduire ses coûts d'achat.

Surtout, Gaz de France ne peut aller trop loin s'il veut garder, voire améliorer, sa part du marché. Les tarifs industriels du gaz ont déjà beaucoup augmenté depuis l'an passé : + 5,9 % en février 1984, + 7,5 % en octobre 1984, + 6 % le 1<sup>er</sup> janvier 1985, et certains indus-

triels français se plaignent d'avoir le gaz le plus cher du monde, ce que conteste GDF. Il est certain toutefois qu'à l'heure où la concurrence avec les autres sources d'énergie — électricité, fuel — s'aggrave, l'établissement se doit d'une certaine prudence tarifaire. Même les industries « captives » comme les producteurs d'engrais pourraient à terme être découragées et tenter de se délocaliser près des sources bon marché (EDF-Chimie a investi au Qatar).

La décision des pouvoirs publics s'explique par le souci de permettre à Gaz de France de rétablir quelque peu ses équilibres financiers. L'établissement a accumulé près de 10 milliards de francs de pertes depuis 1980, faute notamment d'avoir pu récupérer dans ses prix la hausse continue de ses charges, liée notamment à l'envolée du dollar et au prix élevé de certains contrats (Algérie). La possibilité désormais ouverte d'adapter instantanément une partie au moins de ses ventes — les tarifs domestiques, eux, ne sont pas libérés — à l'évolution de ses coûts, si elle ne suffit pas, selon la direction, à retrouver l'équilibre en 1985 (1), devrait néanmoins alléger notablement les conditions d'exploitation.

V. M.

(1) Un déficit de même ampleur que l'an passé (3 milliards de francs) était envisagé pour 1985.

(Publié)

## COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

### APPEL D'OFFRES

La Commission des Communautés Européennes se propose d'ouvrir un appel d'offres limité à l'agglomération parisienne pour la conception artistique et technique, la coordination et le contrôle de fabrication de son magazine *30 Jours d'Europe*, édité par le Bureau de Paris de Presse et d'Informations des Communautés Européennes.

Toute société désirant participer à l'appel d'offres doit en informer le Directeur du Bureau de Presse et d'Informations, 61, rue des Belles-Feuilles - 75782 Paris cedex 16.

Pour être recevable, la demande doit :

- 1) parvenir au Bureau de Presse et d'Information des Communautés Européennes par lettre recommandée avant le vendredi 19 avril 1985 (le cachet de la poste faisant foi) ;
- 2) être accompagnée par une description de la Société, son aptitude à fournir les services demandés, des références à des services identiques déjà rendus et toutes autres informations utiles.

L'appel d'offres complet avec spécifications détaillées des services à fournir, devrait être lancé courant mai 1985.

### Les sidérurgistes lorrains à l'heure des comptes

(Suite de la première page)

« Comme la liste des noms n'était pas publiée, chacun a tendance à espérer qu'il sera épargné », observe, après tant d'entrées, M. Duvert, sous-préfet chargé à Nancy, des dossiers de reconversion du nord de la Lorraine. « Ils croient tous que ce sera l'autre », ajoute-t-il, en soulignant lui aussi l'habitude des sidérurgistes à vivre dans un univers protégé, à l'abri de la grande entreprise, leur « mère » à tout.

Rares sont ceux, en effet, qui ont voulu être lucides, ou ont été capables de devancer l'évolution, car il fallait du courage pour aller à l'encontre du climat ambiant, pour abandonner la tradition de l'acier. Certains ont bien su qu'ils étaient en train de se faire, mais les uns, comme à Rehon de 1982 à 1984, mais on a aussi vu que cela renforçait le camp des irréductibles chez ceux qui restaient, tous condamnés dans le front du refus.

La même histoire pourrait se répéter avec la CGT, qui s'oppose toujours à la nouvelle CGPS (Convention générale de protection sociale) et — plus significatif de l'état de délabrement du mouvement syndical — avec l'inflexibilité des syndicats « indépendants », qui viennent d'apparaître en force (à Nerves-Maisons, ils ont réussi à s'imposer dès le premier tour des élections professionnelles). Seule la CFDT s'essaie à plus de réalisme, non sans ambiguïté. Mais elle n'est pas pour autant récompensée, ainsi qu'en témoigne l'exemple des MISE (Module d'information de sensibilisation et d'évaluation), dont, à l'expérience, chacun se rend compte qu'ils ne correspondent pas à l'objectif d'origine.

### Sélection ou orientation

Par rapport à l'ancienne Convention générale de protection sociale (CGPS), qui prévoyait essentiellement le départ et prétraitement à cinquante ans, la nouvelle CGPS, qui a été négociée pendant l'été 1984, devait intégrer les différentes solutions sociales imaginées par le gouvernement pour venir à bout des sureffets autrement que par les retraitements anticipés. Ainsi, pensait-on, le dispositif de restructuration de la sidérurgie pourrait utiliser, selon les cas, plusieurs mesures, telles que la mutation interne dans d'autres établissements ou filiales de groupe, l'aide au retour pour les travailleurs immigrés, le reclassement dans les entreprises présentes ou à implanter en Lorraine — parfois assorti d'une formation — et, en dernière proposition, le congé de conversion qui pouvait, pour les volontaires, se transformer en un départ immédiat avec la capitalisation des droits.

Cherchant des assurances, les syndicats discutèrent surtout du congé de conversion qui devint, à cette occasion, le contrat de formation-conversion dont les règles furent précisées Outre l'assurance

d'une formation adaptée, ils obtinrent que chaque salarié puisse recevoir au minimum deux propositions d'emploi avant que son contrat de travail avec l'entreprise ne soit rompu. Pour plus de garanties, ils négocieront aussi la mise en place de commissions tripartites de suivi, chargées régionalement et par bassin sidérurgique de veiller à l'application de la nouvelle CGPS. Enfin, et principalement à l'instigation de la CFDT, ils réclamèrent des MISE, d'une durée de cinq jours, au cours desquels les sidérurgistes seraient amenés à prendre conscience de la situation, à s'informer des possibilités offertes puis seraient soumis à des tests qui permettraient de connaître son niveau de formation et ses aptitudes personnelles.

Malheureusement, les MISE ne correspondent pas toujours à cette définition, dans la réalité. En raison du retard pris, le cas de 800 personnes seulement a été examiné en 1984 et 4 000 le seront en 1985. Tant et si bien que formateurs et syndicalistes supposent maintenant que la désignation pour un passage par un MISE préfigure, pour les directions, l'inscription sur la liste des partants. « C'est un risque de dénaturer le moyen d'une présélection », s'inquiète la CFDT, alors que « cela devait servir à l'orientation en fonction d'un projet professionnel individuel », précisent les formateurs ou même AFPA, très préoccupés par cette évolution, très éloignée du « volontariat prévu ». Brusquement, à l'occasion du MISE, les sidérurgistes découvrent les risques qui pèsent sur leur avenir et, souvent appuyés en cela par la CGT, refusent d'y venir.

Mais là n'est pas l'unique difficulté. « A l'origine, les congés de conversion devaient correspondre à un solde de sureffets après le traitement par les autres mesures », rappelle M. Chérèque, moins sévère à l'égard des MISE. « Aujourd'hui, le risque c'est aussi de voir les usines de la sidérurgie se débarrasser des ses « bras cassés » et donc de rendre impossible toute tentative de reconversion industrielle. »

Par son ampleur, l'opération actuellement en cours dans une Lorraine traumatisée par la fin de la sidérurgie pose, en effet, toute une série de problèmes délicats. A la diminution brutale des sureffets — et on voit dans quelles conditions — doit pouvoir répondre une offre de formation et, parallèlement, une offre d'emploi. Y aura-t-il concorde de temps, et adéquation, entre toutes ces actions, devenues autant de missions impossibles ?

ALAIN LEBEAUCHE.

Prochain article :

A la recherche des créateurs d'emploi

## ÉTRANGER

### LA QUERELLE COMMERCIALE ENTRE WASHINGTON ET TOKYO

#### Le Sénat américain manifeste une irritation croissante envers le Japon

De notre correspondant

Washington. — La pression en faveur de mesures protectionnistes à l'encontre du Japon s'est intensifiée, le 2 avril, au Congrès américain, tandis que la Maison Blanche et le département d'Etat s'efforcent de ramener les parlementaires à plus de mesure.

La commission des finances du Sénat s'est prononcée — par 12 voix contre 4 — en faveur de l'instauration de quotas d'importation ou de droits compensatoires sur les produits japonais, si le marché nippon n'était pas plus largement ouvert aux importations américaines. La mauvaise humeur des sénateurs — par ailleurs heureux de pouvoir s'affirmer vis-à-vis de la Maison Blanche sur un thème populaire — est évidente. La Chambre des représentants a adopté, quant à elle, également mardi, — par 394 voix contre 19 — une résolution appelant M. Reagan à fermer l'Amérique au Japon à ce dernier ne s'ouvre pas plus à elle.

Face à l'assaut, le président des Etats-Unis a très nettement réaffirmé, mardi, son opposition à tout protectionnisme et sa « confiance »

dans la volonté de M. Nakasone de trouver une solution. Les fonctionnaires de la Maison Blanche ont fait savoir de leur côté que, à la suite de la mission effectuée le week-end dernier à Tokyo par deux envoyés spéciaux présidentiels, des progrès avaient été faits notamment sur les possibilités qu'aura l'industrie américaine de profiter de la privatisation (effective depuis lundi) — des télécommunications japonaises. Dans un long communiqué, le département d'Etat n'a souligné que des mesures de représailles pourraient être aussi néfastes aux Etats-Unis qu'au Japon.

Objets de rumeurs contradictoires, les progrès dont il est fait état officiellement, mais sans précision, semblent cependant très relatifs. Les mesures d'ouverture du marché japonais que Tokyo devrait annoncer le 9 avril sont maintenant attendues avec nervosité à Washington. Quelques jours plus tard, les 13 et 14 avril, M. Shultz devrait recevoir son homologue japonais, M. Shintaro Abe.

B. G.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ less + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-UL	9,4200 9,4600	+ 130 + 155	+ 255 + 295	+ 500 + 625
5 em.	6,9850 6,9175	- 16 + 27	- 5 + 49	- 38 + 102
Yen (100)	3,7254 3,7625	+ 130 + 144	+ 260 + 283	+ 73 + 131
DM	3,4000 3,4535	+ 118 + 131	+ 242 + 260	+ 468 + 711
Mark	2,9807 2,9855	+ 76 + 86	+ 162 + 178	+ 472 + 518
F.R. (100)	15,1522 15,1804	+ 20 + 78	+ 56 + 126	+ 121 + 416
F.S.	3,2964 3,4043	+ 152 + 171	+ 308 + 333	+ 878 + 942
L. (100)	4,7708 4,7779	- 180 - 156	- 337 - 380	- 1.043 - 940
F. franc	11,5711 11,6136	- 324 - 274	- 531 - 455	- 1.013 - 815

### TAUX DES EUROMONNAIES

	5 5/8	5 7/8	5 11/16	5 13/16	5 7/8	9	9 1/16	9 1/8
DM	5 5/8	5 7/8	5 11/16	5 13/16	5 15/16	6 1/16	6 1/8	6 3/16
Mark	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 1/4
F.R. (100)	10 1/4	10 1/2	10 5/16	10 1/2	10 5/16	10 1/2	10 1/2	10 1/2
F.S.	3 1/4	3 1/2	3 3/16	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
L. (100)	14	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
F. franc	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 5/8	10 7/8	11 1/8	11 3/8

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

مكتبة لاهور



# TRANSPORTS

## La France et la Grande-Bretagne lancent une consultation détaillée pour la construction d'une liaison trans-Manche

Les ministres chargés des transports français - M. Paul Quilès et M. Jean Auroux - et britannique - M. Nicholas Ridley - ont rendu public, le mardi 2 avril, le texte d'une consultation en vue de la construction et de l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche entre le Royaume-Uni et la France. Les entreprises et les groupes financiers candidats devaient dire, avant le 31 octobre

1985, comment ils comptent franchir le bras de mer de 35 kilomètres du pas de Calais, qui sépare l'Angleterre du continent. Le projet du tunnel ou du pont est donc relancé. Il avait été arrêté en 1976 par le gouvernement britannique.

Cette consultation a pour but de préparer le choix des deux gouvernements entre les groupements candidats à la concession et entre les différents types de liaisons possibles : rail, route, mixte, tunnel, pont,

ouvrage composite. Les entreprises de tous les pays peuvent déposer leurs propositions. Le groupement retenu devra financer, réaliser et exploiter l'ouvrage sans apport budgétaire ni garanties financières des deux Etats. En contrepartie, ceux-ci lui donneront les garanties politiques nécessaires à l'engagement des moyens financiers considérables requis, soit de 25 à 50 milliards de francs. Ils s'autorisent à percevoir un péage sur les usagers. A la fin de l'année 1985, le concessionnaire sera désigné en fonction de la fiabilité financière et technique de son projet, des garanties qu'il offrira, de l'impact sur l'environnement et de la sécurité de l'ouvrage, enfin de la qualité des services offerts.

● **EN CAS DE PONT.** - Dans les zones côtières, la passe navigable entre les piles d'un pont devra mesurer au moins 400 mètres et le tirant d'eau 50 mètres. Au centre de la Manche, le tirant d'eau devra atteindre 70 mètres. L'ouvrage devra résister au choc d'un navire lancé à la vitesse de 17 nœuds.

● **LE CONTRÔLE AUX FRONTIÈRES.** - L'idéal consisterait à installer les contrôles douaniers et d'immigration d'un seul côté de l'ouvrage. Les discussions se poursuivent pour trancher si ce sera en Grande-Bretagne ou en France. Des mesures draconiennes seront prises pour empêcher l'entrée « non autorisée » en Grande-Bretagne d'animaux et pour prévenir la propagation de la rage.

● **LES RECETTES.** - Elles seront réparties à égalité si la concession est accordée à une société britannique et à une société française.

● **LES IMPÔTS.** - Chaque pays appliquera sa fiscalité à une moitié de l'ouvrage. Les deux gouvernements dépendront à la Communauté européenne d'exonérer les péages de la TVA. Rien n'est encore arrêté pour la vente de produits hors taxe.

### Deux groupes

#### en compétition

MM. Quilès et Auroux ont détaillé les deux seuls projets qui, à leur connaissance, associent des entreprises et des institutions financières françaises et britanniques.

Il existe, d'une part, le projet « Eurotunnel », qui rassemble Trafalgar House, John Howard, Fairclough, British Ship Builders, British Steel (Grande-Bretagne), et la Société générale, Paribas, les Grands Travaux de Marseille, Alstom-Atlantique (France). Il s'agit d'une liaison routière moitié pont, moitié tunnel, à laquelle s'ajoutera un tunnel ferroviaire foré. La construction coûterait 45 milliards de francs, durerait six ans et créerait cent cinquante mille emplois.

D'autre part, le groupe « Tunnel forcé » se constitue autour de National Westminster, Tarmac, Wimpey, Balfour Beatty, Taylor Woodrow (Grande-Bretagne) ; Indo-Suez, BNP, Crédit Lyonnais, Bouygues, Dumez, SPIE-Batignolles, SGE, SAE-Borie (France). Il projette un tunnel foré pour navette ferroviaire qui coûterait 21 milliards de francs, demanderait cinq ou six ans de travaux et créerait quatre-vingt-dix mille emplois.

M. Paul Quilès, qui est un partisan convaincu d'une liaison fixe trans-Manche, voit dans la consultation de cette consultation « un grand pas » en avant.

ALAIN FAUJAS.

Les directives gouvernementales seront publiées prochainement dans les journaux officiels des deux pays. Elles concerneront :

● **LA SÉCURITÉ.** - S'il s'agit d'un tunnel, l'exploitant devra être en mesure de faire sortir à l'air libre les usagers en une heure et demi au maximum si le trafic ferroviaire ou routier est interrompu. Les flux des véhicules automobiles étant séparés, le problème de la circulation à droite ou à gauche ne se posera pas. Les voitures se déplaceront selon les règles en vigueur dans le pays qu'elles quitteront.

● **LES DESSERTES DE L'OUVRAGE.** - La Grande-Bretagne a prévu d'achever l'autoroute M 20 entre Folkestone et Londres et de construire une nouvelle route Douvres-Folkestone. De son côté, la France achèvera la section Saint-Omer-Calais de l'autoroute A 26 et amènera la voie rapide Calais-Marek-en-Barcel.

● **EN CAS DE LIAISON ROUTIÈRE.** - Pont ou tunnel, l'ouvrage devra comporter deux fois deux voies flanquées d'une bande d'arrêt d'urgence. Dans le tunnel, les automobilistes pourront être informés par radio de tout incident. La vitesse minimum de la circulation sera de 80 km/heure.

● **EN CAS DE LIAISON FERRATAIRE.** - La ligne sera électrifiée en courant alternatif de 25 000 volts. Le gabarit du matériel roulant sera le gabarit continental qui est plus important. Le tracé devra autoriser une vitesse de 160 km/heure.

● **EN CAS DE TUNNEL.** - Le tunnel pourra être foré sous le fond de la mer dans la craie. Il pourra être aussi composé de caissons de béton mis bout à bout sur le fond du détroit.

● **GRÈCE :** fermeture des chantiers navals Niarchos. - Les chantiers navals de l'armateur Stavros Niarchos (une des plus grandes entreprises grecques qui emploie quatre mille huit cents personnes), seront définitivement fermés pour des raisons économiques à partir du 8 avril. A-t-on appris le 2 avril auprès de la direction de l'entreprise. Le conseil d'administration souligne que « la poursuite des activités des chantiers navals est impossible à cause de la longue et grave crise que traverse l'entreprise depuis quelques années ». Il invite les ouvriers à demander leurs indemnités. Les chantiers sont situés à Skaramanga, à l'ouest d'Athènes. Construits en 1956, ils disposent du plus grand bassin de construction ou de car-

## AFFAIRES

### LE DÉBAT SUR LES NATIONALISATIONS

#### Les flèches de M. Noir (RPR)

Sur du velours. M. Michel Noir, secrétaire national à l'industrie du RPR et député du Rhône, a la partie belle : il le sait, il en profite. M. Cresson, lors du conseil des ministres du 27 mars, avait mis en avant le « redressement financier spectaculaire » des groupes nationalisés en 1982, se félicitant de « la contribution essentielle au développement économique et social du pays » des entreprises publiques. Or le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur avait à cette occasion utilisé des références variables. Tenté, pour les résultats financiers, elle considérait cinq groupes nationalisés en 1982 (CGE, Saint-Gobain, Thomson, Paichinay et Rhône-Poulenc) oubliant la sidérurgie ou la CGCT, tantôt, pour les efforts de recherche ou les exportations, le ministre englobait dix-sept groupes publics ajoutant aux précédents Elf, Dassault, Matra, etc.

Cette « géométrie variable » avait le mérite de mettre en valeur les bons chiffres, mais était à l'évidence trompeuse, en tout cas incohérente.

L'occasion n'allait pas être manquée par l'opposition de dénoncer la « désinformation » du gouvernement. Dès le lendemain, M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, le soulignait (le Monde du 30 mars).

Le 2 avril, M. Noir est revenu à la charge au cours d'une conférence de presse. Pour le député, « la cocorico poussé est fort déplacé, car la France, qui n'est pas seule, recule (en réalité) dans la compétition mondiale ». Et d'utiliser, avec calme et se pla-

cant au-delà de toute polémique, « les chiffres officiels », ceux de l'observatoire des entreprises nationales, qui viennent justement d'être publiés par les services de Mme Cresson. « La panoplie des manipulations » est détaillée : certaines cessions d'actifs, la non-consolidation de certaines pertes dont la presse s'est faite écho (celles de Société générale d'entreprise, par le CGE ou Saint-Gobain, celles de Lignes télégraphiques et téléphoniques par Thomson), « les plongeurs passés sous silence » de Renault, ou le CGCT. M. Noir évoque même Gez de France, n'évitant pas à son tour des références inappropriées (cette entreprise n'est pas prise en compte par l'observatoire). Qu'importe : l'essentiel n'est pas là - « le débat politique gagnerait en audience et en crédibilité s'il n'était pas consacré à de vulgaires polémiques sur les chiffres » - mais à « l'urgence de relever les défis posés par la troisième révolution industrielle ». Il faut répondre « aux vraies questions », selon le député RPR, que sont la compétitivité de l'industrie française, le développement des PMI - « les aides publiques sont concentrées à 75 % sur les grandes entreprises publiques alors que ce sont les PMI qui innovent et créent des emplois » - et la formation et la qualification des personnels. Vraies et complexes questions auxquelles M. Noir répond par « une seule logique » : la dénationalisation, sans apporter toutefois sur ce sujet crucial les détails que tout le monde - désormais - attend.

E.-L. B.

### CONCENTRATION DANS LA PUBLICITÉ

#### Roux-Séguéla absorbe Effivente

La concentration se poursuit dans le monde de la publicité. M. Bernard Roux, PDG de RSCG (Roux-Séguéla-Cayzac et Goudard), troisième groupe publicitaire français derrière Havas et Publicis, a annoncé le rachat total, effectif à la fin de 1985, de l'agence Effivente. Son PDG, M. Michel L'Hopiteux, devait vice-président de RSCG Paris, tandis que M. Alain Cayzac est nommé vice-président d'Effivente International.

Effivente, créé en 1957, a réalisé un chiffre d'affaires de 225 millions de francs environ en 1984 et connaît des débouchés financiers. RSCG est cependant intéressé, car cette reprise lui permet, selon M. Roux, de renforcer son implan-

tation en France tout en bénéficiant des budgets internationaux d'Effivente tels que Pernod-Ricard, Elf, Chambourcy, Olida... RSCG a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de francs et ambitionne de devenir le premier groupe français, devant Havas et Publicis, en 1990. Effivente lui apportera 30 millions de francs de marge brute, ce qui lui permettrait de rivaliser, en terme de résultats, avec les deux premiers du classement.

M. Roux a enfin indiqué que RSCG poursuivait ses négociations entamées depuis cinq ans pour s'implanter aux Etats-Unis. Cette opération pourrait déboucher avant la fin de l'année, a-t-il ajouté.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BANQUE DE UNION EUROPÉENNE

### RÉSULTATS 1984

Le conseil d'administration s'est réuni le 26 mars 1985, sous la présidence de M. François Carvès, pour examiner les comptes de 1984.

Les comptes, qui seront présentés à l'assemblée générale, enregistreront la poursuite du redressement de l'exploitation courante amorcé en 1983. Par rapport à l'exercice précédent, la progression est de 55 %.

Le déroulement favorable de l'exploitation a permis de compléter les provisions sur risques (tant publiques que privées) à l'étranger. Quant aux mesures liées à la mise en liquidation de Cressot-

Loire, qui peuvent être estimés à l'heure actuelle à 300 millions de francs, ils ont pu être compensés par l'abandon d'un prêt consenti à la banque en 1983 par une société du groupe CIC ; ce concours avait été fait en relais d'un prêt participatif du FDES dont l'abandon a été demandé à l'Etat.

Après provisions et plus-values, le bénéfice s'établit à 23 millions de francs, soit à un niveau légèrement supérieur à celui de 1983.

Le tableau suivant résume l'évolution des chiffres caractéristiques :

	1981	1982	1983	1984
	(en millions de francs)			
Résultats d'exploitation courante	(- 49)	(- 100)	131	202
Plus-values et profits exceptionnels	61	146	84	312
Provisions	(110)	(245)	(194)	(491)*
Résultat net	(98)	(199)	21	23

\* Dont CRESSOT-LOIRE 300.

Désormais sortis des difficultés liées à une conjoncture industrielle et monétaire très favorable, la Banque de l'Union Européenne se trouve en état de

joindre le rôle prévu pour elle au sein du groupe du CIC, notamment par le développement de ses activités financières et internationales.

### LA BANQUE NATIONALE DE PARIS EN CHINE

Première banque française implantée en République populaire de Chine avec quatre bureaux de représentation à Pékin, Canton, Shanghai et Shenzhen, la Banque Nationale de Paris vient de participer à la création de trois nouvelles sociétés en Chine :

- la China International Non Ferrous Metals Leasing Company à Pékin a pour objet le financement en crédit-bail d'équipements importés nécessaires à la modernisation des quelque 800 entreprises chinoises de l'industrie des métaux non ferreux. Elle associe, aux côtés de la B.N.P., trois partenaires chinois, dont la China National Non Ferrous Metals Industry Corporation, la Banque de Chine et un partenaire américain, la First Interstate Bank of California ;

- la South China International Leasing Company Ltd, dans la zone économique spéciale de Shenzhen, a fait l'objet d'un protocole d'accord, le 18 mars, et permettra de financer des équipements industriels de la zone, et plus généralement des entreprises de la Chine du Sud. La nouvelle société rassemblera la B.N.P., quatre partenaires chinois, dont la Banque de Chine, et la banque japonaise Hokkaido Tokai-Mitsubishi ;

- la Banque Nationale de Paris a participé également à la création de la société mixte franco-chinoise, Guangzhou Peugeot Automobile Co. Ltd, aux côtés de Franco-Chinoise, pour la production en Chine de véhicules utilitaires sous la marque Peugeot.



### CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS

Le conseil d'administration du Crédit Industriel et Commercial de Paris - CIC Paris - s'est réuni le 21 mars 1985 au siège social, 66, rue de la Victoire, 75009 Paris, sous la présidence de M. Georges Dumas, pour arrêter les comptes de l'exercice 1984.

Les résultats bruts d'exploitation atteignent 2 031 millions de francs et les charges d'exploitation 1 613 millions de francs. Les résultats d'exploitation après amortissements et avant provisions s'établissent à 328 millions de francs et le bénéfice net est de 79,5 millions de francs.

Il convient de noter que les comptes ne peuvent être comparés de façon signi-

ficative avec ceux de l'exercice 1983 du Crédit Industriel et Commercial, en raison des modifications de structure consécutives à la création, en mai 1984, de la Compagnie financière de CIC, société mère des banques régionales du Groupe.

Le conseil a constaté les résultats satisfaisants du CIC Paris, banque commerciale disposant de larges assises financières pour développer son activité en 1985 et recueillant à travers la banque « CIC-Union européenne, International & Cie » les profits de solides implantations étrangères.



### BANQUE INDOSUEZ

#### Voyage de M. Peyrelevalde à Alger

Une délégation de la Banque Indosuez, conduite par M. Jean Peyrelevalde, président-directeur général de la Compagnie financière de Suez et de la Banque Indosuez, s'est rendue à Alger du 22 au 25 mars.

De nombreux entretiens, qui se sont déroulés dans une ambiance très amicale, ont eu lieu aussi bien avec des hauts responsables gouvernementaux qu'avec les dirigeants de toutes les banques algériennes et de certaines grandes entreprises nationales. Ils ont porté sur l'examen de la situation économique actuelle et des nombreuses perspectives qu'elle offre au moment où le nouveau plan quinquennal de développement entre en application.

Il a été notamment décidé d'approfondir les échanges et la coopération, déjà très active, entre les banques algériennes et la Banque Indosuez.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SOGÉVAR

SICAV

Société d'investissement à Capital Variable

#### Dividende global + 28,93 %

L'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est réunie le 26 mars 1985 sous la présidence de Monsieur Daniel Hua a approuvé les comptes de l'exercice clos le 28 décembre 1984.

#### Faits marquants de l'exercice

- Performance, coupon global réinvesti : + 1,90 % (+ 148,95 % sur 5 ans)
- Actifs gérés en fin d'exercice : F 1,24 milliards
- Dividende net : F 38,91 (+ crédit impôt F 4,45) contre F 30,08

Le dividende est mis en paiement le 4 avril 1985, aux guichets des banques suivantes :

- Société Générale,
- Banque Paribas,
- Société Générale Alsacienne de Banque,
- Société Centrale de Banque.

Les actionnaires de Sogévar pourront, jusqu'au 3 juillet 1985 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la Sicav sans droit d'entrée.

© GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

### SOGINTER

SICAV

Société d'investissement à Capital Variable

#### Dividende global + 27,75 %

L'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est réunie le 26 mars 1985 sous la présidence de Monsieur Rémy Schlumberger a approuvé les comptes de l'exercice clos le 28 décembre 1984.

#### Faits marquants de l'exercice

- Performance, coupon global réinvesti : - 3,20 % (+ 191,14 % sur 5 ans)
- Actifs gérés en fin d'exercice : F 2,31 milliards
- Dividende net : F 50,37 (+ crédit impôt F 4,28) contre F 38,68

Le dividende est mis en paiement le 4 avril 1985, aux guichets des banques suivantes :

- Société Générale,
- Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet,
- Société Générale Alsacienne de Banque,
- Société Centrale de Banque.

Les actionnaires de Soginter pourront, jusqu'au 3 juillet 1985 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la Sicav sans droit d'entrée.

© GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE



## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

## NEW-YORK

2 avril

Repê

**Les « 305 » F de Peugeot**

Passera, passera pas : toute la communauté boursière était suspendue mardi à la cotation de Peugeot. En très vive reprise, l'action de la firme de Sochaux a, par deux fois, failli atteindre la barre des 300 F pour coter 299,50 F puis 299,90 F. Finalement, au troisième essai, au cours de 301 F fut inscrit, transformé en 305 F. Jamais, depuis 1979, le titre n'avait valu si cher. En attendant, rien qu'en cours de cette séance, le gain de Peugeot a été de 7 %. Achats étrangers ? On le dit, en expliquant d'autre part cette hausse par la prochaine libération des prix des automobiles, mais c'est déjà de l'histoire ancienne. En tout cas, des ordres de l'étranger, il y en a eu encore qui n'ont pas seulement concerné Peugeot. C.F.P., B.M., Parier, C.M. Méditerranée et bien d'autres valeurs ont monté à bien que, à la clôture, l'indice de la bourse de Paris a été de 7.077 points, à 1.265,67. Mais le bilan de la journée était plus équilibré.

Autour du Big Board, les spécialistes étaient plutôt contents en l'avenir. Le plus grand nombre attribuant la réaction du marché au relâchement de la prudence. Trop de mauvaises nouvelles sont arrivées ces derniers temps, et les incertitudes soulevées par les dernières statistiques économiques incitent les opérateurs à rajuster leurs positions. La prévision à l'approche des fêtes de Pâques.

La Bourse, disait-on aussi, est sous-évaluée. Et, partant de cette constatation, beaucoup estiment que le temps de la véritable reprise n'est pas très éloigné. A l'appui de leur conviction, ils avancent qu'en dépit des appréhensions, dans l'ensemble, les résultats des entreprises, pour le premier trimestre, seraient très bons, les meilleurs même depuis vingt ans, et que le « Dow » pourrait très bien, d'ici quinze jours à trois semaines, repasser la barre des 1.300.

L'activité, ralentie en début de semaine, s'est un peu accélérée, et 101,66 millions de titres ont changé de mains, contre 93,20 millions précédemment.

De l'avis des professionnels, cet intérêt persistant de l'étranger à Paris tient à l'analyse que les experts internationaux font de la situation économique française. Cette situation est, paraît-il, une des meilleures de la CEE avec celle de l'Italie.

En plus, assurait-on, le ratio moyen des cours rapportés aux bénéfices (le fameux « price earning ratio »), est encore ici un des plus bas : 9 contre 12 à Londres et 11 à Francfort.

La devise-titre est remontée pour s'échanger entre 9,90 F et 9,97 F contre 9,74 F le 29 mars.

L'or s'est repêlé à Londres : 317 dollars l'once contre 321,10 dollars.

A Paris, le lingot n'a perdu que 100 F à 98.700 F. Baisse du napoléon à 596 F (- 5 F) et de la rente 4 1/2 % 1973 (- 1,8 %).

Après deux séances de hausse, Wall Street a éprouvé, mardi, le besoin de consolider ses positions. Des ventes bénéficiaires se sont produites. Elles ont surtout affecté les « Blue Chips », très en vue ces derniers temps. En revanche, les autres valeurs de la cote ont mieux résisté. A la clôture, l'indice des industriels accusait une baisse de 7,07 points, à 1.265,67. Mais le bilan de la journée était plus équilibré.

Autour du Big Board, les spécialistes étaient plutôt contents en l'avenir. Le plus grand nombre attribuant la réaction du marché au relâchement de la prudence. Trop de mauvaises nouvelles sont arrivées ces derniers temps, et les incertitudes soulevées par les dernières statistiques économiques incitent les opérateurs à rajuster leurs positions. La prévision à l'approche des fêtes de Pâques.

La Bourse, disait-on aussi, est sous-évaluée. Et, partant de cette constatation, beaucoup estiment que le temps de la véritable reprise n'est pas très éloigné. A l'appui de leur conviction, ils avancent qu'en dépit des appréhensions, dans l'ensemble, les résultats des entreprises, pour le premier trimestre, seraient très bons, les meilleurs même depuis vingt ans, et que le « Dow » pourrait très bien, d'ici quinze jours à trois semaines, repasser la barre des 1.300.

L'activité, ralentie en début de semaine, s'est un peu accélérée, et 101,66 millions de titres ont changé de mains, contre 93,20 millions précédemment.

De l'avis des professionnels, cet intérêt persistant de l'étranger à Paris tient à l'analyse que les experts internationaux font de la situation économique française. Cette situation est, paraît-il, une des meilleures de la CEE avec celle de l'Italie.

En plus, assurait-on, le ratio moyen des cours rapportés aux bénéfices (le fameux « price earning ratio »), est encore ici un des plus bas : 9 contre 12 à Londres et 11 à Francfort.

La devise-titre est remontée pour s'échanger entre 9,90 F et 9,97 F contre 9,74 F le 29 mars.

L'or s'est repêlé à Londres : 317 dollars l'once contre 321,10 dollars.

A Paris, le lingot n'a perdu que 100 F à 98.700 F. Baisse du napoléon à 596 F (- 5 F) et de la rente 4 1/2 % 1973 (- 1,8 %).

## BOURSE DE PARIS Comptant

## 2 AVRIL

VALEURS	% du mont.	% du cotation	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	27 85	1 512	Electricité	680	670	Sanofi-Médac	405	421 20	SECOND MARCHÉ					
5 %	44 60	0 835	Environ	900	890	S.E.P. (M)	195		Hors-cote					
7 %	72	0 014	Europ. Assurances	720	720	Serv. Equip. V.M.	35 40	37 60	A.G.P.-R.D.	1750	1805	Alcatel	285	291
8 %	117 70	7 696	Europ. Ind.	1555	1550	Soc. G.M.E.	350		Calsonic	2850	2900	Banque Paribas	285	295
9 %	146 30	9 730	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	Compt. Ind.	285	295
10 %	184 65	12 330	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
11 %	223 00	15 880	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
12 %	261 35	19 430	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
13 %	299 70	22 980	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
14 %	338 05	26 530	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
15 %	376 40	30 080	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
16 %	414 75	33 630	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
17 %	453 10	37 180	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
18 %	491 45	40 730	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
19 %	529 80	44 280	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
20 %	568 15	47 830	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
21 %	606 50	51 380	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
22 %	644 85	54 930	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
23 %	683 20	58 480	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
24 %	721 55	62 030	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
25 %	759 90	65 580	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
26 %	798 25	69 130	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
27 %	836 60	72 680	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
28 %	874 95	76 230	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
29 %	913 30	79 780	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
30 %	951 65	83 330	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
31 %	990 00	86 880	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
32 %	1028 35	90 430	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
33 %	1066 70	93 980	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
34 %	1105 05	97 530	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
35 %	1143 40	101 080	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
36 %	1181 75	104 630	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
37 %	1220 10	108 180	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
38 %	1258 45	111 730	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
39 %	1296 80	115 280	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
40 %	1335 15	118 830	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
41 %	1373 50	122 380	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
42 %	1411 85	125 930	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
43 %	1450 20	129 480	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
44 %	1488 55	133 030	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
45 %	1526 90	136 580	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
46 %	1565 25	140 130	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
47 %	1603 60	143 680	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
48 %	1641 95	147 230	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
49 %	1680 30	150 780	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
50 %	1718 65	154 330	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
51 %	1757 00	157 880	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
52 %	1795 35	161 430	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
53 %	1833 70	164 980	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
54 %	1872 05	168 530	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
55 %	1910 40	172 080	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
56 %	1948 75	175 630	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
57 %	1987 10	179 180	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
58 %	2025 45	182 730	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
59 %	2063 80	186 280	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
60 %	2102 15	189 830	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
61 %	2140 50	193 380	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
62 %	2178 85	196 930	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
63 %	2217 20	200 480	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
64 %	2255 55	204 030	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
65 %	2293 90	207 580	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
66 %	2332 25	211 130	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
67 %	2370 60	214 680	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
68 %	2408 95	218 230	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
69 %	2447 30	221 780	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
70 %	2485 65	225 330	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
71 %	2524 00	228 880	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
72 %	2562 35	232 430	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
73 %	2600 70	235 980	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
74 %	2639 05	239 530	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
75 %	2677 40	243 080	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
76 %	2715 75	246 630	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
77 %	2754 10	250 180	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
78 %	2792 45	253 730	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
79 %	2830 80	257 280	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
80 %	2869 15	260 830	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
81 %	2907 50	264 380	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
82 %	2945 85	267 930	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
83 %	2984 20	271 480	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
84 %	3022 55	275 030	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
85 %	3060 90	278 580	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
86 %	3099 25	282 130	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
87 %	3137 60	285 680	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
88 %	3175 95	289 230	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
89 %	3214 30	292 780	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
90 %	3252 65	296 330	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
91 %	3291 00	299 880	Europ. Ind. (S)	1555	1550	Soc. G.M.E. (S)	350		C. Ind. (S)	285	295	C. Ind. (S)	285	295
92 %	3329 35	303 430	Europ. Ind. (S)	1555										



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

2. EUROPE
- L'attentat marqué contre le juge Palermo et la criminalité en Italie.
3. AMÉRIQUES
3. PROCHE-ORIENT
4. AFRIQUE
4. DIPLOMATIE

### 39 FM

#### à Paris

AN 6 « Le Monde »  
232-14-14  
Mercredi 3 avril, 18 h 46

Des pays industrialisés  
au tiers-monde

Les banques, la terre  
et le sang

CLAUDE JULIEN  
et IGNACIO RAMONET  
répondent aux questions  
des auditeurs et des lecteurs  
Débat animé  
par FRANÇOIS KOCH

### POLITIQUE

- 6-7. La réforme du mode de scrutin.
7. La situation en Nouvelle-Calédonie.

### SOCIÉTÉ

8. La débauche sur le racisme.
9. ÉDUCATION : la formation des enseignants à l'informatique.

### ARTS ET SPECTACLES

11. CINÉMA : Country.
- 11-12. THÉÂTRE : Les Deux Orphèes.
13. EXPOSITIONS : Jean-Pierre Raynaud.
- PHOTO : Agnès Bonnot.
14. DÉCORATION : la café Costes.
14. UNE SÉLECTION.
15. PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.
16. COMMUNICATION : Jean-Claude Hôché renonce à poursuivre Christine Ockrent.

### ÉCONOMIE

20. SOCIAL : le gouvernement prépare d'autres mesures pour les chômeurs de longue durée en fin de droits.
22. TRANSPORTS : la saison trans-Manche.

**RADIO-TÉLÉVISION (18)**  
**INFORMATIONS**  
« SERVICES » (10):  
Les offices de la Semaine Sainte; « Journal officiel »; Météorologie; Mots croisés.  
Annonces classées (19); Carrot (18); Programmes des spectacles (15 à 17); Marchés financiers (23).

● Le Festival du cinéma juif à la Cinéma-thèque. - Une soirée supplémentaire du Festival international du cinéma juif a lieu, ce mercredi 3 avril à 18 heures, à la Cinéma-thèque française (palais de Chaillot). Organisée avec le concours du ministère de la culture, la soirée s'ouvrira par une tribune avec M. Georges Kleinman, Alain Finkielkraut et Emile Weiss. Elle se terminera par la projection du film de Joseph Losey : *Le Garçon aux cheveux verts*.

Le numéro du « Monde »  
daté 3 avril 1985  
a été tiré à 427 586 exemplaires

**destination ISLANDE**  
l'ISLANDE  
au gré  
de votre fantaisie  
action - culture  
1 semaine - base à Paris  
PARIS-PARIS  
Berline: F. 4.690  
4 x 4: F. 5.050 F  
votre agent de voyages ou  
ALANT'S TOURS  
5, rue Danielle-Casanova  
75001 Paris  
☎ 296.59.78  
Rte. 1053

A B C D E F G

## DURANT LA DÉTENTION DU DIPLOMATE AU LIBAN

### Les ravisseurs de M. Peyroles se sont présentés comme des « maronites marxistes »

Beyrouth. - « Nous sommes maronites. Nous sommes marxistes. Nous n'avons rien contre la France. Notre combat est dirigé contre le sionisme et son allié américain. C'est en ces termes, raconte M. Gilles Peyroles, libéré lundi soir 1<sup>er</sup> avril, après neuf jours de détention et une rocambolesque aventure, que ses ravisseurs se sont présentés à lui à visage découvert. Enlevé samedi 23 mars à Tripoli devant son domicile par trois hommes armés, le directeur du Centre culturel français a confirmé qu'il pensait bien être détenu dans le village chrétien de Qbayat, un nord-est de Tripoli, d'où sont originaires les trois personnes dont les Fraternités armées révolutionnaires libanaises réclamaient la libération en échange de la sienne.

Emprisonné dans une petite maison sur un bord d'une route à grande circulation, M. Peyroles a, en effet, indiqué qu'il entendait les enfants aller et revenir de l'école, ainsi que les cloches des églises sonner. C'est d'ailleurs au moment - cinq jours après son enlèvement - où les rumeurs sur le lieu de détention de M. Peyroles commencent à circuler à Tripoli que ses ravisseurs, de plus en plus nerveux, dit-il, ont changé de cachette. Après une nuit passée dans une cabane de berger située dans le massif de l'Akkar, au nord du Liban, M. Peyroles, coiffé d'une cagoule, pense être resté deux nuits dans un village musulman. La cache ne devait pas être très sûre, puisque ses ravisseurs, raconte-t-il, ont tourné toute une nuit en voiture sur la route de Hermal avant de le déposer en compagnie de deux hommes armés à l'entrée d'un village chiite dans la plaine de la Bekaa. C'est là que des villageois soupçonneux l'ont conduit en compagnie de ses ravisseurs au chef lieu de la milice chiite Amal, qui, lui-même, a alerté un supérieur. « Celui-ci, dit M. Peyroles, a tout de suite compris qu'il s'agissait d'un homme important. Après avoir amené, sous un prétexte futile, les deux ravisseurs qui restaient

#### De notre envoyée spéciale

avec lui à s'écrouler, le responsable d'Amal lui a annoncé qu'il allait le conduire à Beyrouth, où M. Berri, chef de la milice chiite Amal et ministre du sud du Liban, l'attendait. C'est là qu'en pleine nuit M. Wybaux, ambassadeur de France au Liban, est venu chercher le diplomate français.

#### Des incertitudes

L'enlèvement et la libération de M. Peyroles laissent cependant subsister beaucoup de questions. L'otage affirme avoir vu douze personnes pendant sa détention, dont trois responsables parlant parfaitement le français, qui se sont toujours présentés à lui à visage découvert et ont fait état de leur grande connaissance des milieux d'Action directe, de la Fraction armée rouge allemande et des Cellules communistes combattantes (belges). Cela laisserait à penser qu'il avait affaire à des terroristes « professionnels » alors que leur comportement dénote un « amateurisme » rare dans ce type d'enlèvement. Les ravisseurs, d'autre part, semblaient, selon le diplomate français, être inquiétés des réactions syriennes. Or les services secrets syriens, maîtres de toute la région, ont nécessairement eu connaissance du lieu de détention exact du diplomate, d'autant que tout le monde en parlait ouvertement à Tripoli. De plus, de Tripoli à Qbayat, la voiture qui transportait M. Peyroles, enfilée en compagnie d'un de ses geôliers dans le coffre, a forcément dû franchir des barrières syriennes.

Enfin, M. Peyroles a été repéré en compagnie de deux de ses ravisseurs dans un village chiite, et c'est avec les deux hommes, dont l'un était armé, qu'il a été conduit au responsable d'Amal, qui n'a à aucun moment tenté de les arrêter.

## En Grèce

### L'assassinat du procureur Theophanopoulos contribue à alourdir le climat politique

Athènes (AFP). - L'assassinat, lundi 1<sup>er</sup> avril, du procureur de la République, M. Theophanopoulos, a contribué un peu plus à alourdir le climat politique à Athènes. Ce meurtre, revendiqué par un mouvement jusqu'alors inconnu, « Lutte contre l'État », est le quatrième en dix-huit mois, après ceux de deux directeurs de quotidiens de droite et d'un capitaine de vaisseau américain. La police ne dispose toujours d'aucun indice susceptible de faire avancer les enquêtes.

Dans un tract trouvé à proximité du lieu de l'attentat mardi, le groupe « Lutte contre l'État » déclare notamment : « Nous ne respectons pas le calme social qui n'a jamais existé; nous livrons une guerre qui transformera votre sommeil en cauchemar. » Le tract accuse M. Theophanopoulos de s'être rendu coupable de « crimes contre la liberté » et présente sa mort comme « la triste fin du choix encore plus triste et honteux qu'il avait fait ». M. Theophanopoulos avait été nommé procureur de la République en 1969, sous la dictature des colonels. Il avait représenté le ministère public contre onze étudiants et deux avocats opposants à la junte dont il avait du reste demandé l'acquiescement. Deux ans après la chute des colonels, il avait requis une peine de prison contre un anarchiste, puis engagé des poursuites contre l'éditeur grec des œuvres du marquis de Sade.

Le fait que ces attentats demeurent impunis suscite une inquiétude croissante dans l'opinion publique. Elle s'ajoute au malaise engendré dans une partie de cette opinion par l'élection, la semaine dernière, de M. Sartzetakis à la présidence de la République. Pour protester contre la méthode grâce à laquelle cette élection a été acquiescée, le Parti communiste de l'intérieur (eurocommuniste, non représenté au Parlement) organise une manifestation jeudi à Athènes. Le parti de la Nouvelle Démocratie (opposition conservatrice) appelle pour sa part à un rassemblement vendredi sur la place de la Constitution.

Le premier ministre, M. Papandréou, a invité mardi lors d'une conférence de presse, l'opposition conservatrice à reconnaître le nouveau président de la République. L'attitude de la Nouvelle Démocratie, a-t-il dit, « entrave le dialogue

ment des affaires nationales. Chaque division de la nation bénéficie d'une manière ou d'une autre de l'ensemble ». M. Papandréou a rappelé, comme il l'avait fait au début de cette année, que la Grèce, selon lui, est plus menacée par la Turquie que par les pays communistes.

Le premier ministre s'est d'autre part félicité des résultats obtenus par la Grèce au sommet de Bruxelles sur la question des programmes méditerranéens intégrés (PIMI). « C'est une grande victoire diplomatique », a-t-il déclaré, en affirmant que la Grèce « en décide à utiliser le droit de veto reconnu par le traité de Rome quand ses intérêts vitaux seront lésés ». « Nous allons continuer de nous battre pour défendre nos intérêts nationaux », a dit M. Papandréou, « nous ne sommes pas des mendiants ».

**PIAGET**

Quartz, étanche, ultra-plat, or 18 carats, changement fusée horaire instantanée.

**Aldebert**

PARIS: 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine  
70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot  
CANNES: 19, La Croisette

## Sur le vif Un peu de tenue!

La brasserie en bas de chez moi, c'est là que se retrouvent les soirs de match France-Angleterre les supporters surexcités, déchaînés, complètement pétés des British. Ils font un boucan à tout casser et les quarts d'heure s'écoulent en s'enivrant. On peut remarquer que ces organisations ont toutes deux insisté sur leur « lutte contre le sionisme ». A cet égard, M. Peyroles a signalé qu'un de ses geôliers, une femme « particulièrement intrinsèque », lui avait fait signer une lettre destinée au gouvernement français indiquant : « Les FARL exigent la libération d'Abel Kader Saadi (leur compagnon détenu en France), sinon vous serez responsables de la mort de M. Fontaine (le vice-consul français enlevé à Beyrouth-Ouest) et de la mienne ». Cette lettre n'a toutefois pas été envoyée, un autre responsable s'y étant opposé. Enfin, le fait que les responsables se soient présentés à visage découvert laisse supposer qu'ils ne craignent pas de représailles.

Après la libération de M. Peyroles, qui devrait se rendre, ce mercredi, en compagnie de M. Wybaux à Tripoli, où l'attend son père, l'écrivain Gilles Perrault, deux Français, MM. Fontaine et Carton, restent détenus au Liban.

F. C.

de mieux que de se secouer à mort et de jouer les vandales dans les rues de Loughborough où se tenait leur congrès. Ils ont fracassé, brisé, délogé tout ce qui se trouvait sur leur passage. Depuis deux jours, on ne parle que de ça à la BBC. Normal : ça la font mal, avouez. Et le parti l'a très mal prise. La réponse a été foudroyante : vivons coupés, exclusion des massifs et couverture d'urgence. Tant qu'à faire de trapper, faut taper aussi fort à droite qu'à gauche.

Le plus marquant, c'est pas ça, c'est le fait que les médias pétifiés et d'horreur et de respect ont encaissé le coup de la prisonnière Margaret. Vous savez ce qu'elle a fait ? Elle a fumé tranquillement trois cigarettes en public, au cours de je ne sais plus quelle réception. Malgré l'interdiction formelle des taboucs qui viennent de lui enlever un bout de poumon. Grande photo se gros titre à la une de tous les journaux. Gros titre et petit article purement informatif. Sans un mot de commentaire. Elle doit se demander ce qui lui arrive, ça même. L'Angleterre. Si même la sœur de la Queen ne sait pas se tenir, où allons-nous, grande dame ?

CLAUDE SARRAUTE.

## MIS EN CAUSE PAR DES CONSOMMATEURS

### Le Tandénil sera retiré du marché mondial des médicaments

La multinationale suisse Ciba-Geigy vient de décider de retirer l'oxyphénybutazone (du Tandénil) du marché mondial des médicaments. Cette décision importante - et courageuse - s'accompagne de nouvelles restrictions concernant l'utilisation d'un autre médicament anti-inflammatoire, la phénylbutazone.

L'affaire est exemplaire. Elle avait commencé fin 1984, à l'initiative de plusieurs mouvements de consommateurs européens. Aux États-Unis, le docteur Sydney Wolfe, directeur du Groupe de recherches sur la santé (organisation consumériste fondée par M. Ralph Nader), faisait état d'un document interne de la multinationale suisse, révélant que ces deux médicaments anti-inflammatoires avaient été à l'origine de plus d'un million de décès à travers le monde (le Monde du 31 décembre 1983). Des chiffres, certes impressionnants, mais qui doivent être rapprochés des 100 à 180 millions de personnes qui ont, au total, consommé l'un ou l'autre de ces médicaments.

Mis sur le marché il y a plus de vingt ans, ces deux produits ont longtemps été considérés comme les chefs de file des anti-inflammatoires. A ce titre, ils étaient largement prescrits par la communauté médicale internationale. Trop largement prescrits de

## LE PCF DEMANDE UN DÉBAT SUR LE RACISME À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le bureau politique du Parti communiste a publié, le mardi 2 avril, un communiqué dans lequel il observe que le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, « qui est l'homme politique à avoir publiquement poussé le plus loin la complaisance active avec le parti de *Le Pen* », a demandé un débat à l'Assemblée nationale sur l'immigration. « Il s'agit là d'un véritable défi lancé à l'opinion publique », estime le PCF, qui ajoute : « Ce défi, nous le relevons ».

Le bureau politique déclare que le PCF « a toujours répondu présent pour mener une lutte résolue contre les idées racistes et nationalistes, pour l'égalité et la solidarité ». C'est pourquoi il propose que soit organisé à l'Assemblée nationale « un débat, débouchant sur des décisions qui permettraient de situer les causes de ces phénomènes et de mettre en lumière les responsabilités des uns et des autres ».

## MORT DE M. FRANCIS GORDAN PREMIER ADJOINT AU MAIRE DE NICE

M. Francis Gordan, premier adjoint (RPR) au maire de Nice, M. Jacques Médecin, est mort d'une rupture d'anévrisme le mardi 2 avril à Québec (Canada). Homme discret et travailleur, M. Gordan jouait un rôle important auprès de M. Médecin, qui lui avait confié, dès son arrivée dans le conseil municipal en 1977, la délégation des finances.

[Né le 13 mai 1921 à Nice, Francis Gordan dirigeait une très ancienne entreprise familiale de chaudronnerie industrielle. Il avait occupé diverses responsabilités départementales et régionales dans plusieurs organisations professionnelles et avait présidé en 1972 le tribunal de commerce de Nice. Suppléant de M. Médecin depuis 1978 et conseiller régional, M. Gordan était chevalier de la Légion d'honneur.]

destination  
**Finlande**  
Laponie  
LES FJORDS  
ET LE CAP NORD  
circuits accompagnés  
Norvège/Finlande  
9 jours PARIS-PARIS  
F. 11.350  
votre agent de voyages ou  
**ALANT'S TOURS**  
5, rue Danielle-Casanova  
75001 PARIS ☎ 296.59.78  
Rte. 1053

**PÂQUES**

bouquets  
signés  
**LACHAUME**  
10, RUE ROYALE